

MESSAGE N° 63
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
sur la mensuration officielle (LMO)

16 avril 2003

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur la mensuration officielle (LMO).

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. Présentation générale
 - 1.1 Introduction
 - 1.2 La mensuration officielle en général
 - 1.3 La nécessité d'une révision et les lignes directrices
 - 1.4 Incidences financières et en personnel
 - 1.5 Eurocompatibilité
 - 1.6 Intitulé et structure de la loi
2. Commentaire des nouvelles dispositions légales

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Introduction

La loi du 2 février 1988 sur la mensuration cadastrale (LMC), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1989, doit faire l'objet d'une révision destinée à faciliter la réalisation des nouvelles mensurations parcellaires, de façon en particulier à accélérer la procédure d'établissement du registre foncier fédéral dans le canton. Par ailleurs, depuis l'adoption de la LMC, la législation fédérale a fait l'objet d'une totale refonte, qui s'est traduite par l'adoption de l'ordonnance du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle (OMO; au recueil systématique du droit fédéral – RS – sous no 211.432.2), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993 et qui abrogeait notamment des instructions de 1919 et une ordonnance du 12 mai 1971 sur la mensuration cadastrale. Quand bien même le canton a fait une application conforme au droit fédéral en raison de la force dérogatoire de ce dernier, il est devenu indispensable de procéder à une révision de la LMC.

Dès la fin 2001, un avant-projet a été rédigé par un groupe de travail dirigé par le géomètre cantonal, et comprenant en particulier des représentants des conservateurs du registre foncier et des géomètres. Rapidement, le groupe de travail a constaté que l'importance des modifications à envisager était telle qu'une simple toilette de la loi existante était inappropriée et qu'il convenait au contraire d'établir un texte entièrement nouveau, dont l'intitulé est repris de l'OMO. Parallèlement à la refonte de la législation sur la mensuration cadastrale, ce groupe de travail s'est également penché sur la révision, partielle, de la loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (LRF).

L'avant-projet a été mis en consultation auprès des principaux organismes concernés, notamment auprès de la Direction fédérale des mensurations, de la société fribourgeoise des géomètres et de l'Association fribourgeoise des conservateurs du registre foncier. La consultation a eu lieu en même temps qu'un avant-projet de loi modifiant la LRF, soit entre février et mars 2003.

Le projet qui vous est présenté (LMO) est issu de l'analyse du résultat de la procédure de consultation. Il vous

est présenté conjointement avec un projet de loi modifiant la LRF, les deux matières étant en étroite interaction. S'agissant d'une nouvelle loi, il est par ailleurs rédigé conformément aux règles découlant de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), et rédigé en langage épïcène (non sexiste) en application des recommandations générales faites par le Conseil d'Etat en matière de rédaction des actes législatifs.

1.2 La mensuration officielle en général

La mensuration officielle est au service de l'établissement et de la tenue du registre foncier: conformément à l'art. 950 du code civil (CC), l'immatriculation et la description de chaque immeuble du registre foncier s'opèrent d'après un plan dressé, dans la règle, sur la base d'une mensuration officielle. Elle sert en outre à la constitution et à l'exploitation de systèmes d'information du territoire. Par l'identification et la localisation avérées des immeubles, elle contribue à assurer la sécurité du droit en matière immobilière; en particulier, elle permet de garantir un bon fonctionnement du marché foncier et du crédit hypothécaire. Il suffit à ce propos de savoir que, selon les statistiques de la Banque nationale suisse, l'économie disposait, en 2000, de crédits garantis par des hypothèques d'une valeur de 512 milliards de francs pour le territoire suisse. Les données de base de la mensuration officielle sont importantes aussi dans l'exécution de nombreuses tâches publiques, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire. Elles font également l'objet d'un usage de plus en plus fréquent par des utilisateurs privés.

On distingue principalement, dans le domaine de la mensuration officielle, *deux sortes d'activités*:

- des activités sont entreprises de façon *générale et systématique* pour l'ensemble des immeubles d'un territoire donné; ce sont la nouvelle mensuration parcellaire (qui précède en principe l'établissement du registre foncier fédéral; voir l'art. 40 al. 1 T.f. CC), les renouvellements et la numérisation préalable (qui consiste dans l'informatisation des données de la mensuration pour les immeubles déjà immatriculés au registre foncier fédéral), et
- des activités de *conservation*, qui sont effectuées en relation avec des immeubles déterminés et concernent chaque modification des données cadastrales (par exemple suite à la modification conventionnelle des limites communes à deux fonds ou la construction d'un bâtiment).

Les données de la mensuration constituent une partie importante des données de base du territoire de la Confédération suisse; elles doivent présenter les *caractéristiques* suivantes:

- garantir un degré de précision conforme à la valeur du terrain,
- être fiables,
- être vérifiées,
- être actuelles, c'est-à-dire mises à jour,
- être homogènes quant à leur teneur et leur structure, et
- être disponibles.

D'une façon générale, les données de la mensuration officielle relatives au territoire cantonal fribourgeois présentent toutes ces caractéristiques. Leur disponibilité, nécessaire à une utilisation optimale, n'est cependant pas suffisamment assurée, soit qu'elles ne sont pas numérisées, soit que leur accès est malaisé.

La mensuration officielle n'est pas gérée de façon uniforme pour tout le territoire cantonal. Pour certaines parties de celui-ci, les données sont fondées sur les mensurations opérées graphiquement; les plus récentes sont des données entièrement numérisées. Au 30 novembre 2002, l'état de la mensuration se présente comme suit:

- données vectorielles numériques: 26 %,
- données vectorielles contractuellement en travail: 18 %,
- plans cadastraux graphiques définitivement reconnus: 18 %,
- plans cadastraux graphiques provisoirement reconnus: 33 %, dont 9 % de cadastration ordonnée (soumissions en préparation),
- lacs: 5 %.

La numérisation des données de la mensuration est nécessaire pour en assurer la disponibilité. Elle est effectuée, soit sur la base de mensurations fédérales déjà en vigueur, pour lesquelles le registre foncier fédéral a été introduit (renouvellement ou numérisation préalable), soit lors de la procédure de nouvelle mensuration précédant l'établissement du registre foncier fédéral (cf. art. 38 T.f. CC). La Direction fédérale des mensurations (D+M), qui exerce la direction générale et la haute surveillance de la mensuration officielle, a établi une stratégie dans ce domaine; il appartient aux cantons de s'y conformer. Une planification coordonnée des travaux de nouvelle mensuration et d'établissement du registre foncier fédéral a été arrêtée pour la première fois dans le canton de Fribourg en mars 2002.

1.3 La nécessité d'une révision et les lignes directrices

Les modifications matérielles de la loi résultent de plusieurs facteurs. On relèvera les *huit lignes directrices* suivantes:

1. La nouvelle mensuration parcellaire, qui précède en règle générale l'établissement du registre foncier fédéral, débute actuellement par une *révision générale des limites*, suivie des travaux de cadastration; cette révision comprend le contrôle et des améliorations éventuelles de limites existantes ainsi que le contrôle et la remise en état du bornage (art. 53 LMC). Eu égard à l'état des plans actuels, la Confédération a dispensé certains cantons, dont le canton de Fribourg, de procéder à cette révision générale systématique, ce qui devrait permettre, au niveau de notre canton, une réduction globale des dépenses de mensuration de l'ordre de 25 millions de francs environ pour les ramener de plus de 80 à 56 millions de francs. Le canton de Fribourg entend faire usage de cette possibilité, dans le but d'une part de réduire ces dépenses, d'autre part d'accélérer les travaux de nouvelle mensuration et l'introduction du registre foncier fédéral. La nécessité de faire progresser ces travaux est d'autant plus grande que, dans le cadre de la réforme de la péréquation

financière et de la nouvelle répartition des tâches entre les cantons et la Confédération, le montant des subventions fédérales, dont profitent actuellement l'Etat, les communes et les propriétaires, pourrait subir une réduction drastique. Cette solution permet par ailleurs de faciliter la planification des cadastrations. Certes, l'absence de révision générale des limites pourrait réduire, à terme, la qualité de la mensuration, en particulier sur le terrain. Cet inconvénient est toutefois hors de proportion avec les avantages que représente la formule envisagée, d'autant que les propriétaires conservent naturellement la possibilité de demander que les limites de leurs fonds fassent, à leurs frais, l'objet d'une révision à l'occasion de la nouvelle mensuration.

Dans le même esprit, et pour respecter en particulier la planification effectuée, les contrats relatifs aux travaux de nouvelle mensuration parcellaire feront à l'avenir l'objet d'un contrat unique, conclu qu'entre l'Etat (qui fait l'avance de fonds) et le ou la géomètre adjudicataire; selon la loi actuelle, les travaux de révision générale font l'objet d'un contrat passé entre la commune, qui doit faire l'avance des fonds, et le ou la géomètre; les travaux de cadastration sont contenus dans un autre contrat passé entre l'Etat et le ou la géomètre. Par ailleurs, la part communale liée à la mensuration sera facturée, non plus en une fois à la fin des travaux, mais sous forme de 4 tranches durant l'exécution de ceux-ci.

2. L'OMO et l'ordonnance technique du 10 juin 1994 sur la mensuration officielle (OTEMO; RS 211.432.21), ont profondément modifié la *réglementation en vigueur au niveau fédéral* dans le domaine de la mensuration officielle, notamment en raison du nouveau concept de la mensuration, axé sur l'idée de couches superposées, et des développements de la technique dans ce domaine. Cette nouvelle réglementation contient par ailleurs de nouveaux concepts (premiers relevés, renouvellements, numérisations préalables, mise à jour périodique) et certaines définitions auxquelles les dispositions cantonales doivent se conformer. La LMO régit enfin les points laissés par la Confédération à la compétence cantonale (cf. à ce propos les art. 7 al. 3, 10, 12, 17 al. 2, 21 al. 1 et 2, 23 al. 2, 25 al. 2, 28 al. 3, 34 al. 2, 36 al. 1, 38 al. 2, 42 al. 1, 44 al. 1, 45 al. 2, 49, 55 al. 1 OMO). Le texte proposé tient compte des dernières modifications intervenues sur le plan fédéral et entrées en vigueur le 1^{er} avril 2003 (ordonnance fédérale du 7 mars 2003 s'agissant de l'OMO et ordonnance fédérale du 11 mars 2003 s'agissant de l'OTEMO – les textes complets sont publiés, sous leur forme informatisée respectivement au RS 211.432.2 et au RS 211.432.21).
3. Le canton s'est vu attribuer par la Confédération la tâche de contrôler les *surfaces agricoles utiles* (SAU) et s'est engagé contractuellement à procéder, dans un délai expirant en 2006, à ce contrôle, de façon à optimiser les subventions fédérales (paiements directs) dans le domaine de l'agriculture. Ce contrôle est rendu nécessaire par le fait que les délimitations entre la forêt et les SAU, telles qu'elles figurent dans les documents du registre foncier, ne sont parfois plus actuelles. L'exécution de cette opération suppose que les données sur lesquelles celle-ci se fonde soient numérisées, ce qui sera réalisé à l'occasion d'une numérisation préalable, exécutée par les géomètres sur la base d'un

contrat conclu avec l'Etat; cette numérisation est suivie d'un contrôle de la SAU par orthophotos. La nouvelle réglementation facilite cette planification.

4. La législation fédérale, en particulier la loi du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI) soumet les restrictions à la liberté d'accès au marché à de strictes conditions. A ce titre, elle impose la modification de certaines dispositions concernant les géomètres, du fait principalement que la loi actuelle subordonne à une patente cantonale l'exercice de la profession de géomètre officiel. Il convient également de se conformer aux accords sectoriels entre la Suisse et la Communauté européenne (UE) ainsi qu'aux règles d'harmonisation à l'égard des ressortissants des autres Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Il y a lieu de distinguer à ce propos les *types d'activités* exercées par les géomètres:

- a. Certains travaux de mensuration officielle, énumérés par la législation fédérale, ne peuvent être confiés qu'à des géomètres titulaires du brevet fédéral d'ingénieur géomètre ou au bénéfice d'une équivalence reconnue par la Confédération (art. 5 et 44 OMO). Le brevet fédéral ou l'équivalence autorise son ou sa titulaire à procéder à ces travaux dans toute la Suisse, sans que les cantons soient en droit de poser des exigences supplémentaires, comme celle du domicile notamment (art.1 de l'ordonnance du 16 novembre 1994 concernant le brevet fédéral d'ingénieur géomètre; RS 211.432.261). Cela dit, l'entrée en vigueur des accords sectoriels n'a pas occasionné de modification de la législation fédérale (la Confédération ayant déjà supprimé en 1997 l'exigence de la nationalité suisse pour l'obtention du brevet fédéral).

S'agissant du droit d'effectuer des travaux de mensuration officielle, le projet de loi ne prévoit pas de conditions différentes de celles qui sont prévues par la législation fédérale. En particulier, il supprime l'exigence d'une patente cantonale, dont l'octroi était notamment subordonné à l'élection du domicile dans le canton (art. 7 al. 2 let. e LMC; art. 9 et 10 LMO) et modifie les dispositions correspondantes figurant dans d'autres lois (cf. art. 115 à 118 LMO). Ainsi, le droit cantonal est non seulement rendu conforme à la législation fédérale sur la mensuration officielle et adapté à la législation fédérale sur le marché intérieur (liberté économique), mais il est encore rendu compatible avec les accords sectoriels Suisse-UE (liberté de circulation et de prestation de services) ainsi qu'avec les règles d'harmonisation de ces accords à l'égard des ressortissants des autres Etats membres de l'AELE (mise sur pied d'égalité des ressortissants UE avec les ressortissants des autres Etats membres de l'AELE).

- b. Les activités de *mise à jour et de dépôt des données de la mensuration officielle* (entretien, conservation) correspondent à une tâche publique consistant à en assurer en permanence l'intégralité, la fiabilité et la sécurité. Les cantons en répondent à l'égard de la Confédération. Cette dernière exige d'eux que, si ces travaux ne sont pas effectués par des personnes morales de droit public, ils le soient par des ingénieurs géomètres brevetés (art. 44 al. 2 OMO). La LMO fait usage de cette seconde possibilité. En raison du caractère éminemment étatique de cette tâche, correspondant à un intérêt public qualifié, il

pose encore d'autres exigences. L'article 76 al. 1 LMO dispose que le géomètre dépositaire doit être géomètre officiel, c'est-à-dire qu'il doit remplir les conditions particulières définies à son article 32 al. 1; la LMO exige que le géomètre breveté dispose d'un domicile et d'un bureau suffisamment équipé dans le canton, de façon en particulier à garantir le maintien de l'intégralité des données dans le canton et à assurer leur accessibilité en tout temps. Le fondement particulier de ces restrictions, posées sans discrimination, fait admettre leur compatibilité avec la législation fédérale sur le marché intérieur (liberté économique) comme encore avec les accords sectoriels Suisse-UE (liberté de circulation, plus précisément avec celle de prestation de services) et avec les règles de leur harmonisation vis-à-vis de l'AELE.

- c. L'art. 55 T.f. CC accorde aux cantons la compétence de définir, pour leur territoire, les modalités de la forme authentique, à laquelle sont en principe subordonnés tous les transferts de la propriété immobilière (art. 657 CC). Dans notre canton, *l'instrumentation d'actes authentiques* de transferts de propriété est, d'une façon générale, réservée aux notaires. La LMC aménage cependant la faculté pour les géomètres d'instrumenter certains actes, principalement lorsqu'ils portent sur des surfaces de peu d'importance.

La nouvelle réglementation reprend ces principes, en réservant cette compétence aux géomètres brevetés et en posant encore, sans discrimination, d'autres conditions, similaires à celles qui sont exigées des notaires (art. 32 LMO). Ces exigences sont compatibles tant à l'égard de la législation fédérale sur le marché intérieur qu'à l'égard des accords sectoriels Suisse-UE et des règles de leur harmonisation vis-à-vis de l'AELE. En effet, l'activité en cause correspond à un acte de juridiction gracieuse. A ce titre, elle met en oeuvre l'exercice de la puissance publique (activité d'officier public soustraite à la liberté économique; exception à la liberté de circulation, plus précisément à celle de prestation de services).

5. Ce travail de révision totale est également l'occasion d'appliquer les règles découlant de la *LOCEA*, notamment en utilisant, au niveau de la loi, une dénomination neutre pour les unités administratives de premier ou de deuxième niveau («Direction compétente», respectivement «Service spécialisé en matière de mensuration officielle»). Le titre de «géomètre cantonal», terme consacré par l'art. 80a de l'ordonnance du 22 février 1910 sur le registre foncier (ORF), est néanmoins repris.
6. Un *système d'information du territoire* existe actuellement au niveau de l'Etat (on parle traditionnellement du système SYSIF). L'adoption d'une nouvelle loi sur la mensuration officielle offre l'occasion de donner un fondement à ce système, non sans en définir la mission (cf. art. 27 al. 2 LMO).
7. Cette refonte de la loi a encore été l'occasion de repenser certains principes liés au *fonctionnement de la mensuration*; il est apparu en particulier utile d'apporter des aménagements dans les domaines suivants:
 - 1) La LMO propose de renoncer d'une façon générale à imposer des *tarifs* aux géomètres (cf. art. 11ss

LMC). Il est en effet douteux que de tels tarifs soient compatibles avec les exigences de la LMI. Par ailleurs, avec la suppression des cercles de conservation, les particuliers peuvent faire appel au ou à la géomètre de leur choix; en principe, la libre concurrence s'applique également en matière tarifaire. Un tarif obligatoire ne pourrait être prévu que s'il est justifié par un intérêt public, ce qui n'est pas le cas; les expériences faites depuis la suppression des cercles de conservation sont du reste positives. Son observation supposerait par ailleurs des contrôles stricts, comme c'est le cas à l'égard des notaires; les deux professions ne sont toutefois pas comparables sous l'angle des devoirs généraux qui sont imposés à leurs agents. Cet abandon pourrait certes, à terme, conduire à une péjoration de la qualité de la mensuration officielle, dans le cas où les géomètres, pour limiter les coûts, négligeraient par exemple les interventions sur le terrain, dans le domaine de l'abornement. Il appartiendra toutefois au Service spécialisé en matière de mensuration officielle, actuellement dénommé Service du cadastre et de la géomatique (SCG) d'intervenir, en application de l'article 5 al. 1 let. c LMO. Dans l'établissement de ses notes, le ou la géomètre pourra s'inspirer des tarifs existants au niveau fédéral ou de ceux qui sont approuvés par la Conférence des directeurs des services cantonaux du cadastre.

Le principe de la liberté des tarifs connaît deux exceptions. La première est contenue à l'article 12 LMO: un tarif est imposé dans les domaines de la mise à jour annuelle des documents de la mensuration et de la cadastration des bâtiments; en effet, ces opérations sont réalisées sur la base de contrats conclus avec l'Etat. La seconde figure à l'article 80 al. 2 LMO; il s'agit du cas où le ou la géomètre adjudicataire bénéficie du monopole des opérations de conservation, lié au fait qu'une nouvelle mensuration, un renouvellement ou une numérisation préalable ont lieu; il convient alors d'éviter que ce ou cette géomètre profite de cette situation pour imposer des tarifs qui s'écarteraient de ceux qui sont pratiqués par ses collègues.

- 2) Les articles 14 à 17a LMC aménagent une *responsabilité disciplinaire* des géomètres. La LMO propose de renoncer à celle-ci, pour les raisons suivantes. L'article 27 de l'ordonnance fédérale sur les brevets prévoit déjà, à certaines conditions, le retrait du brevet de géomètre; ce retrait a naturellement pour effet que la personne concernée ne peut remplir au niveau cantonal les tâches dévolues aux géomètres brevetés. Par ailleurs, une responsabilité de ce type a été abandonnée, d'une façon générale, à l'égard du personnel de l'Etat. En outre, une responsabilité disciplinaire se justifiait principalement dans le domaine de la conservation; or, avec la suppression des cercles de conservation et la centralisation des données informatisées, cette activité a perdu singulièrement en importance. En réalité, la responsabilité civile suffit à sanctionner les manquements des géomètres dans le cadre de leurs activités privées. S'agissant des relations avec l'Etat, il appartiendra au SCG de veiller à ce que les adjudications ne soient pas faites en faveur de géomètres dont la qualité du travail n'est pas irréprochable.
- 3) Les verbaux établis par les géomètres ne peuvent actuellement être inscrits au registre foncier

qu'après avoir été visés par le SCG (art. 81 du règlement du 20 décembre 1988 d'exécution de la loi sur la mensuration cadastrale – RELMC). A l'avenir, il conviendrait, par gain de temps, de permettre leur dépôt au registre foncier avant que ce visa ne soit donné; pour ce faire, les géomètres devront déposer au registre foncier le verbal lui-même d'une part, les documents techniques d'autre part. Il appartiendra aux conservateurs d'informer le SCG du dépôt de tous les verbaux, en application de l'article 92 LMO; les modalités figureront dans le règlement.

- 4) Le système de gestion des subventions fédérales n'est actuellement pas régi par la LMC. L'article 31 LMO a pour but de faciliter cette gestion et d'optimiser l'utilisation de ces subventions, en consacrant le système d'un fonds. Les activités de mensuration font l'objet de mandats et d'accords annuels de prestations entre la D+M et le SCG; grâce à la constitution de ce fonds, recommandé par l'administration fédérale, les participations fédérales sont versées sous forme d'acomptes annuels selon la planification contractuelle des travaux, non plus selon la réalisation effective de ceux-ci. Le fonds sera également alimenté de toutes les participations tierces (subventions SAU, participations routes nationales) et des parts des communes et des propriétaires. Cela permettra notamment à l'Etat de disposer du «cash» nécessaire à la réalisation du programme planifié.
8. Depuis plusieurs années, certains géomètres fribourgeois exercent, au même titre du reste que dans d'autres cantons, leur activité par l'intermédiaire d'une société commerciale (société anonyme ou société à responsabilité limitée) ayant la personnalité juridique. Au vu de l'article 44 al. 2 OMO, qui s'impose aux cantons, les travaux de mensuration confiés aux géomètres ne peuvent être effectués que par des géomètres brevetés agissant en personne. Cette exigence fédérale n'est pas sans incidences dans le domaine de la conclusion des contrats (en particulier des contrats de nouvelle mensuration ou de dépôt conclus par l'Etat) et de la responsabilité civile (qui doit être assumée personnellement par le ou la géomètre). La réglementation légale n'est pas modifiée pour autant.

1.4 Incidences financières et en personnel

Il convient de distinguer, en relation avec les incidences financières et en personnel de la nouvelle loi, les activités de nouvelle mensuration (a.), de renouvellement et de numérisation préalable (b.) ainsi que de conservation en général (c.) Dans le domaine de la conservation, le projet introduit de nouvelles dispositions tarifaires en ce qui concerne plus spécialement la cadastration des bâtiments (d.). D'une façon générale, on observe, en relation avec les activités qui ne relèvent pas de la conservation, que, des 56 millions de francs qui doivent encore être investis durant ces dix prochaines années dans la mensuration officielle, 39 millions constituent des subventions directement versées par la Confédération (versées au fonds dans le but d'être utilisées pour la réalisation du programme), tandis que les contributions des propriétaires, des communes concernées et de l'Etat sont d'environ 5,5 millions chacune.

- a. Dans le domaine de la *nouvelle mensuration*, les incidences financières du projet concernent aussi bien

l'Etat, les communes que les propriétaires fonciers; elles consistent pour l'essentiel en une réduction significative des coûts de mensuration, liée à l'abandon de la révision générale des limites.

Le projet permet une certaine réduction du coût global de l'opération *pour l'Etat*. Au vu des expériences conduites en 2002 déjà, il apparaît que les travaux préparatoires pour les mises en soumission permettent de mieux appréhender chaque situation particulière et de conduire ainsi à une réduction des coûts. Par ailleurs, si anciennement les subventions fédérales étaient versées en une seule fois à la fin des travaux, la conclusion (dès 1998) de contrats et d'accords de prestations entre l'Etat (par le SCG) et la Confédération (par la D+M) garantit le versement des subventions fédérales sous forme d'acomptes annuels, au prorata de la planification contractuelle des travaux. Les indemnités fédérales se montent actuellement à 60 % en zone à bâtir, à 90 % en zone de montagne et à 75 % dans la zone intermédiaire. L'application d'un même système d'acomptes annuels permet à l'Etat de disposer déjà de 70 à 90 % des montants nécessaires à la réalisation des travaux.

Par le nouveau système de facturation des acomptes, *les communes* devraient bénéficier d'économies substantielles. En effet, elles ne sont plus tenues de faire l'avance de fonds nécessaire aux travaux de révision générale des limites (abandonnée) et bénéficient également des intérêts intercalaires qu'impliquait l'ancien système. Par ailleurs, elles profitent directement de l'abandon de la révision générale des limites du fait qu'elles sont généralement propriétaires de nombreux immeubles.

Les propriétaires réalisent l'économie la plus importante du fait qu'ils ne sont plus tenus de rétablir la matérialisation de leurs limites. Leur participation à la mensuration (un tiers des frais restant après déduction des subventions fédérales) est encaissée dès la fin des travaux de nouvelle mensuration, c'est-à-dire avant les travaux d'établissement du registre foncier fédéral.

- b. Dans le domaine des *renouvellements et des numérisations préalables*, l'incidence la plus importante concerne l'avance des fonds. A ce jour, cette avance était réalisée par la commune concernée. A l'avenir, elle le sera par l'Etat, ce qui facilite la réalisation des travaux et contribue au respect de la planification. Comme en matière de nouvelle mensuration, la Confédération et les communes financent leur part au prorata de l'avance contractuelle des travaux. Les règles de répartition sont inchangées.
- c. S'agissant de la *conservation*, les principes applicables à ce jour n'ont pas été fondamentalement modifiés. Cela dit, il y a lieu de relever que, d'une façon générale, le prix de la mise à jour des données numériques est supérieur au prix applicable aux anciennes mensurations (de 10 à 30 % selon les types de documents). En effet, cette mise à jour implique des opérations supplémentaires par rapport à la conservation sur base graphique. Cet inconvénient doit cependant être accepté au regard des avantages importants qu'implique la gestion de données numérisées: possibilité d'extraire et de restituer directement les documents graphiques (plans) pour les propriétaires et les collectivités publiques, utilisation des données à des fins d'analyse pour la planification, mise à disposition des

données par internet. La généralisation de l'informatique, la simplification des systèmes et une plus grande fiabilité que l'on peut attendre devraient toutefois tendre à une réduction du coût de ces opérations à l'avenir.

- d. Les documents de la mensuration officielle doivent faire état de l'existence de bâtiments nouveaux ou de bâtiments dont la configuration a été modifiée. La mise à jour de ces documents intervient sur la base d'un «*verbal de bâtiment*» (art. 86 LMO). La procédure est déclenchée par un avis de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB). Après avoir trié les avis d'estimation (environ 10 000 par an), le SCG charge un ou une géomètre breveté-e de procéder à la cadastration des bâtiments pour lesquels une modification doit être réalisée dans les documents de la mensuration (environ 1200 par an); il rémunère lui-même le ou la géomètre selon le coût effectif de la prestation. Ce coût varie en fonction notamment des documents en vigueur et du lieu de situation de l'immeuble concerné. Cette rémunération est effectuée par le débit de la position 3760/318.052, budgétée à 1,5 millions de francs. Le SCG adresse ensuite une facture aux propriétaires, créditée sur la position 3760/434.015. La facture est calculée en fonction de la valeur du bâtiment (par tranches de 100 000 francs). La différence entre les recettes et les dépenses, de l'ordre de 10 % des coûts totaux de l'opération (soit environ 200 000 francs par an) permet de couvrir les frais des prestations du SCG. Ce système, fondé sur le principe de péréquation, présente des avantages importants qui justifient son maintien et qui ont du reste déjà à nouveau été admis par le Grand Conseil lors de la modification de la LMC du 10 novembre 1999:
- il garantit que les travaux de conservation relatifs aux bâtiments seront effectivement réalisés; leur exécution ne dépend pas de la volonté et de la situation financière des propriétaires; le ou la géomètre bénéficie d'une assurance d'être honoré-e;
 - ce système est équitable pour les propriétaires, car il permet (à l'image du reste du tarif des notaires) de faire supporter par les propriétaires d'immeubles plus importants une partie des frais dus pour les immeubles de moindre valeur, en assurant une mise à jour uniforme des bâtiments pour tout le territoire cantonal (aussi bien en ville qu'en campagne, en plaine qu'en montagne); il garantit en outre une certaine équité entre les géomètres, par la répartition qui est faite;
 - ce système est pratique, car il permet de gérer de manière rationnelle et économique les opérations liées aux cadastrations de bâtiments; celles-ci sont également souvent l'occasion d'une épuration des inscriptions du registre foncier (réunions, corrections d'erreurs, adaptation de servitudes, etc.);
 - ce système permet également de préfinancer, dans le cadre d'un mandat, certaines mesures conservatoires du cadastre, telles que la mise en place des points fixes (PFP3) pour plusieurs bâtiments.

La LMO prévoit une double augmentation du montant maximum prévu par le tarif de la cadastration des bâtiments (cf. ci-dessous ad art. 87 LMO). Cette augmentation est liée à l'augmentation prévisible de la proportion du territoire pour lequel la mensuration est

numérisée (cf. ci-dessus let. c); elle ne conduira en revanche pas à la réalisation de bénéfices pour l'Etat. C'est le Conseil d'Etat qui, par l'adoption d'un nouveau tarif, veillera à ce que ce principe soit respecté.

Par ailleurs, les nouvelles dispositions n'ont, a priori, pas d'incidence sur la dotation en personnel du service. Les opérations sont surtout simplifiées auprès des exécutants, soit les bureaux privés de géomètres, ce qui permettra d'augmenter le rythme des cadastrations en vue d'attendre les objectifs souhaités.

1.5 Eurocompatibilité

La législation en matière de mensuration officielle est rendue compatible avec les accords sectoriels et les règles d'harmonisation à l'égard des ressortissants des autres Etats membres de l'AELE, dans toute la mesure nécessaire; voir ci-dessus 1.3.4.

1.6 Intitulé et structure de la loi

Il convient, au regard des concepts consacrés au niveau fédéral par l'OMO, de remplacer l'intitulé actuel de la loi (sur la «mensuration cadastrale»), en adoptant une loi sur la «mensuration officielle». La structure de la loi est semblable à celle de la LMC. Le texte comprend quatre titres: le premier (dispositions générales) contient des dispositions générales; contrairement à la loi actuelle, la LMO propose d'introduire la nouvelle réglementation par l'expression du but de la loi (art. 1 LMO) et par des définitions (art. 2 et 3 LMO), dont certaines sont reprises de l'OMO. Ces dispositions sont applicables aussi bien à la nouvelle mensuration qu'à la conservation. Le deuxième titre (art. 39ss LMO) concerne la nouvelle mensuration parcellaire; l'ordre des dispositions a été modifié pour tenir compte de la suppression de la révision générale de l'abornement et de l'ordre chronologique des opérations réalisées. Le troisième titre (art. 76ss LMO) concerne la conservation de l'oeuvre de la mensuration. Le quatrième titre (art. 107ss LMO) contient les dispositions transitoires et finales.

2. COMMENTAIRE DES NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGALES

Compte tenu du contexte dans lequel la nouvelle loi est rédigée, les commentaires ci-dessous ont pour but principal de situer les nouvelles dispositions par rapport à la LMC et à la nouvelle réglementation fédérale, et d'indiquer plus spécifiquement les points sur lesquels elles s'écartent, le cas échéant.

Article 1

L'article 1 entend présenter le but de la loi. L'alinéa 1 fait référence à l'acquisition (par l'exécution des travaux de mensuration sur le terrain et la saisie proprement dite des données recueillies), la gestion (c'est-à-dire le mode de traitement des données, en particulier au regard des exigences en matière de système d'information du territoire), la mise à jour (sous l'angle de la conservation) et la diffusion (notamment dans le domaine de la délivrance des extraits et de la consultation) des données de la mensuration; cette réglementation complète le droit fédéral (en particulier l'OMO et l'OTEMO).

L'alinéa 2 rappelle que la loi est l'occasion de régir les domaines laissés par le droit fédéral à la compétence des cantons (cf. ci-dessus 1.3.1).

L'alinéa 3 précise que la loi concerne principalement l'activité des géomètres, en distinguant les tâches qui leur sont confiées.

Article 2

Cette disposition reprend, dans un but didactique, la définition donnée par l'article premier OMO.

Article 3

Cette disposition reprend, sous une forme différente et en tenant compte des définitions de l'OMO, le principe de l'article 1 al. 1 LMC. A l'alinéa 1, elle désigne les éléments que comporte la mensuration officielle. Pour l'essentiel, elle reprend la liste contenue à l'article 5 OMO. S'agissant de la let. b, les modèles de données correspondent au catalogue des données; ces données sont, d'une part, celles que prévoit l'OMO, d'autre part celles qui sont prévues au niveau cantonal, en application de l'article 10 OMO. La let. e explicite l'article 5 let. e OMO («les documents de l'ancienne mensuration officielle»).

L'alinéa 2 énonce les différentes opérations que comporte l'exécution de la mensuration officielle, dans une perspective dynamique. La définition de l'abornement (let. a) correspond à celle que contient l'article 11 OMO. La définition de la mensuration parcellaire (let. b) s'inspire de l'article 28 LMC.

Article 4

Cette norme reprend les principes énoncés à l'article 2 LMC. La rédaction est conforme aux exigences de la LOCEA (dénomination neutre, au niveau de la loi, des unités administratives; actuellement, la Direction compétente est la Direction des finances, et le service spécialisé est le SCG).

Article 5

L'article 42 OMO dispose que les cantons désignent un service dirigé par un ou une ingénieur-e géomètre breveté-e. Ce service dirige, surveille et vérifie les travaux de la mensuration officielle; il veille à la coordination entre la mensuration officielle et d'autres projets de mensuration et systèmes d'information du territoire (art. 42 al. 2 OMO).

L'article 5 LMO reprend ces principes; il les complète en confirmant les tâches spécifiques attribuées au SCG selon l'article 3 al. 1 LMC; à ces tâches, il ajoute expressément la mise à jour des données de la mensuration officielle dans le cadre de systèmes d'information du territoire (al. 1 let. d); peu importe que ces systèmes soient établis au niveau de l'Etat ou des communes: lorsqu'une commune entend mettre en place un tel système, le SCG fixe, en tant que maître des données de la mensuration officielle, les règles relatives à l'exploitation de ces données, et joue un rôle de conseil pour leur intégration.

L'alinéa 2 impose au SCG de prendre les mesures nécessaires en matière de sécurité des données. Cette règle est plus large que celle que contient l'article 137 LMC (qui

n'est pas repris tel quel en relation avec la conservation des documents de la mensuration).

L'alinéa 3 reprend les termes de l'article 3 al. 3 LMC. Comme l'indique l'article 42 al. 1 OMO, le ou la géomètre cantonal-e doit être titulaire du brevet fédéral d'ingénieur géomètre.

L'article 3 al. 5 LMC dispose que le SCG édicte les instructions d'ordre technique ou administratif. Une telle règle n'est pas reprise dans la LMO, en raison des exigences de la LOCEA. En effet, selon l'article 5 al. 2 de cette loi, la compétence d'édicter des dispositions d'exécution des lois incombe au Conseil d'Etat, qui ne peut déléguer qu'aux Directions (non pas aux unités administratives de deuxième niveau) la compétence d'établir de telles instructions, pour autant encore que la délégation porte sur des points secondaires ou de nature essentiellement technique. Il appartiendra au Conseil d'Etat de décider s'il entend accorder à la Direction (des finances) la compétence d'établir des instructions techniques destinées aux géomètres.

Sans qu'il soit nécessaire de l'indiquer, le ou la géomètre cantonal-e et le personnel du SCG sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Article 6

La commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire est maintenue. Elle n'exerce pas d'activité dans d'autres domaines de la mensuration officielle. Pour l'essentiel, l'article 6 reprend les principes exprimés par l'article 4 LMC.

Du fait qu'il s'agit d'une autorité juridictionnelle, la durée de la nomination est de cinq ans; elle correspond à celle qui est prévue par l'article 6 al. 1 de la loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA). Le renvoi aux articles 7 et 9 de cette dernière concerne les conditions d'éligibilité et les incompatibilités (al. 2). La commission comprend 8 membres. Mais elle siège généralement à 3 (al. 4), en fonction de la langue des affaires traitées.

Article 7

Cette disposition reprend l'article 4a LMC.

Article 8

Cette disposition reprend les principes de l'article 5 LMC. Toutefois, le nom de la commission (actuellement, commission de nomenclature des noms locaux) est adapté à la terminologie fédérale: selon l'art. 7 al. 1 let. e OTEMO, la couche d'information «nomenclature» compte les noms locaux, les noms de lieu et les lieux-dits.

Article 9

Selon l'article 44 al. 1 OMO, les cantons règlent l'exécution des travaux par des ingénieurs géomètres brevetés et d'autres spécialistes en mensuration. D'une façon générale, le canton entend réserver l'ensemble des activités liées à la mensuration officielle aux ingénieurs géomètres brevetés. Les conditions d'obtention du brevet fédéral figurent dans l'ordonnance fédérale concernant le brevet d'ingénieur géomètre; selon l'article premier de cette

ordonnance, le brevet autorise son titulaire à exécuter des mensurations officielles dans toute la Suisse. Au regard de cette disposition, comme encore des exigences de la LMI (cf. ci-dessus 1.3.4), il n'est pas possible de prévoir des conditions cantonales supplémentaires (telles que les prévoyait l'art. 7 al. 2 LMC) et de subordonner ces activités à l'octroi d'une patente et à l'assermentation du ou de la géomètre (cf. art. 7 al. 1 LMC).

Article 10

Le principe selon lequel les activités de mensuration officielle ne peuvent être réalisées que par les géomètres brevetés (cf. ci-dessus ad art. 9) souffre deux exceptions:

- le SCG dispose, dans certains domaines, de compétences propres (art. 5 al. 1 LMO);
- les «autres spécialistes en mensuration», catégorie que le droit fédéral instaure mais ne définit pas avec précision, et auxquels l'article 13 LMO fait référence, peuvent être chargés de certains travaux (cf. art. 44 al. 2 OMO); ces derniers sont énumérés à l'article 89 LMO. Les verbaux de mutation (art. 81 al. 1 LMO) et de bâtiments (art. 86 al. 2 LMO) ne peuvent être établis que par des géomètres brevetés.

Article 11

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 13 LMC. La responsabilité des géomètres est régie par le droit fédéral. Ce faisant, la loi renvoie aux règles du code des obligations (CO), en particulier, s'agissant de la violation d'obligations contractuelles, aux art. 97ss CO. Le principe selon lequel la loi du 16 septembre 1986 sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents n'est pas applicable joue un rôle dans le domaine de l'action récursoire, prévue par l'article 955 al. 2 CC, c'est-à-dire lorsque la responsabilité de l'Etat est engagée à raison d'un acte accompli ou d'une omission due au géomètre en relation avec la tenue du registre foncier. Elle a pour conséquence que cette action récursoire pourra être intentée même s'il n'y a pas acte intentionnel ou négligence grave. La situation des géomètres est sous cet aspect moins favorable que celles des conservateurs du registre foncier (art. 4 LRF). Cette différence de traitement est justifiée par le fait que ces derniers sont engagés par l'Etat et font l'objet d'une surveillance régulière (art. 956 CC).

L'article 13 al. 2 LMC dispose que les géomètres officiels ont l'obligation d'être assurés contre les conséquences de leur responsabilité civile. La nouvelle loi ne reprend pas une telle obligation, du fait que celle-ci pourrait constituer une restriction imposée par le canton aux géomètres, en contradiction avec l'article premier de l'ordonnance fédérale concernant le brevet fédéral d'ingénieur géomètre et avec les principes de la LMI (cf. ci-dessus 1.3.4 et ad art. 9). Cela dit, l'Etat veillera, lors des adjudications, à ce que les adjudicataires soient suffisamment assurés (proportionnalité selon chaque situation concrète). Une obligation légale d'assurance est toutefois prévue pour les géomètres officiels (art. 32 al. 1 let. e LMO) et les géomètres dépositaires, en relation avec les activités qu'ils déploient en ces qualités.

Article 12

L'article 11 LMC prévoit que les tarifs des honoraires des géomètres sont arrêtés par le Conseil d'Etat, les représentants des géomètres officiels étant consultés (al. 1), et

que leur adaptation à l'évolution du coût de la vie est de la compétence de la Direction des finances (al. 2). La nouvelle loi renonce à prévoir, d'une façon générale, des tarifs impératifs (cf. ci-dessus 1.3.7 1).

Les articles 12 et 12a LMC aménagent une procédure de bons offices, assurés par le SCG, dans le domaine du contrôle des notes d'honoraires des géomètres. Le projet de loi renonce à confirmer ce système, en raison de l'abandon des tarifs obligatoires pour la plupart des opérations géométriques, du fait que les cas sont très peu nombreux (env. 1 par année) et en raison de la lourdeur qu'implique cette procédure. Les contestations seront tranchées par la juridiction civile.

Article 13

Pour l'heure, les «autres spécialistes en mensuration» ne sont autorisés à exécuter, dans le domaine de la mensuration officielle, que les tâches définies à l'article 89 LMO. Il n'est pas exclu que le champ d'activité de ces personnes soit ultérieurement étendu (cf. ci-dessus ad art. 10).

Article 14

Selon les articles 45 et 46 LMC, les nouvelles mensurations parcellaires à réaliser doivent faire l'objet d'un programme général, arrêté par le Conseil d'Etat, et faire l'objet de programmes d'exécution, arrêtés par la Direction des finances. Il convient d'étendre la réalisation de programmes à toute l'oeuvre de la mensuration officielle, en prévoyant en particulier que ceux-ci doivent également concerner la mise à jour périodique (art. 91 LMO), les renouvellements (art. 102ss LMO) et les numérisations préalables (art. 105 LMO). Le programme général tient compte de la stratégie de la Confédération dans ce domaine. A ce titre, il pourrait être nécessaire d'intégrer dans le programme des travaux spéciaux, imposés par la Confédération, tels que l'adaptation du modèle de données, le changement de référentiel, etc.

Article 15

Les programmes visés par cette disposition correspondent à ceux que régissait l'article 46 LMC dans le seul domaine des nouvelles mensurations parcellaires. Contrairement à l'article 46 al. 2 LMC, il n'est pas opportun de prévoir que ce programme est établi chaque année. A ce stade, les communes concernées ne sont pas entendues; elles le seront lors de la décision d'exécuter les travaux de nouvelle mensuration (art. 43 LMO).

Article 16

Cette disposition reprend pour l'essentiel les principes énoncés à l'article 46a LMC, introduit par la loi du 28 septembre 1993 ayant modifié la LMC. La définition du périmètre des territoires en mouvement permanent peut avoir lieu à l'occasion de l'établissement du programme général (art. 14) ou des programmes d'exécution (art. 15). Pour ces territoires, le registre foncier fédéral, s'il n'est pas encore introduit, pourra l'être sans mensuration préalable (art. 13 al. 2 let. c LRF).

Article 17

Les points fixes sont définis à l'article 46 OTEMO. L'article 18 LMC distingue les points fixes cantonaux des

points fixes communaux; cette distinction joue en particulier un rôle dans le domaine de la conservation: conformément à l'article 130 al. 1 LMC, la commune répond à l'égard du géomètre des frais de conservation et de rétablissement (effectué d'office, selon l'art. 129 al. 2 LMC) des points fixes communaux, tandis qu'il appartient à l'Etat de supporter les frais de rétablissement des points fixes cantonaux (art. 131 LMC). Dans les faits cependant, l'article 130 LMC n'est pas appliqué. En outre, l'article 48 al. 2 OTEMO dispose, sans opérer de distinction, que le canton est responsable des premiers relevés, des renouvellements et de la mise à jour des points fixes des catégories 2 (points fixes planimétriques de l'art. 47 al. 2 OTEMO) et 3 (points fixes altimétriques de l'art. 47 al. 3 OTEMO) ainsi que de la vérification des points fixes de la catégorie 3. Pour ces raisons, il convient de supprimer la distinction en question. Les frais de rétablissement des points de type PFP3 (anciennement points fixes communaux) sont, en cas de nouvelle mensuration et de renouvellement, compris dans les coûts de ces entreprises; dans le domaine de la conservation, ils sont supportés par les propriétaires.

L'article 17 reprend pour l'essentiel les principes exprimés à l'article 19 LMC. Le renvoi à l'article 46 OTEMO permet de mieux cerner la notion de points fixes.

Article 18

Selon l'article 20 LMC, l'existence des points fixes de mensuration fait l'objet d'une mention au registre foncier. Une telle mention ne se justifie cependant pas lorsque les points fixes sont situés sur la limite ou sur des biens-fonds du domaine public, ce qui est le cas pour la grande majorité de ces points. L'obligation de procéder à une mention est dès lors limitée aux autres cas (alinéa 1).

Article 19

Conformément aux articles 11 al. 1 OMO et 3 al. 2 let. a LMO, l'abornement comprend la détermination des limites et la pose des signes de démarcation. Le premier élément est régi par les articles 13 et 14 OMO, complétés par l'article 19 LMO; le second par les articles 15 à 17 OMO, complétés par l'article 20 LMO. L'article 19 LMO est une disposition d'application de l'article 12 OMO, selon lequel «les cantons édictent les dispositions relatives à l'abornement dans les limites de la présente ordonnance».

L'alinéa 1 indique quelles sont les limites qui doivent être déterminées (et, par voie de conséquence, portées sur le plan du registre foncier). Il reprend le principe exprimé à l'article 11 al. 2 OMO, en l'étendant (sur la base de l'art. 7 al. 3 OMO) aux autres servitudes, pour autant que leurs limites soient définies clairement sur le terrain; matériellement, cette énumération correspond à celle que contient déjà l'article 22 let. a à c LMC. En revanche, la détermination de limites ne peut être étendue à d'autres cas; en particulier, le principe selon lequel des servitudes peuvent faire l'objet d'une détermination, lorsque les intéressés le demandent (art. 22 let. d LMC), n'est pas repris, car il est vraisemblablement incompatible avec le nouveau droit fédéral de la mensuration.

L'alinéa 2 définit le mode de détermination des limites: en règle générale, celles-ci sont déterminées sur place (art. 13 al. 1 OMO). Toutefois, dans certains cas, la détermination peut avoir lieu sur la base de plans, de photos

aériennes ou de tout autre document approprié. Ces cas sont définis par les cantons, dans les limites définies à l'article 13 al. 2 OMO; l'alinéa 2, qui aménage une exception au principe général et doit être interprété restrictivement, reprend les termes de cette dernière disposition, sans toutefois autoriser d'une façon générale cette forme de détermination dans le domaine de la conservation. Le terme «cadastre de la production agricole» est utilisé par l'OMO (art. 13 al. 2 let. a et 17 al. 2 let. c OMO dans leur teneur modifiée par ordonnance fédérale du 7 mars 2003 – RO 2003 p. 509); il est lui-même issu de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur le cadastre de la production agricole et la délimitation des zones (au recueil systématique du droit fédéral sous no 912.1).

Les articles 23 à 25 LMC aménagent une procédure cantonale assurant aux propriétaires les bons offices d'un géomètre, lorsque des limites sont fausses, incertaines, non ou mal matérialisées. Cette procédure est rarement appliquée. Il convient pour cette raison de l'abandonner. Les propriétaires peuvent naturellement avoir recours à la juridiction civile.

Article 20

Cette disposition concerne la pose des signes de démarcation (cf. ci-dessus ad art. 19).

L'alinéa 1 indique pour quelles limites de tels signes sont posés; ces cas sont ceux que contient l'article 11 al. 2 OMO. L'article 17 OMO indique certains cas, prévus par le droit fédéral, dans lesquels on renonce à poser des signes de démarcation (art. 17 al.1 OMO), en laissant par ailleurs aux cantons la possibilité de prévoir d'autres exceptions (art. 17 al. 2 OMO).

L'alinéa 2 contient ces exceptions, en réservant toutefois la législation cantonale spéciale ne les permettant pas (tel est le cas de l'art. 3 al. 3 de la loi du 15 décembre 1967 sur les routes), et en laissant au règlement et aux instructions (cf. ci-dessus ad art. 5) le soin d'étendre les exceptions possibles. Les exceptions prévues par l'alinéa 2 ne sont pas impératives («on peut renoncer»): il appartiendra au ou à la géomètre et aux intéressés de définir dans quelle mesure ils entendent faire usage de cette possibilité.

Article 21

Cette disposition reprend l'article 26 LMC.

Article 22

Cette disposition reprend l'article 27 LMC, en faveur duquel une réserve est prévue à l'article 3 al. 4 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo). La seule modification matérielle concerne l'alinéa 5: la LMC prévoit qu'une modification de limite communale qui est en même temps limite cantonale ne peut intervenir sans approbation du Conseil d'Etat. Le projet entend faciliter la réalisation de telles adaptations de limites, en ne prévoyant qu'une approbation de la Direction des finances, sur préavis du SCG et du Service des communes. La règle de l'alinéa 6, relative à la répartition des frais, correspond aux principes énoncés à l'article 76 al. 3 LMC.

Article 23

La terminologie de la LMO ayant été adaptée à celle de l'OMO («plan cadastral» est remplacé par «plan du

registre foncier). Les alinéas 1 et 2 reprennent l'article 29 al. 1 et 2 LMC.

L'alinéa 3 reprend le principe énoncé à l'article 942 al. 2 CC, selon lequel le plan du registre foncier constitue un document complémentaire du registre foncier; matériellement, il impose que chaque service chargé de la tenue du registre foncier dispose du plan des immeubles immatriculés dans l'arrondissement.

Selon l'article 29 al. 3 LMC, une copie du plan cadastral est déposée au registre foncier, une autre au secrétariat communal. Cette disposition doit être adaptée, compte tenu en particulier de l'informatisation du registre foncier; dans ce sens, il appartiendra au règlement de définir les modalités de la représentation graphique du plan (alinéa 4).

Les communes doivent disposer gratuitement d'une copie du plan (alinéa 3), qui leur est remise par les soins du SCG. Cela signifie en pratique que, si le plan est tenu sous forme papier, une copie leur est adressée. Lorsque la mensuration est informatisée, les communes ont la possibilité de télécharger les données du plan sans frais; en revanche, l'équipement informatique de la commune, nécessaire à cette opération, est acquis aux frais de la commune; par ailleurs, les communes qui souhaitent disposer d'une copie papier du plan numérisé pourront être amenées à payer un émoulement (dont le montant doit respecter les principes d'équivalence et de couverture des frais).

Article 24

Le cadastre des biens-fonds constitue le fondement de l'état descriptif du registre foncier. Les principes énoncés à l'article 24 LMO reprennent ceux que contiennent les alinéas 1 à 3 de l'article 31 LMC.

Article 25

Cette disposition reprend l'article 32 LMC (sous réserve de la nouvelle appellation de la Commission, cf. ad art. 8).

Article 26

La fusion de plusieurs communes n'exerce en elle-même aucune incidence sur les immeubles situés dans chaque commune fusionnée. A terme cependant, une adaptation est indispensable, pour faciliter l'utilisation des données de la mensuration par les communes et les particuliers. Cette adaptation comprend, s'agissant de l'activité des géomètres, une nouvelle numérotation des immeubles et une modification correspondante des plans et des documents techniques; en ce qui concerne le registre foncier, elle comporte une modification des numéros des feuillets et des inscriptions des servitudes foncières et des droits de gage (gages collectifs), ainsi que la mise à jour correspondante des titres hypothécaires. Ces travaux d'adaptation devront être réalisés d'office en cas de nouvelle mensuration parcellaire, de renouvellement et de numérisation préalable (alinéa 1). En revanche, dans les autres cas, ils ne peuvent être réalisés que sur la demande de la commune concernée, qui en supporte les frais (al 2).

Article 27

Il existe actuellement un système d'information du territoire (SIT) de l'Etat, connu sous l'appellation «SYSIF»;

les systèmes communaux en sont indépendants (cf. ci-dessus 1.3.6).

Le SIT comprend des données de la mensuration officielle ainsi que d'autres données à référence spatiale, terme qui inclut aussi la notion de données géographiques référencées (p.ex. les zones d'aménagement du territoire). Il importe de constituer un ensemble cohérent des données pour leur mise à disposition des collectivités publiques et des particuliers (al. 1).

Actuellement, la coordination est assurée par les soins d'un «coordinateur SIT», subordonné à la Direction des finances et dépendant sur le plan administratif du Service de l'informatique et des télécommunications. Conformément à l'article 5 al. 2 LOCEA, c'est au Conseil d'Etat qu'il doit revenir de régler l'organisation et les modalités de fonctionnement du SIT, tout en prenant en considération le rôle particulier qui, par rapport à ce système général d'information, revient, directement et selon le droit fédéral et la LMO (cf. ad art. 5 LMO et art. 42 OMO), au service spécialisé en matière de mensuration officielle (al. 2).

Article 28

Cette disposition reprend l'article 34 LMC.

Article 29

Cette disposition reprend l'article 35 LMC.

Article 30

Cette disposition reprend pour l'essentiel les principes énoncés à l'article 36 LMC. La terminologie est adaptée à l'OMO. Cela dit, à la différence de l'article 36 al. 2 LMC, la norme introduit une responsabilité objective du propriétaire foncier. Celui-ci pourra se retourner contre les personnes responsables, en se fondant sur les articles 97ss CO (cas du fermier) ou 41ss CO (cas du tiers qui aurait enlevé une borne). Cette solution permet en particulier de s'assurer que les frais de rétablissement seront dus par une personne déterminée, dans le cas où l'auteur-e serait inconnu-e.

Article 31

Cette disposition est nouvelle (cf. ci-dessus 1.3.7.4). La constitution d'un fonds spécial permet de gérer de façon optimale les montants affectés aux travaux de mensuration et assure une certaine souplesse dans cette gestion. Elle est recommandée par les instances fédérales. Ce fonds sera alimenté par les contributions de tiers (Confédération, communes, propriétaires fonciers). Les acomptes fédéraux, qui constituent environ 70 % de la dotation totale, sont convenus dans le cadre de la signature annuelle des accords de prestation (que le canton de Fribourg passe depuis 1998) et sont fixés, pour chaque entreprise, au moment de l'approbation du contrat. Ils sont versés, non pas à l'achèvement des travaux, mais durant, voire avant ceux-ci. Les sommes visées à l'alinéa 2, let. c, sont par exemple celles qui proviennent du Service des autoroutes ou des Syndicats d'améliorations foncières ou qui sont liées au contrôle des SAU. En revanche, le fonds ne sera pas alimenté par les attributions budgétaires annuelles ou par le produit de la diffusion des don-

nées de la mensuration. Les revenus du fonds seront affectés à la recette générale de l'Etat. La gestion obéit aux principes généraux de la législation sur les finances de l'Etat.

Article 32

Le domaine de l'instrumentation des actes authentiques échappe au champ d'application de la LMI et des accords sectoriels ainsi qu'aux règles d'harmonisation à l'égard de l'AELE (cf. ci-dessus 1.3.4). Le canton peut dès lors fixer des exigences propres et subordonner l'octroi du droit d'instrumenter de tels actes à des conditions particulières et à la délivrance d'une patente. L'alinéa 1 subordonne la patente à des conditions semblables à celles que la loi impose aux notaires (cf. art. 4 de la loi du 27 septembre 1967 sur le notariat), tout en étendant ces conditions à l'existence d'un bureau suffisamment équipé dans le canton. Cela dit, l'exigence de la nationalité n'est pas retenue.

Le retrait visé par l'alinéa 2 est un retrait de nature administrative. Il a lieu d'office, dès qu'une condition de l'octroi n'est plus remplie. Il se distingue à cet égard d'un retrait disciplinaire.

L'intérêt public fondant la nécessité d'une patente (autorisation) postule par ailleurs de prévoir une publicité fiable, dans le respect de la législation spéciale s'agissant du traitement des données (al. 3).

L'alinéa 4 reprend le principe que contient l'article 37 LMC. Il n'y a pas lieu d'étendre le champ d'application de ces dispositions. Dans le domaine de l'inhabilité, il est renvoyé aux règles concernant les notaires qui sont les principaux officiers publics instrumentant des actes authentiques.

Sous l'angle du droit transitoire, les géomètres qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, remplissent les conditions de l'article 32 LMO, devraient solliciter l'octroi d'une nouvelle patente, nécessaire à l'instrumentation des actes authentiques. Ils devront naturellement apporter la preuve qu'ils remplissent les conditions fixées par cette disposition. Cette règle de droit transitoire est prévue à l'article 110 LMO.

La responsabilité civile des géomètres officiels est régie par la règle générale de l'article 11 LMO.

Article 33

Cette disposition reprend l'article 38 LMC.

Article 34

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 39 LMC. La rédaction de l'alinéa 2 résulte d'une adaptation au nouveau concept selon lequel la nouvelle mensuration ne comporte plus la révision générale des limites.

Article 35

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 40 LMC. La rédaction de l'alinéa 6 est modifiée en ce qui concerne le délai pour requérir l'inscription des actes instrumentés par le ou la géomètre, pour tenir compte du fait

que, fréquemment, les transferts de propriété sont subordonnés à des autorisations ou à l'accord de services administratifs: le délai ne court que lorsque toutes les conditions fixées pour le transfert sont remplies. Il s'agit d'un délai d'ordre.

Article 36

Cette disposition reprend l'article 41 LMC.

Article 37

Cette disposition reprend l'article 42 LMC, avec un complément s'agissant de l'identité des éventuels représentants à l'acte.

Article 38

Cette disposition reprend l'article 43 LMC.

Article 39

La notion de nouvelle mensuration parcellaire est maintenue. Dans un but didactique, l'alinéa 1 précise qu'il s'agit du premier relevé, terminologie utilisée par l'OMO (art. 18 al. 1); cela dit, lorsqu'un remaniement parcellaire a été réalisé sur des immeubles qui ont déjà fait l'objet d'une nouvelle mensuration parcellaire, une «nouvelle mensuration» doit à nouveau être faite après les travaux de remaniement; c'est l'hypothèse visée par l'article 39 al. 1 let. b LMO, dont le texte correspond à celui de l'article 44 al. 1 let. b LMC.

Le projet ne reprend pas les alinéas 2 et 3 de l'article 44 LMC. Les territoires en mouvement permanent ne se stabilisent en principe pas; pour ces cas, une cadastration simplifiée, sans mensuration, doit être réalisée, au sens de l'article 40 LMO.

Article 40

Cette disposition est reprise de l'ancien article 44a LMC, introduit par la loi du 28 septembre 1993, modifiant également l'article 13 LRF, qui a permis d'introduire le registre foncier fédéral sans nouvelle mensuration parcellaire préalable. Elle définit les opérations liées à la mensuration officielle qui doivent être réalisées lorsque le registre foncier fédéral a été exécuté sans nouvelle mensuration parcellaire préalable; ces opérations se limitent à la nouvelle «cadastration». Pour les cas prévus par la loi de 1993, le principe de l'article 44a LMC demeure: il est d'abord procédé à l'établissement de nouveaux plans et états descriptifs; avec l'évolution technique dans ce domaine, la cadastration devrait être réalisée à moindres frais qu'auparavant, par l'utilisation d'orthophotos. En revanche, pour les cas introduits à la faveur de la présente modification (let. d et e: lorsque la nouvelle mensuration ne peut pas être réalisée dans le délai prévu par la planification de l'Etat ou que, pour une même commune, le registre foncier doit être tenu selon un système uniforme), il n'y a pas lieu de prévoir une nouvelle cadastration préalable, au risque de retarder les travaux d'informatisation du registre foncier.

Article 41

Cette disposition reprend l'article 50 LMC.

Article 42

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 52 LMC. Toutefois, la communication n'est à l'avenir prévue que pour les inscriptions relatives aux transferts de propriété; elle ne concerne plus les inscriptions de servitudes. Cette formule permet d'alléger la tâche du conservateur ou de la conservatrice; de toute façon, celui-ci sera amené à s'assurer que tous les droits seront effectivement inscrits lorsqu'il procédera au contrôle du cadastre transitoire et au complètement de celui-ci en application de l'article 17 LRF. La communication peut avoir lieu de façon automatisée, lorsque le registre foncier est tenu sous forme informatique.

Article 43

La décision d'exécuter les travaux de nouvelle mensuration parcellaire continue d'appartenir au Conseil d'Etat (art. 49 al. 1 LMC); elle est prise en application du programme d'exécution arrêté selon l'article 15 LMO. La commune concernée est entendue; elle peut faire valoir les moyens de droit ordinaire que contient le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative. En revanche, il ne lui appartient plus de désigner un ou une géomètre adjudicataire. Le principe énoncé à l'article 49 al. 2 LMC n'a pas à être repris, du fait que l'activité en question n'est pas subordonnée à l'octroi d'une patente (cf. ci-dessus 1.3.4). Par ailleurs, la décision d'exécuter les travaux de nouvelle mensuration n'est plus publiée dans la Feuille officielle (cf. art. 49 al. 4 LMC).

Lorsque la décision du Conseil d'Etat est prise, le SCG fait en principe établir un avant-projet par le ou la géomètre. Le texte proposé renonce cependant à définir les modalités d'exécution de cet avant-projet.

Article 44

L'article 44 reprend les principes énoncés à l'article 55 LMC. Il prévoit toutefois que l'information aux propriétaires a lieu directement par les soins de la commune. Cette information est en particulier destinée à permettre aux propriétaires qui le souhaitent de demander la révision des limites de leurs fonds (cf. ci-dessus 1.3.2). Le projet renonce par ailleurs à prévoir une information aux communes limitrophes du périmètre (cf. art. 55 al. 1 let. c LMC); cet avis n'est pas justifié, d'autant que les propriétaires des biens-fonds limitrophes sont spécialement avisés.

Article 45

Cette disposition reprend les principes contenus à l'article 56 LMC. L'obligation de rendre visibles les bornes est maintenue, du fait que, dans le cadre de l'avant-projet, le géomètre doit constater l'existence de celles-ci. Toutefois, la loi ne met pas à la charge des propriétaires qui ne rendraient pas visibles les signes de démarcation les frais des recherches effectuées par le géomètre, du fait qu'une révision générale n'a pas lieu.

Article 46

Cette disposition est nouvelle. Elle consacre la situation actuelle, qui s'impose à l'Etat. La règle est prise en application de l'article 45 OMO, qui subordonne en principe

l'adjudication des travaux à une soumission. Sous cet aspect, la règle selon laquelle la répartition des travaux de nouvelle mensuration parcellaire entre les géomètres doit être équitable, telle qu'elle figurait à l'article 48 al. 1 LMC, n'a pas à être reprise.

La collaboration du SCG avec le syndicat concerne la soumission et l'adjudication des travaux (al. 2).

Article 47

Contrairement au système actuel, qui prévoit la conclusion de deux contrats passés, l'un avec la commune (révision générale des limites), l'autre avec l'Etat (autres travaux), le projet prévoit que les travaux de nouvelle mensuration parcellaire sont régis par un contrat unique passé entre l'Etat (qui fait l'avance de frais) et le ou la géomètre (agissant en personne – cf. ci-dessus 1.3.8). La question de savoir quelle autorité (Direction des finances, SCG) est compétente est résolue par la législation sur les finances de l'Etat.

Article 48

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 51 LMC. Toutefois, elle renonce à prévoir une mention sur le feuillet des immeubles limitrophes du périmètre. En effet, cette mention ne présente qu'un intérêt limité, d'autant que la révision générale des limites est abandonnée.

Article 49

Cette disposition est reprise de l'article 47 LMC. Toutefois, la date de l'assemblée est modifiée: celle-ci ne doit pas avoir lieu dans les quatre mois qui suivent la communication aux communes de la liste visée à l'article 46 LMC, mais lorsque le ou la géomètre adjudicataire et le coût des travaux sont connus.

Par ailleurs, la loi aménage la possibilité de remplacer cette assemblée par une lettre circulaire; celle-ci doit émaner de la commune. Cette formule facilite le déroulement de la procédure. Les décisions prises en assemblée n'ont qu'une portée consultative.

Article 50

L'alinéa 1 reprend, sans les modifier, les principes énoncés à l'article 57 LMC. Un nouvel alinéa est introduit à propos de la répartition des frais entre les collectivités publiques concernées; il reprend le principe énoncé à l'article 76 al. 2 LMC.

Article 51

Cette disposition reprend l'article 58 LMC.

Article 52

Cette disposition s'inspire du principe contenu à l'article 83 al. 2 LMC. Les frais du contrôle réalisé par le ou la géomètre sont intégrés dans ceux de la nouvelle mensuration. Lorsque le ou la géomètre constate que des noms de rues ou des numéros de bâtiments font défaut, il ou elle en informe les instances compétentes, de façon que celles-ci les adoptent; les noms de rue le sont par le

conseil communal (art. 25 al. 2), les numéros de bâtiments par l'ECAB. Les frais de cette adoption sont supportés par la commune.

Article 53

Les alinéas 1 et 2 reprennent les principes énoncés à l'article 59 al. 1 et 2 LMC. L'alinéa 3 reprend l'article 78 let. a LMC.

Article 54

Les alinéas 1, 2 et 3 reprennent l'article 60 al. 1, 2 et 3 LMC; l'enquête visée par l'alinéa 3 («enquête sur la révision générale des limites») est remplacée, pour tenir compte de la terminologie utilisée par l'article 28 al. 2 OMO, par «enquête sur les travaux de mensuration». Le principe de l'article 60 al. 4 LMC, selon lequel le ou la géomètre établit un inventaire des améliorations et régularisations de limites, est supprimé, compte tenu de l'abandon du système de la révision générale des limites.

Article 55

Cette disposition reprend l'article 61 LMC; la terminologie de l'alinéa 3 est adaptée, comme pour l'article précédent, à l'article 28 al. 2 OMO.

Article 56

Cette disposition reprend l'article 62 LMC, en tenant compte de l'abandon de la révision générale des limites et du fait que les bons offices du ou de la géomètre (cf. art. 24 LMC) ne sont pas consacrés par la nouvelle loi.

Article 57

Le principe énoncé par cette disposition correspond à celui que contient l'article 83 LMC. Contrairement à cette dernière règle, un cadastre transitoire doit être établi aussi bien lorsque la nouvelle mensuration précède l'établissement du registre foncier fédéral que dans le cas où elle le suit. Dans ce dernier cas, l'article 17 LRF s'applique par l'effet du renvoi de l'article 45a (nouveau) LRF. Contrairement à la réglementation actuelle, la loi laisse au règlement le soin de définir le contenu du cadastre transitoire.

Article 58

Cette disposition reprend l'article 84 LMC.

Article 59

Cette disposition reprend l'article 85 LMC. Parmi les documents concernés, figure le plan-inventaire du domaine et des passages publics, mis à l'enquête, selon la réglementation actuelle, à l'occasion de l'enquête de la révision générale de l'abornement (art. 64 al. 2 LMC).

Article 60

Cette disposition reprend l'article 86 LMC, en étendant l'objet de l'enquête aux objets indiqués à l'article 65 LMC.

Article 61

Les modalités de l'enquête sont arrêtées en fonction des exigences de l'article 28 OMO. L'alinéa 4 renvoie à cette dernière disposition. Le projet propose de renoncer à une double publication dans la Feuille officielle (cf. art. 66 al. 2 let. a LMC), pour n'en prévoir qu'une seule. Une double publication n'est pas imposée par le droit fédéral; elle se justifie d'autant moins que chaque propriétaire concerné est avisé personnellement (al. 2). On observera que l'article 28 OMO prévoit un avis par plis recommandés, dont la justification n'apparaît pas clairement et qui ne correspond pas à la pratique actuelle. Pour le reste, l'article 61 LMO reprend les principes énoncés à l'article 66 LMC.

Article 62

Cette disposition reprend l'article 67 LMC.

Article 63

Cette disposition reprend l'article 68 LMC. La règle de l'article 68 al. 1 LMC, relative à l'irrecevabilité de la réclamation, n'est toutefois pas reprise; la question est à résoudre au regard des règles générales en matière de procédure administrative.

Article 64

Cette disposition reprend l'article 69 LMC. Le principe énoncé à l'alinéa 3 de cette disposition (renvoi à l'art. 68 al. 1) n'est toutefois pas repris (cf. ci-dessus ad art. 63). Par ailleurs, le principe figurant à l'article 69 al. 4 LMC («Indépendamment de toute réclamation ou recours, celui dont les droits réels sur un immeuble sont touchés peut ouvrir action devant le juge civil») n'est pas repris directement, du fait que cette voie de droit est évoquée dans la nouvelle rédaction de l'article 63 LMO.

Article 65

Cette disposition reprend l'article 70 LMC et l'article 71 al. 4 LMC. La formulation de l'alinéa 3 n'entend pas nouvellement exclure qu'il puisse être fait appel au ou à la géomètre cantonal-e en qualité d'expert ou experte.

Article 66

Cette disposition reprend l'article 71 al. 2 et 3 LMC.

Article 67

Cette disposition reprend l'article 72 et l'article 73 al. 1 LMC.

Article 68

Cette disposition reprend l'article 71 al. 1 et l'article 73 al. 2 et 3 LMC.

Article 69

Cette disposition reprend, en l'adaptant, l'article 74 LMC.

Article 70

Cette disposition reprend l'article 87 LMC. L'approbation technique (let. a) est celle que vise l'article 30 in fine OMO. Normalement, la remise des documents au conservateur ou à la conservatrice du registre foncier (let. c) devrait être suivie de la décision d'introduire le registre foncier fédéral (art. 14 al. 1 LRF). Le conservateur ou la conservatrice procède alors selon les articles 17ss LRF.

Article 71

Cette disposition reprend l'article 88 LMC pour l'essentiel. Le cas ordinaire visé par cette règle est celui où la nouvelle mensuration précède l'établissement du registre foncier fédéral. La situation contraire n'est actuellement pas régie par la loi; en particulier, lors de l'adoption de l'article 44a LMC, il n'a pas été question des modalités de la mise en vigueur de la nouvelle mensuration faisant suite à la mise en vigueur du registre foncier fédéral. Cette situation sera à l'avenir régie par l'article 45a LRF, qui prévoit le complètement du cadastre transitoire et une nouvelle enquête; en revanche, de nouvelles reconnaissances ne sont pas prévues. La mise en vigueur de cette adaptation vaut mise en vigueur de la nouvelle mensuration.

L'alinéa 3 est nouveau. Il vise le cas où les travaux géométriques étant achevés, le cadastre transitoire est remis au conservateur ou à la conservatrice du registre foncier qui ne peut procéder aux travaux d'établissement du registre foncier fédéral, parce qu'une décision dans ce sens n'a pas encore été prise par le Conseil d'Etat ou parce qu'une surcharge de travail le ou la contraint à reporter ces travaux. Cette situation génère des frais importants de mise à jour des documents, actuellement supportés par les propriétaires. Comme un tel retard n'est pas imputable à ces derniers, il est équitable de faire supporter les frais qu'engendre ce retard par l'Etat. La formule proposée devrait indirectement permettre une accélération des procédures d'établissement du registre foncier fédéral. Le délai commence à courir dès l'approbation technique par la Direction des finances, non pas dès la livraison par le ou la géomètre des documents de la mensuration.

Article 72

Les alinéas 1 et 2 reprennent l'article 89 LMC. L'alinéa 3 est nouveau. Il tient compte du fait que l'Etat fait l'avance de frais et facilite, par des acomptes d'emblée arrêtés, la gestion des finances des communes concernées. Une convention contraire, passée entre l'Etat et la commune, est possible.

L'alinéa 4 est également nouveau. Il vise des cas où la participation financière des propriétaires est faible et où la commune préfère, plutôt que d'engager des frais de recouvrement, prendre à sa charge cette participation. L'Etat peut alors, sans y être tenu, faire de même. Cette solution répond en fin de compte aux intérêts de la mensuration.

Article 73

Les alinéas 1 et 2 reprennent l'article 90 LMC, dont l'application donne satisfaction. L'alinéa 3 concerne la nouvelle mensuration exécutée suite à un remaniement parcellaire, auquel cas les frais sont en principe répartis

selon les critères décidés par le syndicat. Ils n'en va autrement que lorsque les comptes du remaniement sont bouclés au moment de l'achèvement de la nouvelle mensuration.

Article 74

L'article 91 al. 1 LMC prévoit que le bordereau des frais est adressé aux propriétaires lorsque le nouveau plan cadastral et le cadastre des biens-fonds sont en vigueur. Il convient de faire en sorte que cette facturation ait lieu auparavant, du fait que de nombreux mois, voire des années, peuvent s'écouler entre le moment où les travaux de mensuration sont achevés et où le nouveau plan cadastral entre en vigueur. Il est dès lors préférable d'adresser ce bordereau au moment de l'approbation de la mensuration par la Confédération, c'est-à-dire à un moment où les propriétaires ont encore un souvenir récent de la prestation qui leur a été faite. Lorsque la perception des frais auprès des propriétaires est effectuée par un syndicat, il y a lieu d'adresser le bordereau à ce dernier. Ce bordereau tient par ailleurs compte des frais liés à l'introduction du registre foncier, de façon à éviter d'établir plusieurs factures, ce qui apparaît difficilement compréhensible pour les propriétaires. Les débiteurs légaux sont les propriétaires actuels des immeubles concernés (cf. art. 72 al. 2 let. c LMO).

Article 75

Cette disposition reprend l'article 92 LMC. Celle-ci est complétée par une nouvelle disposition (al. 4), destinée à faciliter le recouvrement des frais de la mensuration.

Article 76

Cette disposition reprend l'article 93 LMC. Le ou la géomètre dépositaire doit répondre aux mêmes exigences que le ou la géomètre officiel-le, telles qu'elles sont définies à l'article 32 LMO. A ce titre, il ou elle doit être géomètre breveté-e, être domicilié-e et avoir un bureau suffisamment équipé dans le canton et être patenté-e, c'est-à-dire en mesure de pouvoir instrumenter des actes authentiques. Le projet renonce à l'exigence de l'âge maximum. Rappelons que ces exigences ne sont pas incompatibles avec la LMI, du fait que celle-ci ne s'applique pas dans ce domaine (cf. ci-dessus 1.3.4).

Le principe de l'alinéa 2 correspond à celui que contient l'article 93 al. 2 LMC. La désignation du ou de la géomètre dépositaire est en principe réalisée d'office lorsque celui-ci ou celle-ci dispose d'un bureau suffisamment équipé dans le canton (et remplit à ce titre les conditions de géomètre officiel-le). Dans les autres cas, le ou la géomètre dépositaire est désigné-e par le SCG. Cette formule évite par exemple des marchandages qu'impliquerait une solution laissant au ou à la géomètre adjudicataire le soin de désigner le ou la dépositaire; elle évite des situations où les communes se verraient imposer un ou une géomètre dépositaire qui ne leur convient pas. Le ou la géomètre adjudicataire ou, dans ce dernier cas, le ou la géomètre dépositaire, bénéficie de l'exclusivité que prévoit l'article 80 al. 2 LMO.

Les géomètres dépositaires devant être géomètres officiels et étant chargés d'une tâche publique particulière, il y a également lieu de prévoir une publicité fiable, dans le respect de la législation spéciale s'agissant du traitement

des données les concernant (al. 3; cf. également art. 32 al. 3 LMO).

Article 77

Cette disposition reprend l'article 95 LMC. L'oeuvre de la mensuration est propriété de l'Etat; elle ne peut pas appartenir aux communes ou à des particuliers.

Article 78

Cette disposition reprend l'article 96 LMC. La lettre a) de cette dernière règle n'est pas reprise, compte tenu de la nouvelle rédaction de l'article 76 al. 2 LMO.

Le retrait pour des motifs disciplinaires (art. 96 al. 1 let. c LMC) n'est pas repris, du fait qu'une responsabilité de cette nature n'est plus prévue. En relation avec l'alinéa 2, le projet confie au SCG, non plus à la Direction des finances, la compétence de prendre des mesures provisoires; cette modification trouve son fondement dans le fait que l'importance de l'activité de géomètre dépositaire s'est réduite à la faveur de l'informatisation des données de la mensuration officielle. Le SCG devrait veiller à ce que ces modifications soient réalisées dans un délai raisonnable; celui de 3 ans, contenu à l'article 96 al. 2 LMC, n'est pas repris dans la nouvelle loi.

Article 79

Cette disposition reprend l'article 102 LMC.

Article 80

S'agissant de l'alinéa 2, cette disposition élève au niveau légal la règle contenue à l'article 82 RELMC, en l'étendant par ailleurs aux cas où les immeubles concernés font l'objet d'un renouvellement ou d'une numérisation préalable. Cette règle s'impose sous l'angle des intérêts des propriétaires et de la qualité des travaux de mensuration. Il convient cependant, pour éviter des abus liés à une situation monopolistique, d'imposer au ou à la géomètre dépositaire concerné-e le respect d'un certain tarif. Celui-ci est le tarif fédéral dit «Tarif 33» (cf. ci-dessus 1.3.7.1.).

L'exclusivité aménagée par l'alinéa 2 appartient au ou à la géomètre adjudicataire. Toutefois, dans le but de garantir la possibilité de passer des actes authentiques, si ce dernier ou cette dernière n'est pas géomètre officiel-e (cf. ci-dessus ad art. 76), il est prévu que cette compétence appartient au ou à la géomètre dépositaire; cette solution permet d'éviter l'octroi d'une patente temporaire.

Article 81

Cette disposition reprend l'article 104 LMC. La compétence pour établir les verbaux (al. 1) appartient aux géomètres brevetés, à l'exception par exemple du SCG et des autres spécialistes en mensuration.

Article 82

Cette disposition reprend l'article 106 LMC.

Article 83

Cette disposition reprend l'article 107 LMC, en l'adaptant à l'article 16 OMO (le verbal de mutation doit être

établi après la «pose des signes de démarcation», non pas après la «matérialisation des points-limites»).

Article 84

Cette disposition reprend l'article 108 LMC. La formulation des conditions dans lesquelles un verbal de mutation de bureau peut être établi est cependant modifiée. L'article 16 al. 2 let. b OMO permet la pose des signes de démarcation après l'établissement du verbal «si, pour un motif important, il n'est pas possible ou judicieux de faire ce travail avant la saisie». L'article 84 LMO consiste en une application cantonale de ce principe; il évite que des géomètres, qui ont obtenu un mandat à bas prix, renoncent à la pose des signes de démarcation pour limiter les coûts (malgré le texte de l'art. 16 al. 2 OMO). Cette exigence cantonale supplémentaire est aménagée dans l'intérêt de la qualité de la mensuration et devrait à ce titre être compatible avec le droit fédéral. L'alinéa 4 de l'article 84 est rédigé en adéquation avec la formulation de l'article 16 al. 3 OMO.

Article 85

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 109 LMC. Comme une procédure de bons offices (à laquelle renvoie l'art. 109 al. 4 LMC) est supprimée (cf. ci-dessus ad art. 19), il convient de prévoir que, faute d'accord entre les propriétaires concernés, ceux-ci sont renvoyés devant la juridiction civile (al. 5). L'alinéa 6, qui concerne la radiation de la remarque figurant à l'état descriptif, est nouveau; il est destiné à libérer le registre foncier de charges qui n'ont plus de raison d'être. Il appartient au ou à la géomètre de requérir cette radiation.

L'article 110 LMC prévoit que le ou la géomètre requis-e d'établir un verbal de mutation doit y procéder dans un délai convenable et que le SCG intervient sur demande. Cette disposition n'a plus de raison d'être, du fait que les propriétaires peuvent, pour l'établissement des verbaux, faire appel au ou à la géomètre de leur choix; le principe de la libre concurrence devrait, sous cet aspect, remédier aux problèmes qu'entendait résoudre l'article 110 LMC.

Article 86

Cette disposition reprend l'article 111 LMC. Il continue d'appartenir au SCG de charger un ou une géomètre d'établir les verbaux de bâtiments. D'une façon générale, ces verbaux sont établis lorsque le SCG est informé par l'ECAB d'une construction, d'une modification ou d'une démolition de bâtiments (alinéa 1 – cf. ci-dessus 1.4 d.). Il arrive cependant qu'indépendamment d'un tel avis, le SCG apprenne l'existence d'une construction ou démolition non portée au plan; cela peut du reste arriver d'autant plus fréquemment qu'avec l'informatisation des données de la mensuration officielle, l'accès aux plans est étendu à un cercle plus large d'utilisateurs. Il convient dans ces cas d'attribuer à ce service la compétence de faire dresser de son propre chef un verbal de bâtiment. Un nouvel alinéa 4 est introduit dans ce sens.

Le projet réserve aux géomètres brevetés la compétence d'établir les verbaux de bâtiments, même si l'article 44 al. 2 OMO n'empêcherait pas que ceux-ci soient établis par d'autres spécialistes en mensuration.

L'alinéa 3 reprend l'article 111 al. 3 LMC; il renonce toutefois à indiquer quel sera l'usage fait des verbaux de bâtiments.

Article 87

Les alinéas 1 à 4 reprennent pour l'essentiel les alinéas 1 à 4 de l'article 112 LMC. Le terme d'émoluments, utilisé par cette dernière disposition, est remplacé par celui de frais. La nature juridique de la contribution publique n'est pas modifiée. Le principe de la couverture des frais est applicable, dès lors qu'il s'agit de couvrir les coûts en matière de cadastration des bâtiments. Le principe de la péréquation est également maintenu, de sorte que, comme jusqu'ici, le principe de l'équivalence ne s'appliquera pas nécessairement.

Pour tenir compte des frais effectifs engendrés par le levé des bâtiments, et tout en restant dans le cadre du principe de la couverture des frais, le projet permet de porter de 2 à 3 % au maximum l'émolument dû; l'émolument maximal perçu en relation avec un verbal de bâtiment est par ailleurs porté de 5000 à 10 000 francs (alinéa 3). Il appartiendra au Conseil d'Etat de décider de l'augmentation du taux: dans l'immédiat, cette augmentation devrait être de 0.2 % (le taux étant porté à 2.2 %). Sous l'angle du droit transitoire, le taux est celui qui est en vigueur au moment où le ou la géomètre est invité-e par le SCG à établir le verbal de bâtiment (cf. art. 111 LMO).

L'alinéa 5 de l'article 112 LMC, relatif aux émoluments perçus en relation avec un levé effectué suite à une modification de bâtiments, est modifié; la base de calcul est constituée par la valeur de la modification. L'alinéa 6 reprend le complément déjà introduit par la loi du 10 novembre 1999 ayant modifié la LMC; seul le terme de géomètre «officiel» est modifié, pour tenir compte des définitions retenues par le projet.

Article 88

Cette disposition reprend l'article 113 LMC. Elle est cependant complétée par deux alinéas relatifs à la prescription et à la péremption du droit de taxer (alinéa 3), respectivement à la prescription de la créance (alinéa 4).

Il est apparu inéquitable d'imposer à un ou une propriétaire de payer des frais de cadastration du bâtiment construit ou modifié depuis une longue période; un délai de péremption (de dix ans) a dès lors été introduit; il court dès le jour de l'évènement qui provoque la cadastration. La question de savoir quand a pris fin une construction résulte de l'interprétation; les principes dégagés de l'article 839 al. 2 CC (hypothèque légale des artisans et entrepreneurs) pourront être repris. Un délai de prescription (de cinq ans) a également été introduit. Pour la créance, le délai commence à courir lorsque le bordereau est entré en force.

Article 89

L'article 22 OMO dispose que tous les éléments de la mensuration officielle sont sujets à mise à jour. Ce principe s'impose aux cantons. A ce titre, la règle de l'article 114 al. 1 LMC, selon laquelle les changements qui affectent les éléments de situation ou les catégories de la couverture du sol doivent faire l'objet d'une mise à jour des données de la mensuration officielle, n'a pas de portée propre et peut ne pas être reprise.

La mise à jour en question peut être réalisée sur mandat (al. 1) ou, dans certains cas, d'office (al. 2).

Le principe de l'article 89 al. 1 LMO reprend celui qu'énonce l'article 114 al. 2 LMC. Son adoption fait suite

à la règle de l'article 23 OMO; selon cette disposition, les éléments de la mensuration officielle pour la modification desquels un système d'annonces peut être organisé doivent être mis à jour sans retard (al. 1); les cantons règlent le système d'annonces et fixent les délais de mise à jour (al. 2). La mise à jour des données en question peut en principe être réalisée par les géomètres brevetés ou les autres spécialistes en mensuration, dans la mesure définie à l'article 44 al. 2 OMO; à ce titre, ceux-ci ne peuvent par exemple pas apporter de modifications à la couche «nomenclature». Le délai d'annonce imposé par l'article 23 OMO sera défini dans le règlement.

L'article 89 al. 2 LMO reprend l'article 115 LMC.

Article 90

Cette disposition reprend l'article 116 LMC.

Article 91

Cette disposition concerne la mise à jour périodique, régie par l'article 24 OMO; celle-ci est ordonnée par le Conseil d'Etat (cf. art. 117 al. 2 LMC), en fonction du programme d'exécution arrêté par la Direction des finances (art. 15 LMO). Les alinéas 2 et 3 reprennent l'article 118 al. 1 et 2 LMC. En particulier, l'idée de faire supporter les frais d'une mise à jour par l'Etat est maintenue. Comme la seule débitrice des frais visés à l'alinéa 3 est la commune, il n'est pas nécessaire de prévoir une procédure particulière de facturation, de sorte que le renvoi aux articles 91 et 92, opéré par l'article 118 al. 3 LMC, peut ne pas être repris. Dans les faits, la facture sera adressée à la commune après la réalisation des travaux.

Article 92

Selon l'article 119 LMC, le conservateur ou la conservatrice du registre foncier informe le Service du cadastre de toute modification survenue dans la propriété et de toute inscription d'un verbal de mutation ou de bâtiment. Les modifications concernant la propriété sont communiquées au moyen des avis d'aliénation; le SCG n'a cependant pas besoin de ces avis, de sorte que ceux-ci peuvent être abandonnés à son égard. La communication concernant l'inscription des verbaux a pour but de permettre au SCG de procéder au contrôle de ceux-ci (cf. ci-dessus 1.3.7.3.). La communication doit concerner tous les verbaux géométriques, non pas les seuls verbaux de mutation ou de bâtiments. Ce contrôle consiste en une confirmation selon laquelle la documentation technique de la mutation est exhaustive, classée et sécurisée et que la base de données est mise à jour.

Si le SCG constate une erreur, il doit la signaler au ou à la géomètre. Si cette erreur a une incidence sur l'inscription (déjà opérée), par exemple en matière d'indication des surfaces, il ou elle doit également en informer le conservateur ou la conservatrice du registre foncier. Celui-ci ou celle-ci ne peut révoquer l'inscription, mais il ou elle doit en informer les personnes concernées (propriétaire, éventuellement titulaires de droits de gage et titulaires de servitudes), aux conditions et selon les modalités des articles 96 et 97 LMO.

Article 93

Lorsque le registre foncier est tenu sous forme informatisée, la mise à jour des documents de la mensuration

(plans du registre foncier, plans de la commune et documents techniques déposés dans le bureau du ou de la géomètre dépositaire) a lieu en continu; il n'est pas nécessaire de prévoir une procédure particulière à ce propos. Dans les autres cas, les principes énoncés à l'article 120 al. 1 LMC doivent être repris. Il appartient toutefois au SCG d'ordonner la mise à jour des plans du registre foncier et de la commune; cette opération n'est pas effectuée d'office par le ou la géomètre dépositaire. En revanche, celui-ci ou celle-ci est responsable de la mise à jour d'office des documents techniques, ce qui n'a pas à être expressément prévu par la loi.

L'article 120 al. 2 LMC, selon lequel le règlement d'exécution fixe les modalités de la mise à jour du cadastre des biens-fonds et les communications aux communes, n'a plus de portée propre, du fait que le cadastre des biens-fonds, tenu par le système informatique DESCA, ne contient plus les indications concernant les propriétaires; il peut donc ne pas être repris.

Article 94

Cette disposition reprend l'article 121 LMC. Il arrive que des verbaux établis par le ou la géomètre ne soient pas déposés au registre foncier, par exemple parce que des promoteurs renoncent à leur projet, et que l'arrachage des bornes sur le terrain ne soit pas réalisé, par exemple parce que les mandants sont devenus insolvable ou n'entendent pas assumer de frais pour des projets qu'ils ont abandonnés.

Article 95

L'article 122 LMC prévoit que, lorsque le ou la géomètre constate une erreur dans les documents de la mensuration parcellaire, il ou elle veille à ce qu'il y soit remédié (al. 1) – en prenant les mesures définies aux articles 123 et 124 LMC – et en informe le SCG (al. 2). L'application de ces principes peut faire difficulté, du fait en particulier que des géomètres zélés pourraient procéder à des rectifications dans l'idée qu'ils sont de toute façon rémunérés, selon l'article 125 LMC. Il convient de modifier dès lors ce système, en prévoyant que le ou la géomètre informe d'office le SCG, qui veille à ce que l'erreur soit corrigée. Ce faisant, le SCG s'adressera en premier lieu au ou à la géomètre responsable, s'il ou si elle est connu-e. Devant assumer les conséquences de cette responsabilité (art. 98 al. 1 LMO), il ou elle prendra toutes mesures pour remédier à cette erreur. Dans les autres cas, le SCG chargera un ou une autre géomètre de l'exécution du travail; les frais seront supportés en principe par l'Etat (art. 98 al. 2 LMO).

Article 96

La disposition reprend l'article 123 LMC. S'agissant de son alinéa 2, la formulation est modifiée pour s'inspirer de celle de l'article 98 al. 4 ORF, le système mis en place étant analogue à celui qu'aménage l'article 977 CC dans le domaine des rectifications du registre foncier; l'idée que le SCG procède à une enquête est abandonnée. L'article 123 al. 4 LMC (selon lequel le géomètre établit un verbal de rectification) n'est pas repris car la rectification touche la limite de fonds, de sorte que la confection d'un verbal est nécessaire (art. 81 al. 1 LMO), sans qu'il y ait lieu de le préciser dans la loi.

Article 97

Cette disposition reprend les principes énoncés à l'article 124 LMC. Lorsque le registre foncier est informatisé, l'avis fait au conservateur ou à la conservatrice (al. 2) a lieu par voie informatique, c'est-à-dire en introduisant directement dans l'état descriptif les données correctes.

Article 98

Cette disposition reprend l'article 125 LMC. A l'alinéa 1, elle aménage une responsabilité objective du ou de la géomètre, qui répond même s'il ou si elle n'a pas commis de faute.

Article 99

L'intitulé du chapitre (actuellement: maintien de l'oeuvre de la mensuration cadastrale) est modifié pour tenir compte du fait que ce maintien concerne à la fois la mise à jour (art. 23 OMO) et la conservation (art. 31 OMO) de la mensuration.

Les articles 129 à 132 LMC contiennent diverses obligations, incombant au ou à la géomètre dépositaire, dans le domaine de la conservation des points fixes communaux et des bornes communales; s'agissant des points fixes cantonaux et des bornes cantonales, l'article 129 al. 3 LMC prévoit qu'il appartient au SCG de les rétablir. En pratique, la procédure relative au rétablissement des points fixes communaux n'est pas appliquée, pour des raisons principalement financières: les communes, qui répondent des frais de ce rétablissement (art. 130 al. 1 LMC), n'apprécient pas que le ou la géomètre qu'elles désignent rétablisse à leurs frais les points fixes (cf. au demeurant ci-dessus ad art. 17). En outre, il est vraisemblable que l'on n'utilisera à l'avenir plus les points fixes communaux, en raison du recours au système GPS. Pour ces raisons, ces dispositions ne sont pas reprises dans la nouvelle loi.

Les articles 133 à 138 LMC, qui constituent une section consacrée à la conservation des documents de la mensuration parcellaire (inventaire, locaux et meubles, assurance, soin, mesures de sécurité et remplacement des documents usés) peuvent ne pas être repris au niveau légal, compte tenu de leur importance matérielle. Ils pourront être intégrés dans le règlement d'exécution.

L'article 99 LMO reprend l'article 128 LMC. S'agissant des points fixes, la formulation est adaptée à l'article 86 OTEMO.

Article 100

Cette disposition, également prise en application de l'article 86 OTEMO, reprend l'article 126 al. 1 LMC. Selon l'article 126 al. 2 LMC, les propriétaires doivent charger un géomètre du rétablissement des signes de démarcation enlevés, déplacés ou endommagés. Cette obligation légale est abandonnée, du fait que la révision générale des limites, dans le cadre d'une nouvelle mensuration parcellaire, n'est plus exécutée de façon systématique.

Article 101

Cette disposition reprend l'article 127 al. 1 LMC. Les alinéas 2 à 4 de l'article 127 LMC, qui aménagent une pro-

cédures particulière en matière de rétablissement des signes de démarcation, ne sont pas repris, du fait qu'il n'est plus prévu de bons offices des géomètres dans le domaine de la mensuration (cf. ci-dessus ad art. 19). Ces règles pourront éventuellement figurer dans le règlement d'exécution.

Article 102

Les articles 139 à 143 LMC forment une section consacrée aux rénovations cadastrales et à la deuxième mensuration. Ces termes sont abandonnés pour être remplacés par la nouvelle terminologie fédérale; on parle à ce propos de renouvellement; selon l'article 18 al. 2 OMO, celui-ci consiste à modifier et compléter les éléments d'une mensuration officielle approuvée définitivement pour les adapter aux exigences de l'OMO.

Conformément à la réglementation actuelle, un renouvellement peut être décidé par l'Etat (cf. art. 140 LMC) et par les communes (cf. art. 141 LMC). Les principes de l'article 102 al. 2 LMO, qui concernent la mise à l'enquête et la mise en vigueur, s'inspirent de ceux que contient l'article 142 LMC. Le critère retenu pour déterminer si une enquête est nécessaire est celui de savoir si les droits des propriétaires fonciers sont touchés.

Article 103

Cette disposition reprend les principes énoncés par l'article 140 LMC. La décision du Conseil d'Etat d'ordonner un renouvellement est prise sur la base du programme d'exécution arrêté par la Direction des finances (art. 15). Le principe de la répartition par moitiés des frais de renouvellement est maintenu. Un nouvel alinéa 3 est introduit, permettant la facturation sous forme d'acomptes annuels; le système est inspiré de celui qui est mis en place dans le domaine de la nouvelle mensuration parcellaire (cf. art. 72 al. 3 LMO).

Article 104

Cette disposition reprend l'article 141 LMC. Généralement, l'Etat paie la part de frais visée à l'alinéa 2, du fait qu'il assume la coordination des travaux et peut fixer des exigences quant à leur réalisation.

Article 105

La numérisation préalable est la transformation d'une ancienne mensuration officielle approuvée provisoirement ou définitivement en une mensuration complètement numérique qui ne remplit pas toutes les exigences d'une mensuration officielle conforme à l'OMO (art. 56 al. 2 OMO). Elle est régie par les dispositions transitoires de l'OMO et dans le titre 8^e de l'OTEMO. Compte tenu de son importance pour le canton de Fribourg, il convient de l'intégrer dans les dispositions relatives à la conservation.

La numérisation préalable est effectuée, dans le canton de Fribourg, principalement sur la base de mensurations fédérales, dans les communes ou parties de communes où le registre foncier fédéral est déjà introduit. Il s'agit d'une opération nécessaire à l'informatisation du registre foncier.

Comme l'indique l'alinéa 1, la numérisation préalable ne peut être décidée que par l'Etat, non pas par les communes, de façon à garantir une uniformité dans la réalisation des travaux. La décision du Conseil d'Etat est prise sur la base du programme d'exécution arrêté par la Direction des finances (cf. art. 15 LMO).

Article 106

L'OMO traite aux articles 34ss de la consultation et de la diffusion des données de la mensuration officielle. Selon l'article 33 OMO, les données de la mensuration officielle sont publiques; conformément à l'article 34 al. 2 OMO, les cantons peuvent lier la consultation ou la remise des données à des obligations et conditions, si l'intérêt public l'oblige. Sous cet aspect, l'article 144 al. 1 LMC, qui subordonne la consultation en général à certaines conditions, n'est pas compatible avec le droit fédéral.

Pour l'essentiel, cette question sera définie dans le règlement d'exécution. Toutefois, il importe de préciser dans la loi (alinéa 2) que l'utilisation par les communes, pour leurs besoins personnels, est dispensée d'émoluments. Les règles concernant l'accès direct par ordinateur (al. 2) sont prises en application de l'article 36 OMO; celles qui concernent les émoluments (al. 3) sont prises en application de l'article 38 OMO. Dans ces conditions, il n'apparaît pas opportun de reprendre les principes énoncés aux articles 144 à 148 LMC. Certains d'entre eux pourront toutefois être repris dans le règlement.

Article 107

Cette disposition reprend l'article 149 al. 1 et 2 LMC. La cadastration du domaine public des routes est étendue aux cas où, indépendamment d'une nouvelle mensuration précédant l'établissement du registre foncier fédéral (cf. art. 57 du règlement du 9 décembre 1986 d'exécution de la loi sur le registre foncier), il y a renouvellement ou numérisation préalable. Le principe que contient l'alinéa 3 de l'article 149 LMC peut ne pas être repris, le délai de dix ans qu'il vise étant échu; le cadastre des biens-fonds est constitué par DESCA. Même si le domaine public des eaux n'est pas entièrement immatriculé, il n'y a pas lieu d'en prévoir l'immatriculation systématique.

Article 108

Cette disposition reprend l'article 150 LMC.

Article 109

Cette règle, régie sous l'empire de la loi actuelle par l'article 151 LMC, doit être adaptée pour tenir compte du fait que l'on renonce à la révision générale des limites. Les nouvelles mensurations commencées selon les anciennes dispositions doivent être poursuivies selon les anciennes règles; elles sont au nombre de 2. Cela dit, les nouvelles mensurations ordonnées par le Conseil d'Etat, pour lesquelles la révision générale des limites n'a pas débuté au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, seront régies par celle-ci.

D'autres règles de droit transitoire, aménagées par la LMC, qui concernent notamment les géomètres conservateurs, peuvent ne pas être reprises.

Article 110

Cette règle, qui concerne l'octroi des patentes selon la nouvelle loi, est inspirée du système mis en place par l'article 21 de l'ordonnance du 4 juin 2001 fixant provisoirement la libre circulation des avocats. Voir également ci-dessus ad article 32.

Article 111

Cette règle tient compte de la modification du tarif des frais de cadastration des bâtiments. Le moment déterminant est celui du mandat donné au géomètre d'établir le verbal de bâtiment. Il ne s'agit donc, ni de la date de la construction, ni de celle de l'établissement du verbal, ni de celle de l'inscription de la modification au registre foncier.

Article 112

En raison de la refonte complète par une nouvelle loi, la LMC doit être abrogée.

Articles 113 à 119

Les modifications prévues par ces règles sont principalement liées à la nécessité d'adapter la réglementation relative aux géomètres aux exigences de l'ordonnance fédérale concernant le brevet fédéral d'ingénieur géomètre, ainsi qu'aux exigences de la LMI, et d'intégrer dans d'autres textes légaux la nouvelle terminologie utilisée.

Il convient de prévoir qu'en cas de fusion de communes, le nom de la nouvelle commune fasse l'objet d'un préavis d'une commission spécialisée; il est naturel que cette tâche incombe à la commission de nomenclature (art. 113 modifiant les art. 7 et 138 de la LCo).

La modification apportée par l'article 117 confère une terminologie actuelle et supprime en même temps une divergence en faisant coïncider la version allemande avec la version française s'agissant de la composition de la commission foncière des routes nationales.

Article 120

Le Conseil d'Etat examinera si l'entrée en vigueur pourra avoir lieu avant même l'adoption d'un nouveau règlement d'exécution. Par ailleurs, une approbation fédérale est nécessaire (dispositions portant sur les actes authentiques reçus par les géomètres officiels en relation avec l'article 52 T.f CC), raison pour laquelle la norme prévoit que le Conseil d'Etat est autorisé à apporter les modifications qui seraient nécessaires à l'obtention de cette approbation.

ANNEXE

GLOSSAIRE – DEFINITIONS

Abornement: L'abornement est une opération qui comprend:
1. la détermination des limites*, et
2. la pose des signes de démarcation*.

| | | | |
|----------------------------|---|--------------------------|---|
| Bornage: | Il s'agit de la matérialisation*. Compte tenu de cette identité de notions, le terme de bornage a été abandonné. | | ment, par la Confédération (art. 1 al. 1 OMO). |
| Cadastration: | Elle consiste dans l'établissement du plan et des documents techniques destinés au registre foncier. | | La mensuration officielle comprend: |
| Cadaastre transitoire: | Il s'agit du cadaastre (fiches descriptive des immeubles) établi après la nouvelle mensuration; il est remis au conservateur du registre foncier en vue de la préparation des reconnaissances et sert de base au registre foncier fédéral. | | 1. les repères* et les signes de démarcation*, |
| Cadaastre des biens-fonds: | C'est un document technique établi dans le cadre de la cadastration*. Il contient: 1. le registre descriptif des biens-fonds et des droits distincts et permanents immatriculés (registre des biens-fonds*), et 2. les registres annexes, soit notamment le registre des superficies des catégories du sol et, à titre informatif, une copie du registre des propriétaires. | | 2. le modèle (ou catalogue) des données* prévues par la Confédération ou le Conseil d'Etat, |
| Conservation: | Soit toutes mesures techniques et organisationnelles utiles à la gestion des données ainsi qu'à la garde, à l'archivage et à la sécurité des éléments de la mensuration officielle afin d'en maintenir la valeur (art. 80 OTEMO). | | 3. le plan du registre foncier* et les autres extraits du catalogue des données* établis en vue de la tenue du registre foncier, |
| Détermination des limites: | C'est un élément de l'abornement*. Les limites à déterminer sont en particulier celles des biens-fonds. Cette détermination se fait en principe sur le terrain. | | 4. les documents techniques*, |
| Digitalisation: | C'est l'action de saisir les coordonnées des points sur un plan papier (à l'aide d'une loupe) ou de la souris de l'ordinateur (à l'écran) sur un plan préalablement scanné (transposition de données analogiques en données numériques). | | 5. les éléments et les documents de mensuration selon les anciennes dispositions cantonales et fédérales. |
| Documents techniques: | Il s'agit d'un élément de la mensuration officielle (art. 3 al. 1 litt. d LMO). Soit notamment les croquis, esquisses, relevés, listes de coordonnées, calculs. | Mensuration parcellaire: | L'exécution de la mensuration officielle comporte les opérations suivantes: 1. l'abornement*, 2. la mensuration parcellaire*, 3. le renouvellement*, 4. la numérisation préalable*, et 5. la mise à jour périodique. |
| Levé: | Il s'agit de l'opération de mesure sur le terrain, qui permet de déterminer les coordonnées des limites | Mise à jour: | C'est une opération qui comprend (art. 3 al. 2 litt. b LMO): 1. l'établissement des points fixes*, 2. la détermination et le premier relevé* (nouvelle mensuration parcellaire) des éléments du modèle des données* nécessaire à la réalisation du plan du registre foncier*, 3. la cadastration*. |
| Matérialisation: | C'est la pose des repères et des signes de démarcation. | Modèle de données: | Elle consiste à adapter les éléments de la mensuration officielle lorsque les conditions juridiques ou réelles ont changé. |
| Mensuration cadastrale: | Mensuration effectuée selon les anciennes dispositions fédérales. | Numérisation: | Il s'agit d'un élément de la mensuration officielle*. Un modèle (conceptuel) de données est une description du contenu et de la structure des données qui caractérisent un extrait de la réalité spécifique à une application (c'est-à-dire dépendant du thème) ainsi que des règles qui s'y rapportent. |
| Mensuration officielle: | Ce sont les mensurations exécutées en vue de l'établissement et de la tenue du registre foncier et reconnues, définitivement ou provisoirement, | | C'est l'action de transformer des plans graphiques en plans informatisés. On distingue: – La numérisation dans le cadre d'un renouvellement*: Tous les éléments de mesures originales sont réutilisés, ils sont également contrôlés et réactualisés. Les |

| | |
|---------------------------|--|
| | <p>coordonnées résultantes sont précises.</p> <ul style="list-style-type: none"> – La numérisation par digitalisation* dans le cadre d'une numérisation préalable*: Les coordonnées sont saisies sur le support plan graphique. La précision dépend alors des plans originaux et peut varier de 20 cm à plusieurs mètres. – La numérisation par numérisation, qui est une photocopie numérique du plan original. Les plans sont alors représentés à l'écran sous forme d'une grille de points (pixels); ils peuvent être ajustés de manière plus ou moins imprécise dans les systèmes de coordonnées nationales mais il est impossible de sélectionner une ligne ou une surface. Un plan scanné n'est pas un produit de la mensuration officielle. |
| Numérisation préalable: | Elle est la transformation d'une ancienne mensuration (mensuration cadastrale) en une mensuration complètement numérique, mais sans actualisation. Elle se limite pour l'essentiel à la transposition du plan cadastral en une forme numérisée vectorielle (art. 89 al. 2 OTEMO). En règle générale, on procède par digitalisation*. |
| Plan du registre foncier: | Il est un produit graphique qui, établi à partir du catalogue des données*, constitue un document complémentaire du registre foncier (art. 942 al. 2 CC). |
| Plan d'ensemble: | Il s'agit d'une représentation d'inspiration cartographique du terrain, établie sur la base des anciennes mensurations; il est géré par le Service du cadastre et de la géomatique. |
| Points fixes: | Ce sont des points de rattachement pour la mensuration officielle, qui sont déterminés par des mesures et des méthodes de compensation dans le système de référence de la mensuration nationale et qui sont matérialisés durablement sur le terrain par la pose de repères* fixes. |
| Premier relevé: | Il consiste à saisir les éléments de la mensuration officielle dans les régions qui en sont dépourvues. |
| Registre des biens-fonds: | C'est la plus importante partie du cadastre des biens-fonds* (art. 24 al. 1 LMO). |
| Renouvellement: | Il consiste à numériser et compléter les éléments d'une mensuration officielle (mensuration cadastrale) approuvée définitivement pour les adapter à toutes les exigences de la LMO. |

| | |
|--------------------------------------|--|
| Repères: | Soit la matérialisation des points fixes* (art. 53 al. 1 et 2 OTEMO). On distingue les repères primaires et les repères secondaires. |
| Signes de démarcation: | Ce sont les signes extérieurs de l'existence d'une limite (bornes ou chevilles): les signes de démarcation sont posés de telle sorte que les limites soient toujours reconnaissables sur le terrain ou puissent être retrouvées par des moyens simples. |
| Système d'information du territoire: | Soit l'organisation informatique (organes, processus administratifs et base de données) des informations sur le territoire, qui permet d'en garantir leur pérennité et leur exploitation rationnelle à des fins de recherches thématiques, d'analyses, de restitution ou de diffusion. Les informations sont généralement structurées par couches indépendantes, mais entre lesquelles un lien peut être établi par le biais de leurs références spatiales (situation) dans le système informatique. |

**BOTSCHAFT Nr. 63
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes über die
amtliche Vermessung (AVG)**

16. April 2003

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über das Grundbuch.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Allgemeines
 - 1.1 Einleitung
 - 1.2 Die amtliche Vermessung im Allgemeinen
 - 1.3 Notwendigkeit einer Revision und Leitlinien
 - 1.4 Finanzielle und personelle Auswirkungen
 - 1.5 Eurokompatibilität
 - 1.6 Titel und Aufbau des Gesetzes
2. Kommentar zu den neuen Gesetzesbestimmungen

1. ALLGEMEINES

1.1 Einleitung

Das Gesetz vom 2. Februar 1988 über die Katastervermessung (KVG), das am 1. Januar 1989 in Kraft getreten ist, muss revidiert werden, um die Verwirklichung der neuen Parzellarvermessung zu erleichtern und um im Besonderen das Verfahren zur Erstellung des eidgenössischen Grundbuches im Kanton zu beschleunigen. Ferner wurde seit der Annahme des KVG die Bundesgesetzgebung vollständig überholt. So wurde die Verordnung vom 18. November 1992 über die amtliche Vermessung (VAV; in der systematischen Sammlung des Bundesrechts – SR

– unter Nr. 211.432.2) verabschiedet, die am 1. Januar 1993 in Kraft getreten ist und die namentlich Instruktionen von 1919 und die Verordnung vom 12. Mai 1971 über die Grundbuchvermessung aufhob. Obwohl der Kanton wegen der Aufhebungskraft derselben eine der Bundesgesetzgebung konforme Anpassung vorgenommen hat, ist es unumgänglich geworden, das KVG zu revidieren.

Seit Ende 2001 wurde ein Vorentwurf von einer Arbeitsgruppe ausgearbeitet, die vom Kantonsgeometer geleitet wurde und der im Besonderen Vertreter der Grundbuchverwalter und der Geometer angehörten. Rasch haben die Experten festgestellt, dass das Ausmass der vorzusehenden Änderungen derart war, dass eine einfache Entschlackung des bestehenden Gesetzes unangebracht war und dass es im Gegenteil vorteilhafter war, einen völlig neuen Text abzufassen, dessen Betitelung von der VAV übernommen wird. Parallel zur Umgestaltung der Gesetzgebung über die Katastervermessung hat sich diese Arbeitsgruppe auch der Teilrevision des Gesetzes vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (GBG) angenommen.

Der Vorentwurf wurde bei den hauptsächlich betroffenen Organisationen in die Vernehmlassung gegeben, namentlich bei der eidgenössischen Vermessungsdirektion, bei der freiburgischen Geometergesellschaft und bei der Vereinigung der freiburgischen Grundbuchverwalter. Die Vernehmlassung fand zur gleichen Zeit statt wie die des Vorentwurfs des Gesetzes zur Änderung des GBG, nämlich zwischen Februar und März 2003.

Der Ihnen vorgestellte Entwurf (AVG) ist hervorgegangen aus der Analyse des Vernehmlassungsergebnisses. Er wird Ihnen gleichzeitig mit einem Entwurf zur Änderung des GBG unterbreitet, da beide Gegenstände eng verbunden sind. Da es sich um ein neues Gesetz handelt, wurde es gemäss den Regeln des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) und geschlechtergerecht gemäss den Weisungen des Staatsrates über die Abfassung von Gesetzestexten abgefasst.

1.2 Die amtliche Vermessung im Allgemeinen

Die amtliche Vermessung *dient* der Erstellung und Führung *des Grundbuches*: Gemäss Art. 950 des Zivilgesetzbuches (ZGB) erfolgt die Aufnahme und Beschreibung der einzelnen Grundstücke im Grundbuch auf Grund eines Planes, der in der Regel auf einer amtlichen Vermessung beruht. Sie dient ferner dem Aufbau und dem Betrieb von Landinformationssystemen. Durch die genaue Identifikation und Lokalisierung der Grundstücke trägt sie zur Rechtssicherheit in Sachen Immobilien bei; im Besonderen gestattet sie, den guten Gang des Grundstückmarktes und des Hypothekarwesens zu garantieren. In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass, gemäss den Statistiken der Nationalbank, die Wirtschaft allein in der Schweiz im Jahr 2000 über Kredite in der Höhe von 512 Milliarden Franken verfügte, die durch Hypotheken garantiert waren. Die Daten der amtlichen Vermessung sind auch für die Ausführung zahlreicher öffentlicher Aufgaben wichtig, namentlich auf dem Gebiet der Raumplanung. Sie werden ebenfalls immer häufiger von privaten Anwendern benutzt.

Auf dem Gebiet der amtlichen Vermessung unterscheidet man hauptsächlich *zwei Arten von Aktivitäten*:

- Aktivitäten, die für alle Grundstücke eines gegebenen Gebietes *allgemein und systematisch* unternommen

werden. Es sind dies die neue Parzellarvermessung (die in der Regel der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches vorangeht; s. Art. 40 Absatz 1 Schlusstitel ZBG), die Erneuerung und die Numerisierung (die in der Informatikerfassung der Vermessungsdaten der bereits im eidgenössischen Grundbuch eingetragenen Grundstücke besteht) und

- *Nachführungsarbeiten*, die in Beziehung zu bestimmten Grundstücken durchgeführt werden und jede Änderung der Katasterdaten betreffen (z.B. nach der vertraglichen Änderung einer gemeinsamen Grundstücksgrenze oder beim Bau eines Gebäudes).

Die Vermessungsdaten stellen den Hauptteil der Grunddaten des Schweizerischen Territoriums dar; sie müssen folgende *Charakteristiken* aufweisen:

- einen dem Bodenwert entsprechenden Genauigkeitsgrad garantieren,
- zuverlässig sein,
- geprüft sein,
- aktuell, d.h. nachgeführt, sein,
- homogen in Bezug auf ihren Inhalt und ihre Struktur sein und
- verfügbar sein.

Im Allgemeinen entsprechen die Daten der amtlichen Vermessung des Kantons Freiburg all diesen Charakteristiken. Ihre Verfügbarkeit, die für eine optimale Nutzung unerlässlich ist, ist jedoch nicht genügend gewährleistet, sei es, weil sie nicht numerisiert sind, sei es, weil ihr Zugriff schwierig ist.

Die amtliche Vermessung wird für das Kantonsgebiet nicht einheitlich gehandhabt. Für gewisse Teile desselben sind die Daten auf graphisch abgegriffene Vermessungen begründet; die neuesten sind vollnumerische Daten. Am 30. November 2002 war der Stand der Vermessung wie folgt:

- numerische Vektordaten: 26 %,
- Vektordaten, vertragsgemäss in Arbeit: 18 %,
- definitiv anerkannte, graphisch abgegriffene Katasterpläne: 18 %,
- provisorisch anerkannte, graphisch abgegriffene Katasterpläne: 33 %, wovon 9 % angeordnete Katasteraufnahme (Submissionsverfahren in Vorbereitung),
- Seen: 5 %.

Die Numerisierung der Vermessungsdaten ist für die Gewährleistung deren Verfügbarkeit notwendig. Sie wird entweder auf Grund von bereits in Kraft stehenden eidgenössischen Vermessungen durchgeführt, für die das eidgenössische Grundbuch eingeführt wurde (Erneuerung oder provisorische Numerisierung), oder bei neuen Parzellarvermessungen, die der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches vorangehen (s. Art. 38 Schlusstitel ZBG). Die eidgenössische Vermessungsdirektion (V+D), die die Gesamtleitung und die Oberaufsicht über die amtliche Vermessung ausübt, hat auf diesem Gebiet eine Strategie entwickelt, und die Kantone müssen sich daran halten. Im März 2002 wurde zum ersten Mal im Kanton Freiburg eine koordinierte Planung für die Vermessungsarbeiten und die Anlegung des eidgenössischen Grundbuches verabschiedet.

1.3 Notwendigkeit einer Revision und Leitlinien

Mehrere Faktoren führten zu den materiellen Änderungen des Gesetzes. Acht Leitlinien seien hier aufgeführt:

1. Die neue Parzellarvermessung, die in der Regel der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches vorangeht, beginnt gegenwärtig mit einer *Generalrevision der Grenzen*, die dann von den eigentlichen Vermessungsarbeiten gefolgt wird. Diese Revision umfasst die Kontrolle und die möglichen Verbesserungen der bestehenden Grenzen sowie die Kontrolle und Instandstellung der Grenzpunktversicherung (Art. 53 KVG). In Anbetracht des Zustandes der heutigen Pläne hat der Bund einige Kantone, darunter auch den Kanton Freiburg, davon dispensiert, systematische Generalrevisionen durchführen zu müssen. Diese Massnahme sollte für unseren Kanton eine pauschale Verkürzung der Vermessungsausgaben um etwa 25 Millionen Franken zur Folge haben und sie von über 80 auf 56 Millionen Franken bringen. Der Kanton Freiburg will von dieser Möglichkeit Gebrauch machen, um einerseits die Ausgaben zu reduzieren, und um andererseits die Neuvermessungen und die Anlegungen des eidgenössischen Grundbuches zu beschleunigen. Die Notwendigkeit, diese Arbeiten voranzutreiben ist um so grösser, als im Rahmen der Reform des Finanzausgleichs und der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen der Betrag der Bundessubventionen, die gegenwärtig dem Kanton, den Gemeinden und den Eigentümern zu Gute kommen, eine drastische Kürzung erfahren könnten. Diese Lösung erleichtert zudem die Planung der Vermessungsarbeiten. Das Fehlen der Generalrevision der Grenzen könnte sicherlich längerfristig die Qualität der Vermessung mindern, vor allem im Gelände. Dieser Nachteil steht jedoch in keinem Verhältnis zu den Vorteilen, die die vorgesehene Formel bietet. Dies umso mehr als den Eigentümern die Möglichkeit erhalten bleibt, im Rahmen einer Neuvermessung, auf ihre Kosten, eine Revision der Grenzen ihrer Liegenschaften zu verlangen.

Im gleichen Sinne und um im Besonderen die gemachte Planung zu berücksichtigen, werden in Zukunft die Werkverträge für die neuen Parzellarvermessung Gegenstand eines einzigen Vertrages zwischen dem Staat (der die Kostenvorschüsse leistet) und der beauftragten Geometerin oder dem beauftragten Geometer sein. Gemäss dem jetzigen Gesetz sind die Arbeiten der Generalrevision der Grenzen Inhalt eines Vertrages zwischen der Gemeinde, die die Kostenvorschüsse leisten muss, und der Geometerin oder dem Geometer; ein anderer Vertrag zwischen Staat und Geometerin oder Geometer beinhaltet dann die Arbeiten der Neuvermessung. Der Anteil der Gemeinde an die Vermessungskosten wird ihr übrigens nicht mehr wie bisher in einem Mal bei Abschluss der Arbeiten in Rechnung gestellt werden, sondern sie wird sie in 4 Raten im Verlauf der Arbeiten bezahlen können.

2. Die VAV und die Technische Verordnung vom 10. Juni 1994 über die amtliche Vermessung (TVAV; SR 211.432.21) haben die *gültige Reglementierung auf Bundesebene* von Grund auf geändert, namentlich wegen dem neuen Vermessungskonzept, das auf die Idee der übereinander liegenden Ebenen ausgerichtet ist, und wegen der technischen Entwicklungen auf diesem Gebiet. Die neue Reglementierung enthält unter anderem neue Konzepte (Ersterhebung, Erneuerung,

provisorische Numerisierung, periodische Nachführung) und gewisse Definitionen, denen die kantonalen Bestimmungen entsprechen müssen. Das AVG regelt schliesslich die Punkte, die vom Bund der Kompetenz der Kantone überlassen wurden (s. dazu die Art. 7 Abs. 3, 10, 12, 17 Abs. 2, 21 Abs. 1 und 2, 23 Abs. 2, 25 Abs. 2, 28 Abs. 3, 34 Abs. 2, 36 Abs. 1, 38 Abs. 2, 42 Abs. 1, 44 Abs. 1, 45 Abs. 2, 49, 55 Abs. 1 VAV). Der vorgelegte Text berücksichtigt die letzten auf Bundesebene vorgenommenen Änderungen, die auf den 1. April 2003 in Kraft getreten sind (Bundesverordnung vom 7. März 2003 betreffend die VAV und Bundesverordnung vom 11. März 2003 betreffend die TVAV – der vollständige Text ist jeweils in elektronischer Form in der SR 211.432.2 und SR 211.432.21 veröffentlicht).

3. Der Bund hat dem Kanton die Kontrolle der *landwirtschaftlichen Nutzflächen* (LNF) anvertraut, und dieser hat sich vertraglich verpflichtet, diese Kontrollen bis Ende 2006 durchzuführen, um die Bundessubventionen (Direktzahlungen) auf dem Gebiet der Landwirtschaft zu optimieren. Diese Kontrolle wurde nötig durch die Tatsache, dass die Grenzen zwischen Wald und LNF, wie sie in den Grundbuchdokumenten dargestellt sind, oft mit der Wirklichkeit nicht übereinstimmen. Die Durchführung dieser Operation setzt voraus, dass die Daten, auf welche diese sich abstützt, numerisiert sind. Dies wird mit einer von den Geometern auf Grund eines mit dem Staat abgeschlossenen Vertrages ausgeführten provisorischen Numerisierung verwirklicht. Dieser Numerisierung folgt dann die Kontrolle der LNF mit Orthophotos. Die neue Reglementierung erleichtert diese Planung.
4. Die Bundesgesetzgebung, im Besonderen das *Gesetz vom 6. Oktober 1995 über den Binnenmarkt* (BGBM), das am 1. Juli 1996 in Kraft getreten ist, unterwirft Einschränkungen zum freien Marktzugang strengen Auflagen. Aus diesem Grunde müssen gewisse Bestimmungen, die die Geometer betreffen, geändert werden, hauptsächlich weil das heutige Gesetz die Ausübung des Berufes des amtlichen Geometers einem kantonalen Patent unterstellt. Ferner müssen die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU sowie die Harmonisierungsregeln gegenüber den Bürgern der Mitgliedstaaten der Europäischen Freihandelszone (EFTA) berücksichtigt werden. In diesem Zusammenhang müssen die von den Geometern ausgeübten *Aktivitätsbereiche* unterschieden werden:
 - a. Gewisse Arbeiten der amtlichen Vermessung, die von der Bundesgesetzgebung aufgezählt sind, dürfen nur durch patentierte Ingenieur-Geometer oder Inhabern eines gleichwertigen, vom Bund anerkannten Titels ausgeführt werden (Art. 5 und 44 VAV). Das eidgenössische Patent oder der gleichwertige Titel gestatten es seiner Inhaberin oder seinem Inhaber, diese Arbeiten in der ganzen Schweiz auszuführen, ohne dass die Kantone berechtigt wären, zusätzliche Bedingungen zu stellen, wie namentlich diejenige des Wohnsitzes (Art. 1 der Verordnung über das eidgenössische Patent für Ingenieur-Geometerinnen und -Geometer; SR 211.432.261). Das Inkrafttreten der bilateralen Verträge hat keine Änderung der Bundesgesetzgebung nach sich gezogen (der Bund hatte schon 1997 die Bedingung der Schweizer Nationalität für die Erlangung des eidgenössischen Patent aufgehoben).

Was das Recht, amtliche Vermessungsarbeiten auszuführen, betrifft, so sieht der Gesetzesentwurf keine anderen Bedingungen vor, als sie vom Bundesgesetz vorgesehen sind. Im Besonderen hebt er die Anforderung eines kantonalen Patentes auf, dessen Verleihung vom Wohnsitz im Kanton abhängig war (Art. 7 Abs. 2 Bst. e KVG; Art. 9 und 10 des AVG), und ändert die entsprechenden Bestimmungen in den anderen Gesetzen (s. Art. 115 bis 118 AVG). So ist das kantonale Recht nicht nur der Bundesgesetzgebung über die amtliche Vermessung und der Bundesgesetzgebung über den Binnenmarkt (freie Marktwirtschaft) angepasst, sondern es ist auch kompatibel mit den bilateralen Verträgen Schweiz-EU (Arbeitnehmerfreizügigkeit und Dienstleistungsfreiheit) sowie mit den Harmonisierungsregeln dieser Verträge gegenüber den Bürgern der anderen EFTA-Mitgliedstaaten (Gleichstellung der EU-Bürger und der Bürger der anderen EFTA-Mitgliedstaaten).

- b. Die Aktivitäten der *Nachführung und Aufbewahrung der Daten der amtlichen Vermessung* (Erhaltung, Aufbewahrung) entsprechen einer öffentlichen Aufgabe, die darin besteht, ständig deren Integrität, Verlässlichkeit und Sicherheit zu gewährleisten. Die Kantone sind dafür gegenüber dem Bund verantwortlich. Dieser verlangt von ihnen, dass, wenn sie nicht durch juristische Personen des öffentlichen Rechts ausgeführt werden, sie durch patentierte Ingenieur-Geometer ausgeführt werden (Art. 44 Abs. 2 VAV). Das AVG gebraucht diese zweite Möglichkeit. Wegen des höchst staatlichen Charakters dieser Aufgabe, die einem qualifizierten öffentlichen Interesse entspricht, stellt er noch weitere Anforderungen. Artikel 76 Absatz 1 AVG bestimmt, dass der Aufbewahrungsgeometer amtlicher Geometer sein muss, d.h. dass er die in seinem Artikel 32 Absatz 1 definierten besonderen Bedingungen erfüllen muss. Das AVG verlangt, dass der patentierte Geometer über einen Wohnsitz und über ein genügend ausgerüstetes Büro im Kanton verfügt, um so im Besonderen den Erhalt der Integrität der Daten im Kanton zu garantieren und jederzeit deren Zugänglichkeit zu gewährleisten. Die besondere Begründung dieser ohne Diskriminierung gesetzten Einschränkungen lässt auf ihre Kompatibilität mit der Bundesgesetzgebung über den Binnenmarkt (freie Marktwirtschaft) schliessen wie auch mit den bilateralen Verträgen Schweiz-EU (Arbeitnehmerfreizügigkeit, genauer mit der Dienstleistungsfreiheit) und mit ihren Harmonisierungsregeln gegenüber der EFTA.
- c. Art. 55 des Schlusstitels des ZGB überlässt es den Kantonen zu bestimmen, in welcher Weise auf ihrem Gebiet die öffentliche Beurkundung hergestellt wird, der in der Regel alle Eigentumsübertragungen von Grundeigentum unterstellt sind (Art. 657 ZGB). In unserem Kanton ist die *Ausfertigung öffentlicher Urkunden* von Eigentumsübertragungen im Allgemeinen den Notaren vorbehalten. Das KVG gesteht jedoch den Geometern die Fähigkeit zu, gewisse Urkunden auszufertigen, vor allem wenn es sich dabei um Flächen von geringer Bedeutung handelt.

Die neue Reglementierung übernimmt diese Prinzipien, behält diese Kompetenz jedoch den patentier-

ten Geometern vor und stellt, ohne Diskriminierung, noch andere Bedingungen, ähnlich denjenigen, die von den Notaren gefordert werden (Art. 32 AVG). Diese Forderungen sind sowohl mit der Bundesgesetzgebung über den Binnenmarkt als auch mit den Verträgen Schweiz-EU und mit ihren Harmonisierungsregeln gegenüber der EFTA kompatibel. Dazu setzt sie die Ausübung der Amtshandlung ein (die Handlungen einer Amtsperson entziehen sich der freien Marktwirtschaft; sie bilden eine Ausnahme zur Arbeitnehmerfreizügigkeit, insbesondere der Dienstleistungsfreiheit).

5. Diese Totalrevision bietet ebenfalls die Möglichkeit, die Regeln des SVOG anzuwenden, namentlich indem auf Gesetzesebene eine neutrale Benennung für die Verwaltungseinheiten ersten und zweiten Grades gebraucht wird («zuständige Direktion», respektive «das für die amtliche Vermessung spezialisierte Amt»). Der Titel «Kantonsgeometer», Begriff, der in Art. 80a der Bundesverordnung über das Grundbuch erwähnt ist, wird hingegen übernommen.
6. Ein Landinformationssystem existiert auf Kantonebene (man spricht gewöhnlich vom System SYSIF). Die Annahme eines neuen Gesetzes über die amtliche Vermessung bietet die Gelegenheit, diesem System eine Grundlage zu geben, nicht ohne seine Aufgabe zu definieren (s. Art. 27 Abs. 2 AVG).
7. Diese Neugestaltung des Gesetzes bot auch die Gelegenheit, gewisse Prinzipien über das *Funktionieren der Vermessung* zu überdenken. Es schien im Besonderen nützlich, auf folgenden Gebieten Verbesserungen anzubringen:
- 1) Das AVG schlägt vor, ganz allgemein darauf zu verzichten, den Geometern *Tarife* vorzuschreiben (s. Art. 11 ff. KVG). Es ist nämlich tatsächlich zweifelhaft, ob solche Tarife mit den Anforderungen des BGBM vereinbar sind. Übrigens können sich die Einzelnen mit der Abschaffung der Nachführungskreise an die Geometerin oder den Geometer ihrer Wahl wenden, was im Prinzip zur Folge hat, dass sich die Konkurrenzfreiheit auch auf das Tarifwesen anwirkt. Ein obligatorischer Tarif könnte nur vorgesehen werden, wenn er durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt ist, was nicht der Fall ist. Die seit der Abschaffung der Nachführungskreise gemachten Erfahrungen sind übrigens positiv ausgefallen. Seine Anwendung würde strikte Kontrollen voraussetzen, wie es gegenüber den Notaren der Fall ist; beide Berufe sind jedoch unter dem Gesichtspunkt der allgemeinen Aufgaben, die ihren Ausführenden vorgeschrieben sind, nicht vergleichbar. Dieser Verzicht könnte längerfristig sicherlich eine Qualitätsverminderung der amtlichen Vermessung zur Folge haben, und zwar im Falle wo Geometer, um die Kosten niedrig zu halten, auf dem Gebiet der Vermarkung die Feldarbeit vernachlässigen würden. Es wird jedoch Aufgabe des für die amtliche Vermessung spezialisierten Amtes, gegenwärtig Amt für Vermessung und Geomatik (VGA) genannt, auf Grund von Art. 5 Abs. 1 Bst. c AVG zu intervenieren. Beim Erstellen seiner Rechnungen wird der Geometer sich von den auf Bundesebene bestehenden Tarifen oder von denjenigen inspirieren können, die von der Konferenz der kantonalen Vermessungsämter genehmigt wurden.

Das Prinzip der Tariffreiheit kennt zwei Ausnahmen. Die erste Ausnahme ist in Artikel 12 AVG enthalten: ein Tarif wird für die jährliche Nachführung der Vermessungsdokumente und die Katastererstellung der Gebäude festgesetzt, weil diese Verrichtungen auf Grund eines mit dem Staat abgeschlossenen Vertrages durchgeführt werden. Die zweite steht in Artikel 80 Absatz 2 AVG. Es handelt sich um den Fall, wo eine mit der Durchführung einer Neuvermessung, einer Erneuerung oder einer provisorischen Numerisierung beauftragte Geometerin oder ein beauftragter Geometer über das Monopol der Nachführungsarbeiten verfügt. In diesem Fall muss dafür gesorgt werden, dass diese Geometerin oder dieser Geometer diese Gelegenheit nicht benutzt, um Preise zu praktizieren, die allzu sehr von denjenigen abweichen, die seine Kollegen praktizieren.

- 2) Die Artikel 14 bis 17 KVG sehen *Disziplarmassnahmen* gegen die Geometer vor. Das AVG schlägt vor, aus folgenden Gründen auf solche Massnahmen zu verzichten: Artikel 27 der Bundesverordnung über das Patent sieht bereits den Entzug des Geometerpatentes unter gewissen Bedingungen vor. Dieser Entzug hat natürlich zur Folge, dass die davon betroffene Person auf Kantonsebene die einem patentierten Geometer vorbehaltenen Aufgaben nicht erfüllen kann. Im Übrigen ist eine Haftung dieser Art für das Staatspersonal aufgehoben worden. Ferner waren Disziplarmassnahmen hauptsächlich auf dem Gebiet der Nachführung gerechtfertigt. Mit der Abschaffung der Nachführungskreise und der Zentralisierung der informatisierten Daten hat diese Aktivität stark an Bedeutung verloren. In Wirklichkeit genügt die zivilrechtliche Haftung, um die im Rahmen ihrer privaten Tätigkeit begangenen Fehler der Geometer zu sanktionieren. Was die Beziehungen zum Staat betrifft, so hat das VGA darauf zu achten, dass der Zuschlag der Arbeiten nicht an Geometer geht, deren Arbeitsqualität nicht einwandfrei ist.
- 3) Die von den Geometern erstellten Verbale können gegenwärtig nur im Grundbuch eingetragen werden, nachdem sie vom VGA visiert wurden (Art. 81 des Ausführungsreglements vom 20. Dezember 1988 zum Gesetz über die Katastervermessung – ARKVG). In Zukunft soll, um Zeit zu gewinnen, die Hinterlegung der Verbale ohne Visa gestattet sein. Dazu müssen die Geometer einerseits das Verbal selbst und andererseits die technischen Dokumente beim Grundbuchamt hinterlegen. Die Grundbuchverwalter melden dann in Anwendung von Artikel 92 AVG jede Eintragung eines Verbales dem VGA; die Modalitäten dazu werden im Reglement festgehalten.
- 4) Das Verwaltungssystem der Bundessubventionen wird gegenwärtig nicht vom KVG bestimmt. Artikel 31 AVG soll diese Verwaltung erleichtern und den Einsatz dieser Subventionen optimieren, indem das System eines Fonds eingeführt wird. Die Vermessungsarbeiten sind Gegenstand von Mandaten und jährlichen Leistungsvereinbarungen zwischen der V+D und dem VGA. Dank der Errichtung dieses Fonds, der von der Bundesverwaltung empfohlen wird, werden die Bundesbeteiligungen in Form von jährlichen Anzahlungen gemäss der vertragli-

chen Planung der Arbeiten geleistet und nicht mehr gemäss der tatsächlichen Ausführung derselben. Der Fonds wird ebenfalls durch die Beteiligungen Dritter (LNF-Subventionen, Beteiligungen der Nationalstrassen) und die Beteiligungen der Gemeinden und der Grundeigentümer gespeist. Dies wird es namentlich dem Staat ermöglichen, über die notwendigen Finanzmittel für die Verwirklichung des geplanten Programms zu verfügen.

8. Seit mehreren Jahren üben gewisse Freiburger Geometer wie auch in anderen Kantonen ihre Tätigkeit im Rahmen einer Gesellschaft mit juristischer Persönlichkeit aus (Aktiengesellschaft oder Gesellschaft mit beschränkter Haftung). Gemäss Artikel 44 Absatz 2 VAV, der für die Kantone zwingend ist, dürfen die den Geometern anvertrauten Vermessungsarbeiten nur von patentierten Geometern in Person ausgeführt werden. Diese Bundesforderung ist nicht ohne Folgen für die Vertragsabschlüsse (im Besonderen für die vom Staat abgeschlossenen Verträge für Neuvermessungen oder Aufbewahrung der Dokumente) und die zivilrechtliche Haftung (die von der Geometerin oder vom Geometer selbst getragen werden muss). Die gesetzliche Regelung wird trotzdem nicht geändert.

1.4 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Im Zusammenhang mit den finanziellen und personellen Folgen des neuen Gesetzes muss man unterscheiden zwischen den Aktivitäten der Neuvermessung (a.), der Erneuerung und der provisorischen Numerisierung (b.) sowie des Unterhalts im Allgemeinen (c.). Auf dem Gebiet des Unterhalts führt der Entwurf neue Tarifbestimmungen ein, insbesondere was die Katasteraufnahme der Gebäude betrifft (d.). Im Allgemeinen sieht man, dass im Zusammenhang mit den Arbeiten, die nicht den Unterhalt betreffen, von 56 Millionen Franken, die in den nächsten 10 Jahren noch in die amtliche Vermessung investiert werden müssen, 39 Millionen von den direkten, vom Bund bezahlten Subventionen stammen (die in den Fonds für die Verwirklichung des Vermessungsprogramms fliessen) während die Beteiligungen der Grundeigentümer, der Gemeinden und des Staates ungefähr je 5,5 Millionen ausmachen.

- a. Auf dem Gebiet der *Neuvermessung* betreffen die finanziellen Folgen des Entwurfs sowohl den Staat wie auch die Gemeinden und die Grundeigentümer. Sie bestehen auf Grund der Aufgabe der Generalrevision der Grenzen im Wesentlichen in einer bedeutenden Verminderung der Vermessungskosten.

Der Entwurf sieht *für den Staat* eine gewisse Verminderung der Gesamtkosten vor. Die bereits 2002 gemachten Erfahrungen zeigen, dass die Vorbereitungsarbeiten für die Submissionen eine bessere Einschätzung jeder besonderen Situation gestattet und so zu einer Kosteneinsparung führt. Wenn früher die Bundessubventionen in einem Male am Ende der Arbeiten bezahlt wurden, so garantieren (ab 1998) die Verträge und Leistungsvereinbarungen zwischen dem Staat (durch das VGA) und dem Bund (durch die V+D) die Bezahlung der Bundessubventionen in Form von jährlichen Anzahlungen im Verhältnis zur vertraglichen Planung der Arbeiten. Die Bundesvergütungen belaufen sich gegenwärtig auf 60 % für die Bauzone, 90 % für die Bergzonen und 75 % für die Zwischenzone. Die Anwendung des gleichen Systems jährlicher

Anzahlungen erlaubt es dem Staat, bereits über 70 bis 90 % der für die Verwirklichung der Arbeiten notwendigen Beträge zu verfügen.

Mit dem neuen Fakturationssystem der Anzahlungen dürften die *Gemeinden* bedeutende Einsparungen machen. Sie müssen nämlich keine Kostenvorschüsse für die Generalrevision mehr leisten (aufgeben) und ziehen auch Nutzen aus den Bauzinsen, die das alte System einbezog. Im Übrigen profitieren sie direkt von der Aufgabe der Generalrevision der Grenzen, da sie im Allgemeinen Eigentümerinnen von zahlreichen Liegenschaften sind.

Die *Eigentümer* haben die grösste Ersparnis, weil sie nicht mehr verpflichtet sind, die Materialisierung ihrer Grenzen wiederherzustellen. Ihr Anteil an die Vermessung (ein Drittel der Restkosten nach Abzug der Bundesbeteiligung) wird nach Abschluss der Vermessungsarbeiten einkassiert, d.h. vor den Arbeiten zur Einführung des eidgenössischen Grundbuches.

- b. Auf dem Gebiet *der Erneuerungen und der provisorischen Numerisierungen* besteht die wichtigste Folge im Kostenvorschuss. Bis anhin wurde dieser Vorschuss von der betroffenen Gemeinde geleistet. In Zukunft wird der Staat es tun, was die Verwirklichung der Arbeiten erleichtert und zur Einhaltung der Planung beiträgt. Wie bei den Neuvermessungen leisten der Bund und die Gemeinden ihren Beitrag im Verhältnis zum vertraglichen Fortschreiten der Arbeiten. Die Regeln für die Kostenverteilung bleiben dieselben.
- c. Beim *Unterhalt* wurden die anzuwendenden Prinzipien nicht grundlegend geändert. Es muss jedoch erwähnt werden, dass im Allgemeinen die Kosten für die Nachführung der numerischen Daten höher sind als die angewandten Preise für die alten Vermessungen (10 bis 30 % je nach Art der Dokumente). Diese Nachführung erfordert in der Tat im Vergleich zur Nachführung graphischer Grundlagen zusätzliche Einrichtungen. Dieser Nachteil muss jedoch im Hinblick auf die grossen Vorteile der Verwaltung der numerisierten Daten hingenommen werden: die Möglichkeit von Auszügen und direkten Wiedergaben von graphischen Dokumenten (Pläne) für die Eigentümer und die Gemeinwesen, der Gebrauch der Daten für die Analyse von Planungen, die Verfügbarkeit der Daten über Internet. Die Verallgemeinerung der Informatik, die Vereinfachung der Systeme und eine zu erwartende grössere Verlässlichkeit sollten in Zukunft jedoch zu einer Verbilligung dieser Einrichtungen führen.
- d. Die Dokumente der amtlichen Vermessung müssen das Vorhandensein neuer Gebäude oder Gebäude, deren Konfiguration abgeändert wurde, aufführen. Die Nachführung dieser Dokumente geschieht auf Grund eines «Gebäudeverbals» (Art. 86 AVG). Das Verfahren wird durch eine Anzeige der kantonalen Gebäudeversicherungsanstalt (KGV) ausgelöst. Nach Sichtung der Schätzungsprotokolle (etwa 10'000 pro Jahr) beauftragt das VGA eine patentierte Geometerin oder einen patentierten Geometer mit der Katasteraufnahme der Gebäude, für die eine Änderung in den Vermessungsdokumenten vorgenommen werden muss (etwa 1'200 pro Jahr); das VGA bezahlt die Geometerin oder den Geometer nach den effektiven Kosten der Leistung. Diese Kosten variieren in Funktion namentlich der in Kraft stehenden Dokumente und der Lage des betreffenden Gebäudes. Diese Bezahlung

geschieht durch Belastung der Position 3760/318.052 mit budgetierten 1,5 Millionen Franken. Das VGA stellt dann dem Eigentümer eine Gebührenrechnung zu, die der Position 3760/434.015 kreditiert wird. Die Rechnung berechnet sich nach dem Wert des Gebäudes (in Tranchen von 100 000 Franken). Die Differenz zwischen Einnahmen und Ausgaben in der Grössenordnung von 10 % der Gesamtkosten dieser Operation (etwa 200 000 Franken pro Jahr) deckt die eigenen Kosten des VGA. Dieses auf dem Ausgleichsprinzip basierende System bietet zahlreiche Vorteile, die dessen Erhalt rechtfertigen und die bereits am 10. November 1999 vom Grossen Rat wieder anerkannt wurden:

- es garantiert, dass die Nachführungsarbeiten der Gebäude auch tatsächlich durchgeführt werden; ihre Ausführung hängt nicht vom Willen oder der finanziellen Situation des Eigentümers ab; die Geometerin oder der Geometer ist versichert, dass sie oder er bezahlt wird;
- dieses System ist für die Eigentümer ausgleichend, denn dadurch übernehmen die Eigentümer grösserer Bauten einen Teil der Kosten für die Gebäude von geringerem Wert (vergleichbar mit dem Notariatstarif) und sichern so eine gleichmässige Nachführung der Gebäude auf dem ganzen Kantonsgebiet (sowohl in der Stadt wie auf dem Lande, in der Ebene wie in Berggebieten); es garantiert ferner durch die gemachte Verteilung eine gewisse Gleichbehandlung der Geometer;
- dieses System ist praktisch, denn es gestattet es, auf eine rationelle und kostengünstige Weise, die zur Katasteraufnahme der Gebäude notwendigen Operationen zu verwalten; diese bieten oftmals die Möglichkeit, die Grundbuchbeschreibungen zu bereinigen (Vereinigungen, Korrektur von Fehlern, Anpassung der Dienstbarkeiten, usw.);
- dieses System gestattet es, im Rahmen eines Mandats, gewisse Unterhaltsarbeiten des Katasters vorzufinanzieren, wie etwa das Setzen von Fixpunkten (LFP3) für mehrere Gebäude.

Das AVG sieht eine zweifache Erhöhung des im Tarif für die Katasteraufnahme der Gebäude vorgesehenen Maximalbetrages vor (s. unten ad Art. 87 AVG). Diese Erhöhung ist an die voraussehbare Zunahme des Gebietsanteils gebunden, für den die Vermessungsdaten numerisiert wurden (s. oben Bst. c); sie wird hingegen zu keinem Gewinn für den Staat führen. Es ist übrigens der Staatsrat, der einen Tarif beschliessen muss, der auf die Einhaltung dieses Grundsatzes achten wird.

Übrigens haben die neuen Bestimmungen a priori keine Auswirkungen auf den Personalbestand des Amtes. Die Arbeitsvorgänge werden vor allem für die Ausführenden, nämlich die privaten Geometerbüros, vereinfacht, was zu einer Erhöhung der Katasteraufnahmen im Hinblick auf das Erreichen der gesteckten Ziele führen wird.

1.5 Eurokompatibilität

Die Gesetzgebung auf dem Gebiet der amtlichen Vermessung wird im Rahmen des Notwendigen den bilateralen Verträgen und den Harmonisierungsregeln gegenüber den Bürgern der EFTA-Staaten angepasst (s. oben 1.3.4).

1.6 Titel und Aufbau des Gesetzes

Im Hinblick auf die durch die VAV auf Bundesebene eingeführten Begriffe ist eine Änderung des Titels des gegenwärtigen Gesetzes (über die «Katastervermessung») mit der Annahme eines neuen Gesetzes über «die amtliche Vermessung» von Nöten. Der Aufbau ist dem des KVG ähnlich. Der Text ist in vier Titel unterteilt: Der erste enthält die allgemeinen Bestimmungen. Im Gegensatz zum heutigen Gesetz sieht das AVG vor, die neue Reglementierung mit der Aufführung des Zwecks des Gesetzes (Art. 1 AVG) und durch Definitionen (Art. 2 und 3 AVG) einzuführen, wovon einige von der VAV übernommen wurden. Diese Bestimmungen sind sowohl auf die Neuvermessungen wie auch auf den Unterhalt anwendbar. Der zweite Titel (Art. 39 ff.) betrifft die neue Parzellarvermessung. Die Reihenfolge der Bestimmungen wurde unter Berücksichtigung der Aufgabe der Generalrevision der Grenzen und der chronologischen Folge der aufeinander folgenden Arbeitsabläufe geändert. Der dritte Titel (Art. 76 ff. AVG) betrifft den Unterhalt des Vermessungswerkes. Der vierte Titel (Art. 107 ff. AVG) enthält die Übergangs- und Schlussbestimmungen.

2. KOMMENTAR ZU DEN NEUEN GESETZESBESTIMMUNGEN

Unter Berücksichtigung des Umfeldes bei der Abfassung des neuen Gesetzes haben die nachfolgenden Kommentare zum Hauptziel, die neuen Bestimmung in Bezug zum KVG und zur neuen Bundesreglementierung zu bringen und spezieller gegebenenfalls auf die Abweichungen aufmerksam zu machen.

Artikel 1

Artikel 1 setzt die Ziele des Gesetzes. Absatz 1 bezieht sich auf den Erwerb (durch die Ausführung von Feldarbeiten und die Erfassung der gesammelten Daten), die Verwaltung (d.h. die Art der Behandlung der Daten, insbesondere im Hinblick auf die Anforderungen der LIS), die Nachführung (im Hinblick auf den Unterhalt) und die Abgabe (namentlich auf dem Gebiet der Ausgabe von Auszügen und der Einsichtnahme) der Daten der amtlichen Vermessung. Diese Reglementierung ergänzt die Bundesgesetzgebung (im Besonderen die VAV und die TVAV).

Absatz 2 weist darauf hin, dass das Gesetz die Möglichkeit bietet, auf Kantonsebene die Gebiete zu regeln, die vom Bundesrecht der Kompetenz der Kantone überlassen wurde (s. oben 1.3.1).

Absatz 3 bestimmt, dass das Gesetz hauptsächlich die Arbeiten der Geometer betrifft, und definiert die ihnen anvertrauten Aufgaben.

Artikel 2

Diese Bestimmung übernimmt aus didaktischen Gründen die in Artikel 1 VAV gegebene Definition.

Artikel 3

Diese Bestimmung übernimmt in einer anderen Form und unter Berücksichtigung der Definitionen der VAV das Prinzip von Artikel 1 Absatz 1 KVG. In Absatz 1 wer-

den die Elemente der amtlichen Vermessung aufgeführt. Im Wesentlichen übernimmt sie die in Artikel 5 VAV enthaltene Liste. In Bst. b entsprechen die Datenmodelle dem Datenkatalog. Diese Daten entsprechen einerseits denjenigen, die durch die VAV vorgesehen sind, und andererseits denjenigen, die in Anwendung von Artikel 10 VAV auf kantonaler Ebene vorgesehen sind. Bst. e drückt klar Artikel 5 Bst. e VAV aus («die Dokumente der amtlichen Vermessung alter Ordnung»).

Absatz 2 zählt aus einer dynamischen Perspektive die verschiedenen Arbeitsschritte auf, die die Ausführung der amtlichen Vermessung beinhaltet. Die Definition der Vermarkung (Bst. a) entspricht derjenigen in Artikel 11 VAV. Die Definition der Neuvermessung (Bst. b) ist von Artikel 28 KVG inspiriert.

Artikel 4

Diese Bestimmung übernimmt die im Artikel 2 KVG aufgeführten Prinzipien. Die Abfassung entspricht den Forderungen der SVOG (neutrale Benennung auf Gesetzesebene der Verwaltungseinheiten; gegenwärtig ist die verantwortliche Direktion die Finanzdirektion und das spezialisierte Amt ist das VGA).

Artikel 5

Artikel 42 VAV bestimmt, dass die Kantone eine Vermessungsaufsicht unter der Leitung einer patentierten Ingenieur-Geometerin oder eines patentierten Ingenieur-Geometers bezeichnen. Dieses Amt leitet, überwacht und verifiziert die Arbeiten der amtlichen Vermessung; es sorgt für die Koordination der amtlichen Vermessung mit anderen Vermessungsvorhaben und Landinformationssystemen (Art. 42 Abs. 2).

Artikel 5 AVG übernimmt diese Grundsätze und ergänzt sie mit den in Artikel 3 Abs. 1 KVG aufgeführten spezifischen Ausgaben des VGA. Diesen Aufgaben wird ausdrücklich die Nachführung der Daten der amtlichen Vermessung im Rahmen der Landinformationssysteme hinzugefügt (Abs. 1 Bst. d). Es spielt dabei keine Rolle, ob diese Systeme auf Kantons- oder Gemeindeebene erstellt wurden: wenn eine Gemeinde ein solches System einführen will, setzt das VGA als Eigentümerin der Daten der amtlichen Vermessung die Regeln für die Nutzung dieser Daten fest und übernimmt für deren Integration eine Beraterfunktion.

Absatz 2 erlegt dem VGA auf, die notwendigen Massnahmen in Sachen Datensicherheit zu treffen. Diese Regel ist weiter abgefasst als die in Artikel 137 KVG enthaltene Regel (die im Zusammenhang mit dem Unterhalt der Vermessungsdokumente nicht so übernommen wurde).

Absatz 3 übernimmt den Wortlaut von Artikel 3 Absatz 3 KVG. Wie in Artikel 42 Absatz 1 VAV aufgeführt, muss die Kantonsgeometerin oder der Kantonsgeometer Inhaberin oder Inhaber eines eidgenössischen Patentes für Ingenieur-Geometer sein.

Artikel 3 Absatz 5 KVG bestimmt, dass das VGA technische oder administrative Weisungen erlässt. Eine solche Regel wird wegen den Forderungen der SVOG im AVG nicht übernommen. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 dieses Gesetzes obliegt die Kompetenz, Ausführungsbestimmungen zu Gesetzen zu erlassen, nämlich dem Staatsrat, der den Direktionen (und nicht den Verwaltungseinheiten

zweiten Grades) die Kompetenz, solche Weisungen zu erlassen, delegieren kann, und zwar auch nur dann, wenn die Delegation zweitrangige Punkte oder solche rein technischer Natur betrifft. Der Staatsrat wird entscheiden müssen, ob er der (Finanz-) Direktion die Kompetenz übertragen will, technische Weisungen für die Geometer zu erlassen.

Ohne dass es ausdrücklich vermerkt ist, unterstehen die Kantonsgeometerin oder der Kantonsgeometer sowie des Personals des VGA der Gesetzgebung über das Staatspersonals.

Artikel 6

Die Rekurskommission in Sachen neuer Parzellarvermessungen wird beibehalten. Sie übt keine anderen Aktivitäten auf dem Gebiet der amtlichen Vermessung aus. Im Wesentlichen übernimmt Artikel 6 die in Artikel 4 KVG aufgeführten Prinzipien.

Da es sich um eine Gerichtsbarkeitsbehörde handelt, beträgt die Amtsdauer fünf Jahre; sie entspricht derjenigen, die in Artikel 6 Absatz 1 des Gesetzes vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) vorgesehen ist. Der Hinweis auf die Artikel 7 und 9 dieses Gesetzes betrifft die Bedingungen der Wählbarkeit und der Unvereinbarkeit (Abs. 2).

Die Kommission hat 8 Mitglieder. Sie tagt in der Regel mit 3 Mitgliedern (Abs. 4) je nach Sprache der zu behandelnden Fälle.

Artikel 7

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 4a KVG.

Artikel 8

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 5 KVG. Der Name der Kommission (gegenwärtig Kommission für Orts- und Flurnamen) wird jedoch der Terminologie des Bundes angepasst: gemäss Art. 7 Abs. 1 Bst. e TVAV enthält die Informationsebene «Nomenklatur» die Flurnamen, die Ortsnamen und Geländennamen.

Artikel 9

Gemäss Artikel 44 Absatz 1 VAV regeln die Kantone die Ausführung der Arbeiten durch patentierte Ingenieur-Geometer und andere Vermessungsfachleute. Der Kanton will in der Regel alle Arbeiten der amtlichen Vermessung den patentierten Ingenieur-Geometern vorbehalten. Die Bedingungen für den Erwerb des eidgenössischen Patentes sind in der Verordnung über das eidgenössische Patent für Ingenieur-Geometer aufgeführt. Gemäss Artikel 1 dieser Verordnung berechtigt das Patent seinem Inhaber, in der ganzen Schweiz amtliche Vermessungen auszuführen. Unter Berücksichtigung dieser Bestimmung sowie der Anforderungen des BGBM (s. oben 1.3.4) ist es nicht möglich, zusätzliche kantonale Bedingungen (wie sie in Art. 7 Abs. 2 KVG vorgesehen waren) vorzusehen und diese Aktivitäten dem Erwerb eines kantonalen Patentes und der Vereidigung der Geometerin oder des Geometers zu unterstellen (s. Art. 7 Abs. 1 KVG).

Artikel 10

Der Grundsatz, wonach die Arbeiten der amtlichen Vermessung nur durch patentierte Geometer (s. oben zu Art. 9) durchgeführt werden können, duldet zwei Ausnahmen:

- das VGA verfügt auf bestimmten Gebieten über eigene Kompetenzen (Art. 5 Abs. 1 AVG);
- die «anderen Vermessungsfachleute», Kategorie, die das Bundesrecht einführt aber nicht genau definiert, und auf die sich Artikel 13 AVG bezieht, können gewisse Arbeiten (s. Art. 44 Abs. 2 VAV) ausführen; diese sind in Artikel 89 AVG aufgezählt. Mutationsverbale (Art. 81 Abs. 1 AVG) und Gebäudeverbale (Art. 81 Abs. 2 AVG) können durch patentierte Geometer erstellt werden.

Artikel 11

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 13 KVG. Die Haftung des Geometers wird durch Bundesgesetz geregelt. Das Gesetz verweist auf die Regeln des Obligationenrechts (OR), insbesondere auf die Artikel 97 ff. OR was die Verletzung von vertraglichen Verpflichtungen anbelangt. Der Grundsatz, wonach das Gesetz vom 16. September 1986 über die zivilrechtliche Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger nicht anwendbar ist, spielt eine Rolle auf dem Gebiet einer in Artikel 955 Absatz 2 ZBG vorgesehenen Rückgriffsklage, d.h. wenn die Haftung des Staates wegen einer Handlung oder einer Unterlassung eines Geometers im Zusammenhang mit der Führung des Grundbuches eingebunden ist. Sie hat zur Folge, dass diese Rückgriffsklage auch eingeleitet werden kann, wenn kein Vorsatz oder keine grobe Nachlässigkeit besteht. Unter diesem Gesichtspunkt ist die Situation der Geometer weniger günstig als die der Grundbuchverwalter (Art. 4 GBG). Diese Ungleichbehandlung ist gerechtfertigt durch die Tatsache, dass diese vom Staat angestellt sind und regelmässigen Kontrollen unterzogen werden (Art. 956 ZGB).

Artikel 13 Absatz 2 KVG bestimmt, dass die amtlichen Geometer gegen die Folgen ihrer zivilrechtlichen Haftung versichert sein müssen. Das neue Gesetz übernimmt eine solche Verpflichtung nicht, da diese eine den Geometern vom Kanton auferlegte Einschränkung darstellen könnte, die im Widerspruch mit Artikel 1 der Verordnung über das eidgenössische Patent für Ingenieur-Geometer und mit den Grundsätzen des BGBM steht (s. oben 1.3.4 und zu Art. 9). Der Staat wird also bei den Vergaben darauf achten müssen, dass die Auftragsnehmer genügend versichert sind (Verhältnismässigkeit gemäss jeder konkreten Situation). Eine gesetzliche Versicherungspflicht ist jedoch vorgesehen für die amtlichen Geometer (Art. 32 Abs. 1 Bst. e AVG) und die Aufbewahrungsgemeister im Zusammenhang mit ihren Aktivitäten auf diesem Gebiet.

Artikel 12

Artikel 11 KVG sieht vor, dass die Honorartarife der amtlichen Geometer nach Anhörung ihrer Vertreter vom Staatsrat erlassen werden (Abs.1), und dass für ihre Anpassung an den Lebenskostenindex die Finanzdirektion zuständig ist (Abs. 2). Das neue Gesetz verzichtet in der Regel darauf, zwingende Tarife vorzusehen (s. oben 1.3.7.1).

Die Artikel 12 und 12a KVG ordnen auf dem Gebiet der Überprüfung der Honorarrechnung der Geometer dem VGA eine Vermittlerrolle zu. Der Gesetzesentwurf verzichtet auf dieses System, weil für die meisten geometrischen Operationen die obligatorischen Tarife aufgehoben wurden, weil die Fälle nur vereinzelt auftreten (ca. 1 pro Jahr) und weil dieses Verfahren schwerfällig ist. Die Beanstandungen werden von der Zivilgerichtsbarkeit entschieden.

Artikel 13

Gegenwärtig dürfen die «übrigen Vermessungsfachleute» auf dem Gebiet der amtlichen Vermessung nur Arbeiten durchführen, die in Artikel 89 AVG definiert sind. Es ist nicht ausgeschlossen, dass das Betätigungsfeld dieser Personen später ausgeweitet wird (s. oben zu Art. 10).

Artikel 14

Gemäss den Artikel 45 und 46 KVG müssen die auszuführenden neuen Parzellarvermessungen Gegenstand eines vom Staatsrat beschlossenen allgemeinen Programms und Gegenstand eines von der Finanzdirektion beschlossenen Ausführungsprogramms sein. Die Ausführung der Programme muss auf das gesamte Werk der amtlichen Vermessung ausgeweitet werden, wobei im Besonderen diejenigen vorzusehen sind, die auch die periodische Nachführung (Art. 91 AVG), die Erneuerungen (Art. 102 ff. AVG) und die provisorischen Numerisierungen (Art. 105 AVG) betreffen. Das allgemeine Programm berücksichtigt die Strategie des Bundes auf diesem Gebiet. In diesem Zusammenhang könnte es notwendig werden, spezielle, vom Bund bestimmte Arbeiten wie die Anpassung des Datenmodells, die Änderung des Referenzsystems usw. in das Programm aufzunehmen.

Artikel 15

Die von dieser Bestimmung betroffenen Programme entsprechen denjenigen, die in Artikel 46 KVG die Arbeiten auf dem einzigen Gebiet der neuen Parzellarvermessungen regeln. Im Gegensatz zu Artikel 46 Absatz 2 KVG ist es nicht angebracht vorzusehen, dass dieses Programm jährlich erstellt wird. Zu diesem Zeitpunkt werden die Gemeinden noch nicht angehört; sie werden es jedoch beim Entscheid über die Ausführung der Neuvermessung sein (Art. 43 AVG).

Artikel 16

Diese Bestimmung übernimmt im Wesentlichen die in Artikel 46a KVG aufgeführten Grundsätze, die durch das Gesetz vom 28. September 1993 zur Änderung des KVG eingeführt wurden. Die Festlegung des Perimeters der Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen kann anlässlich der Erstellung des allgemeinen Programms (Art. 14) oder der Ausführungsprogramme (Art. 15) erfolgen. Für diese Gebiete kann das eidgenössische Grundbuch ohne vorgängige neue Parzellarvermessung angelegt werden (Art. 13 Abs. 2 Bst. c GBG).

Artikel 17

Die Fixpunkte sind in Artikel 46 TVAV definiert. Artikel 18 KVG unterscheidet die kantonalen Fixpunkte von den

kommunalen Fixpunkten. Diese Unterscheidung spielt namentlich auf dem Gebiet der Nachführung eine Rolle: die Gemeinde trägt gemäss Artikel 130 Absatz 1 KVG die Kosten des Geometers für den Schutz und die Wiederherstellung der kommunalen Fixpunkte (wird gemäss Art. 129 Abs. 2 KVG von Amtes wegen gemacht), während der Staat die Kosten für die Wiederherstellung der kantonalen Fixpunkte zu tragen hat (Art. 131 KVG). In Wirklichkeit wird Artikel 130 AVG nicht angewandt. Ferner bestimmt Artikel 48 Absatz 2 TVAV, dass der Kanton ohne Unterscheidung für die Ersterhebung, Erneuerung und Nachführung der Fixpunkte der Kategorien 2 (Lagefixpunkte von Art. 47 Abs. 2 TVAV) und 3 (Höhenfixpunkte von Art. 47 Abs. 3 TVAV) sowie für die Verifikation der Fixpunkte der Kategorie 3 zuständig ist. Aus diesen Gründen ist diese Unterscheidung aufzuheben. Die Kosten für die Wiederherstellung der LFP3 (früher kommunale Fixpunkte) sind im Falle einer Neuvermessung oder einer Erneuerung in den Kosten dieser Unternehmungen inbegriffen; auf dem Gebiet des Unterhalts werden sie von den Eigentümern getragen.

Artikel 17 übernimmt im Wesentlichen die in Artikel 19 KVG aufgeführten Grundsätze. Der Verweis auf Artikel 46 TVAV dient zur besseren Erfassung des Begriffs der Fixpunkte.

Artikel 18

Gemäss Artikel 20 KVG werden die Fixpunkte im Grundbuch vermerkt. Eine solche Anmerkung ist jedoch nicht gerechtfertigt, wenn sich die Fixpunkte auf Grenzen oder Liegenschaften des Gemeinwesens befinden, was für den grössten Teil dieser Punkte der Fall ist. Die Pflicht einer Anmerkung beschränkt sich infolgedessen auf die anderen Fälle (Abs. 1).

Artikel 19

Gemäss den Artikeln 11 Absatz 1 VAV und 3 Absatz 2 Bst. a AVG umfasst die Vermarkung die Grenzfeststellung und das Anbringen von Grenzzeichen. Das erste Element wird durch die Artikel 13 und 14 VAV und zusätzlich Artikel 19 AVG geregelt; das zweite durch die Artikel 15 bis 17 VAV und zusätzlich Artikel 20 AVG. Artikel 19 AVG ist die Anwendungsbestimmung von Artikel 12 VAV, gemäss welcher «die Kantone im Rahmen dieser Verordnung Vorschriften über die rechtsgültige Vermarkung» erlassen.

Absatz 1 führt die Grenzen auf, die festgestellt werden müssen (und demzufolge auf dem Grundbuchplan dargestellt sein müssen). Er übernimmt den in Artikel 11 Absatz 2 VAV aufgeführten Grundsatz und dehnt ihn (auf Grund von Art. 7 Abs. 3 VAV) auf die Dienstbarkeitsgrenzen aus, sofern diese lagemässig eindeutig definiert sind; materiell entspricht diese Aufzählung derjenigen in Artikel 22 Bst. a bis c KVG. Hingegen kann die Grenzfeststellung nicht auf andere Fälle ausgedehnt werden; im Besonderen wird der Grundsatz, wonach andere Dienstbarkeiten Gegenstand einer Feststellung sein können, sofern es die Interessierten verlangen (Art. 22 Bst. d KVG), nicht übernommen, da er sehr wahrscheinlich mit der neuen Bundesgesetzgebung über die amtliche Vermessung unvereinbar ist.

Absatz 2 definiert die Art und Weise der Grenzfeststellung: in der Regel werden diese an Ort und Stelle festgestellt (Art. 13 Abs. 2 VAV). In bestimmten Fällen können

die Grenzen gestützt auf Pläne, Luftbilder oder andere geeignete Grundlagen festgestellt werden. Diese Fälle werden von den Kantonen innerhalb der in Artikel 13 Absatz 2 VAV definierten Grenzen bestimmt. Absatz 2, der eine Ausnahme zur allgemeinen Regel darstellt und restriktiv ausgelegt werden muss, übernimmt den Wortlaut dieser letzten Bestimmung, ohne jedoch diese Art der Feststellung allgemein für den Unterhalt zu gestatten. Der Begriff «landwirtschaftlicher Produktionskataster» wird von der VAV verwendet (Art. 13 Abs. 2 Bst. a und 17 Abs. 2 Bst. c VAV in der geänderten Fassung der Verordnung vom 7. März 2003 – AS 2003 S. 509); er ist gegeben durch die Verordnung vom 7. Dezember 1998 über den landwirtschaftlichen Produktionskataster und die Ausscheidung von Zonen (in der systematischen Sammlung des Bundesrechts unter Nr. 912.1).

Die Artikel 23 bis 25 KVG sehen für die Eigentümer ein kantonales Vermittlungsverfahren durch einen Geometer vor, wenn die Grenzen falsch, unbestimmt, nicht oder schlecht versichert sind. Dieses Verfahren wird selten angewandt und kann aus diesem Grunde aufgegeben werden. Den Eigentümern bleibt natürlich die Zivilklage vorbehalten.

Artikel 20

Diese Bestimmung betrifft das Anbringen der Grenzzeichen (s. oben zu Art. 19).

Absatz 1 bezeichnet, für welche Grenzen solche Grenzzeichen gesetzt werden müssen; diese Fälle sind in Artikel 11 Absatz 2 VAV aufgeführt. Artikel 17 VAV bezeichnet gewisse, vom Bundesrecht vorgesehene Fälle, wo auf Grenzzeichen verzichtet werden kann (Art. 17 Abs. 1 VAV), und überlässt den Kantonen die Möglichkeit, weitere Ausnahmen vorzusehen (Art. 17 Abs. 2 VAV).

Absatz 2 enthält diese Ausnahmen. Vorbehalten bleibt jedoch die kantonale Spezialgesetzgebung, die diese Fälle ausschliesst (wie es in Art. 3 Abs. 3 des Strassengesetzes vom 15. Dezember 1967 der Fall ist), und er überlässt es dem Reglement und den Weisungen (s. oben zu Art. 5), die noch möglichen Ausnahmen zu erweitern. Die in Absatz 2 vorgesehenen Ausnahmen sind nicht zwingend («es kann verzichtet werden»): die Geometerin oder der Geometer und die Interessierten werden entscheiden müssen, inwieweit sie von dieser Möglichkeit Gebrauch machen wollen.

Artikel 21

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 26 KVG.

Artikel 22

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 27 KVG, zu Gunsten desselben in Artikel 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG) ein Vorbehalt vorgesehen ist. Die einzige materielle Änderung betrifft den Absatz 5: das KVG sieht vor, dass die Änderung einer Gemeindegrenze, die gleichzeitig Kantonsgrenze ist, nur mit Zustimmung des Staatsrates vorgenommen werden kann. Der Entwurf möchte die Verwirklichung solcher Grenzanpassungen erleichtern, indem er sich nur auf die Genehmigung der Finanzdirektion nach Stellungnahme des VGA und des Amtes für Gemeinden beschränkt. Die Regel von Absatz 6 betref-

fend die Kostenverteilung entspricht dem Grundsatz von Artikel 76 Absatz 3 KVG.

Artikel 23

Die Terminologie des AVG wurde derjenigen der VAV angepasst (der «Katasterplan» wird durch den «Plan für das Grundbuch» ersetzt). Die Absätze 1 und 2 übernehmen den Artikel 29 Absatz 1 und 2 KVG.

Der neue Absatz 3 übernimmt den in Artikel 942 Absatz 2 ZGB aufgeführten Grundsatz, wonach der Plan für das Grundbuch ein ergänzendes Dokument des Grundbuches ist; in materieller Hinsicht bedeutet dies, dass jedes mit der Führung des Grundbuchs beauftragte Amt über die Pläne der eingetragenen Liegenschaften des Bezirks verfügen muss.

Gemäss Artikel 29 Absatz 3 KVG wird je eine Kopie des Katasterplanes auf dem Grundbuchamt und bei der Gemeindeverwaltung hinterlegt. Diese Bestimmung muss angepasst werden, namentlich wegen der Informatisierung des Grundbuches; in diesem Sinne wird das Reglement die Modalitäten für die graphische Darstellung der Pläne festsetzen müssen (Absatz 4).

Die Gemeinden müssen kostenlos über eine Kopie der Pläne (Absatz 3) verfügen können. Diese werden ihnen vom VGA übergeben. Praktisch bedeutet dies, dass ihnen, wenn der Plan in Papierform gehalten ist, eine Kopie desselben übergeben wird. Wenn die Vermessung informatisiert ist, haben die Gemeinde die Möglichkeit die Daten der Pläne kostenlos herunterzuladen. Die Anschaffungskosten für die Informatikausrüstung der Gemeinde, die für diese Operation notwendig ist, gehen selbstverständlich zu Lasten der Gemeinde. Die Gemeinden, die eine Papierkopie des numerisierten Planes wünschen, müssten eine Gebühr bezahlen (deren Betrag die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Kosten decken erfüllen muss).

Artikel 24

Der Liegenschaftskataster bildet die Grundlage der Liegenschaftsbeschreibung des Grundbuches. Die Grundsätze von Artikel 24 AVG übernehmen diejenigen von Artikel 31 Absatz 1 bis 3 KVG.

Artikel 25

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 32 KVG (unter Vorbehalt einer Namensänderung der Kommission, cf. zu Art. 8).

Artikel 26

Die Fusion mehrerer Gemeinden hat an sich keinen Einfluss auf die Liegenschaften in jeder fusionierten Gemeinde. Längerfristig ist jedoch eine Anpassung unumgänglich, um die Benutzung der Vermessungsdaten durch die Gemeinden und Einzelnen zu erleichtern. Diese Anpassung umfasst, was die Geometerarbeiten betrifft, eine neue Nummerierung der Liegenschaften und eine dementsprechende Änderung der Pläne und der technischen Dokumente; was das Grundbuch betrifft, umfasst sie eine Änderung der Nummern der Blätter und der Eintragungen der Dienstbarkeiten und der Pfandrechte sowie die dementsprechende Nachführung der Hypotheken.

Die Anpassungsarbeiten werden bei neuen Parzellarvermessungen, Erneuerungen und provisorischen Numerierungen von Amtes wegen durchgeführt (Absatz 1). In den anderen Fällen können sie hingegen nur auf Wunsch der betroffenen Gemeinde durchgeführt werden, die die entsprechenden Kosten trägt (Absatz 2).

Artikel 27

Gegenwärtig existiert ein unter dem Namen «SYSIF» bekanntes kantonales Landinformationssystem (LIS); die Systeme der Gemeinden sind davon unabhängig (s. oben 1.3.6).

Das LIS enthält die Daten der amtlichen Vermessung sowie andere raumbezogene Daten, Begriff, der auch die georeferenzierten Daten beinhaltet (wie z.B. die Raumplanungszonen). Es geht darum, eine kohärente Einheit der Daten zu schaffen, die den öffentlichen Körperschaften und den Einzelnen zur Verfügung gestellt wird (Abs. 1).

Gegenwärtig wird die Koordination von einem «LIS-Koordinator» sichergestellt, der der Finanzdirektion untersteht und verwaltungstechnisch vom Amt für Informatik und Telekommunikation abhängig ist. Gemäss Artikel 5 SVOG muss der Staatsrat die Organisation und die Betriebsmodalitäten des LIS regeln, wobei die besondere Rolle zu beachten ist, die in Bezug zu diesem allgemeinen Informationssystem direkt und gemäss dem Bundesrecht und dem AVG dem für die amtlichen Vermessung spezialisierten Amt zukommt (s. oben zu Art. 5 und Art. 42 VAV) (Abs. 2).

Artikel 28

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 34 KVG.

Artikel 29

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 35 KVG.

Artikel 30

Diese Bestimmung übernimmt im Wesentlichen die Grundsätze von Artikel 36 KVG. Die Terminologie ist derjenigen der VAV angepasst. In Abweichung zu Artikel 36 Absatz 2 KVG führt die Norm die objektive Haftung des Grundeigentümers ein. Dieser wird gestützt auf die Artikel 97 ff. OR (Fall des Bauern) oder 41 ff. OR (Fall der Drittperson, die einen Grenzstein entfernt hätte) gegen die verantwortlichen Personen Regress nehmen können. Diese Lösung gestattet es im Besonderen, sich zu versichern, dass die Kosten der Wiederherstellung von einer bestimmten Person geschuldet sind, falls die Verursacherin oder der Verursacher unbekannt bleibt.

Artikel 31

Diese Bestimmung ist neu (s. oben 1.3.7.4). Die Einrichtung eines Spezialfonds gestattet eine optimale Verwaltung der für die Vermessungsarbeiten bestimmten Beträge und sichert dieser Verwaltung eine gewisse Anpassungsfähigkeit. Sie wird von den Bundesinstanzen empfohlen. Dieser Fonds wird durch die Beiträge Dritter (Bund, Gemeinden, Grundeigentümer) gespeisen. Die Anzahlungen des Bundes, die etwa 70 % der Gesamt-

beiträge ausmachen, werden im Rahmen des jährlichen Abschlusses der Leistungsvereinbarungen (die der Kanton Freiburg seit 1998 abschliesst) vereinbart und werden für jedes Operat bei der Genehmigung des Werkvertrages festgesetzt. Sie werden nicht erst nach Abschluss der Arbeiten sondern während, ja sogar vor Beginn derselben bezahlt. Die in Absatz 2, Bst. c gemeinten Beträge sind z.B. die, die vom Autobahnamt oder Meliorationsgenossenschaften stammen oder die für die Kontrolle der LNF bestimmt sind. Der Fonds wird hingegen nicht von den jährlichen Budgetzuwendungen oder den Einnahmen aus der Abgabe der Daten der amtlichen Vermessung gespeisen. Der Ertrag aus dem Fonds wird der Generaleinnehmerin überwiesen. Die Verwaltung unterliegt den allgemeinen Grundsätzen der Gesetzgebung über die Staatsfinanzen.

Artikel 32

Das Gebiet der Ausfertigung öffentlicher Urkunden entgeht dem Anwendungsbereich des BGBM und den bilateralen Verträgen sowie den Harmonisierungsregeln gegenüber der EFTA (s. oben 1.3.4). Der Kanton kann demzufolge eigene Forderungen erlassen und das Recht, solche Urkunden auszufertigen, besonderen Bedingungen und der Abgabe eines Patents unterstellen. Absatz 1 unterstellt das Patent ähnlichen Bedingungen, wie das Gesetz sie von den Notaren verlangt (s. Art. 4 des Gesetzes vom 27. September 1967 über das Notariat), wobei diese Bedingungen auf den Besitz eines genügend ausgerüsteten Büros im Kanton ausgeweitet werden. Die Forderung nach der Nationalität wird nicht aufrechterhalten.

Der Entzug in Absatz 2 ist ein Entzug administrativer Natur. Er erfolgt von Amtes wegen, wenn eine Bedingung für dessen Erteilung nicht mehr erfüllt ist. Er unterscheidet sich in dieser Hinsicht von einem disziplinarischen Entzug.

Das öffentliche Interesse, das die Notwendigkeit eines Patentbesitzes (Bewilligung) begründet, vertritt übrigens, dass unter Berücksichtigung der Spezialgesetzgebung über die Handhabung von Daten eine zuverlässige Publizität vorzusehen ist (Abs. 3).

Absatz 4 übernimmt das Prinzip von Artikel 37 KVG. Es besteht kein Grund, den Anwendungsbereich dieser Bestimmungen auszudehnen. Hinsichtlich der Ausschlussgründe wird auf die Regeln betreffend die Notare verwiesen, die die hauptsächlichlichen Amtspersonen sind, die öffentliche Urkunden ausstellen dürfen.

Unter dem Blickwinkel des Übergangsrechts betrachtet, müssten die Geometer, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes die Bedingungen von Artikel 32 AVG erfüllen, ein neues Patent beantragen, das für die Ausfertigung von öffentlicher Urkunden notwendig ist. Sie werden natürlich beweisen müssen, dass sie die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllen. Diese Regel des Übergangsrechts ist in Artikel 110 AVG vorgesehen.

Die zivilrechtliche Haftung der Geometer ist in Artikel 11 AVG geregelt.

Artikel 33

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 38 KVG.

Artikel 34

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 39 KVG. Die Abfassung von Absatz 2 wurde dem neuen Konzept angepasst, wonach die Neuvermessung keine Generalrevision der Grenzen mehr beinhaltet.

Artikel 35

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 40 KVG. Absatz 6 wurde hinsichtlich der Frist, in der die Geometerin oder der Geometer die Eintragung der Urkunden im Grundbuch verlangen muss, abgeändert, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass Eigentumsübertragungen oft von Genehmigungen oder Vereinbarungen von Behörden abhängig sind: die Frist beginnt erst zu laufen, wenn alle Bedingungen für den Übertrag erfüllt sind. Es handelt sich dabei um eine Ordnungsfrist.

Artikel 36

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 41 KVG.

Artikel 37

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 42 KVG mit einem Zusatz betreffend die Identität der in der Urkunde vorkommenden möglichen Vertreter.

Artikel 38

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 43 KVG.

Artikel 39

Der Begriff der neuen Parzellarvermessung wird beibehalten. Aus didaktischen Gründen gibt Absatz 1 an, dass es sich dabei um die Ersterhebung im Sinne von Artikel 18 Absatz 1 VAV handelt. Wurde eine Güterzusammenlegung bei Liegenschaften durchgeführt, die bereits Gegenstand einer neuen Parzellarvermessung waren, so muss nach Abschluss der Meliorationsarbeiten eine «Neuvermessung» durchgeführt werden. Dies ist die Hypothese von Artikel 39 Absatz 1 Bst. b AVG, dessen Text mit dem von Artikel 44 Absatz 1 Bst. b KVG übereinstimmt.

Der Entwurf übernimmt die Absätze 2 und 3 von Artikel 44 KVG nicht. Die Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen festigen sich in der Regel nicht; für diese Fälle muss eine Katastererstellung ohne Vermessung im Sinne von Artikel 40 erfolgen.

Artikel 40

Diese Bestimmung entspricht dem alten Artikel 44a KVG, der am 28. September 1993 eingeführt wurde und ebenfalls Artikel 13 GBG abänderte, so dass das eidgenössische Grundbuch auch ohne vorgängige neue Parzellarvermessung eingeführt werden konnte. Sie definiert die an die amtliche Vermessung gebundenen Operationen, die durchgeführt werden müssen, wenn das eidgenössische Grundbuch ohne vorgängige neue Parzellarvermessung eingeführt wurde; diese Operationen beschränken sich auf eine «neue Katastererstellung». Für die durch das Gesetz von 1993 vorgesehenen Fälle bleibt der Grundsatz von Artikel 44a KVG bestehen: Es werden

zuerst neue Pläne und Liegenschaftsbeschreibungen erstellt; mit der technischen Evolution auf diesen Gebiet, sollte die Katastererstellung durch die Benutzung von Orthophotos billiger werden als früher. Hingegen besteht für die mit der Änderung von Artikel 13 GBG eingeführten Fälle (Bst. d und e: wenn die Neuvermessung in den durch das Programm des Staates gesetzten Fristen nicht durchgeführt werden kann, oder wenn für eine gleiche Gemeinde das Grundbuch gemäss einem einheitlichen System gehalten werden muss) kein Grund, eine vorgängige Neuvermessung durchzuführen, auf die Gefahr hin, die Vereinheitlichungsarbeiten für das Grundbuch zu verzögern.

Artikel 41

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 50 KVG.

Artikel 42

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 52 KVG. Indessen ist die Mitteilung in Zukunft nur noch für die Eintragungen von Eigentumsübertragungen vorgesehen; sie betrifft die Einträge vom Dienstbarkeiten nicht mehr. Diese Formel erleichtert die Aufgabe der Grundbuchverwalterin oder des Grundbuchverwalters; dieser wird sich vergewissern müssen, ob wirklich auch alle Rechte eingetragen wurden, wenn er den Übergangskataster prüfen und in Anwendung von Artikel 17 GBG die Ergänzungen vornehmen wird. Die Mitteilung kann auch auf automatisierter Art erfolgen, wenn das Grundbuch in informatisierter Form gehalten ist.

Artikel 43

Der Entscheid, die Ausführung der Neuvermessungen anzuordnen, obliegt weiterhin dem Staatsrat (Art. 49 Abs. 1 KVG); er wird bei der Durchführung des gemäss Artikel 15 AVG erstellten Ausführungsprogramms gefällt. Die betroffene Gemeinde wird angehört; sie kann die gewöhnlichen Rechtsmittel geltend machen, die im Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege enthalten sind. Hingegen kann sie die beauftragte Geometerin oder den beauftragten Geometer nicht mehr bezeichnen. Der in Artikel 49 Absatz 2 aufgeführte Grundsatz wurde nicht übernommen, da die fragliche Aktivität nicht von der Abgabe eines Patents abhängig ist (s. oben 1.3.4). Ferner werden die Entscheide über die Ausführung der Neuvermessungen nicht mehr im Amtsblatt veröffentlicht (s. Art. 49 Abs. 4 KVG).

Hat der Staatsrat den Entscheid getroffen, lässt das VGA in der Regel durch die Geometerin oder den Geometer ein Vorprojekt erstellen. Der vorgeschlagene Text verzichtet jedoch darauf, die Ausführungsbestimmungen dieses Vorprojekts zu definieren.

Artikel 44

Artikel 44 übernimmt die Grundsätze von Artikel 55 KVG. Er sieht jedoch vor, dass die Mitteilung an die Eigentümer direkt durch die Gemeinde erfolgt. Diese Information ist im Besonderen dazu bestimmt, den Eigentümern, die es wünschen, die Möglichkeit zu geben, die Revision der Grenzen ihrer Liegenschaften zu verlangen (s. oben 1.3.2). Der Entwurf verzichtet auf eine

Information der an den Perimeter angrenzenden Gemeinden (s. Art. 55 bs. 1 Bst. c KVG); diese Mitteilung ist nicht gerechtfertigt, da die Eigentümer der an den Perimeter angrenzenden Liegenschaften speziell avisiert werden.

Artikel 45

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 56 KVG. Die Pflicht, die vorhandenen Grenzzeichen sichtbar zu machen, wird beibehalten, da im Rahmen des Vorprojektes der Geometer deren Existenz feststellen muss. Hingegen überträgt das Gesetz die Kosten des Aufsuchens nicht auf die Eigentümer, die die Grenzzeichen nicht sichtbar gemacht hätten, da keine Generalrevision der Grenzen durchgeführt wird.

Artikel 46

Diese Bestimmung ist neu. Sie verankert die gegenwärtige Situation, die sich dem Staat aufdrängt. Die Bestimmung wurde in Anwendung von Artikel 45 VAV getroffen, der die Vergabe der Arbeiten in der Regel dem Submissionswege unterstellt. Unter diesem Aspekt, wurde die Regel, wonach die Vermessungsarbeiten im Prinzip gerecht unter die Geometer vergeben werden müssen, wie sie in Artikel 48 Absatz 1 KVG vorgesehen ist, nicht übernommen.

Die Zusammenarbeit des VGA mit der Körperschaft betrifft die Ausschreibung und die Vergabe der Arbeiten (Abs. 2).

Artikel 47

Im Gegensatz zum heutigen System, das den Abschluss von zwei Verträgen vorsieht, einen mit der Gemeinde (Generalrevision der Grenzen) und einen mit dem Staat (andere Vermessungsarbeiten), sieht der Entwurf vor, dass die Arbeiten einer Neuvermessung nur noch von einem einzigen Vertrag geregelt wird, der zwischen dem Staat (der die Kostenvorschüsse leistet) und der Geometerin oder dem Geometer (als Einzelperson – s. oben 1.3.8) abgeschlossen wird. Die Frage nach der zuständigen Obrigkeit (Finanzdirektion, VGA) wird in der Gesetzgebung über die Staatsfinanzen geregelt.

Artikel 48

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 51 KVG. Sie verzichtet jedoch auf den Eintrag der Anmerkung auf dem Grundbuchblatt der an den Perimeter angrenzenden Grundstücke, zumal die Generalrevision der Grenzen aufgegeben wurde.

Artikel 49

Diese Bestimmung wurde von Artikel 47 KVG übernommen. Jedoch wurde das Datum der Versammlung geändert: diese muss nicht mehr innert vier Monaten nach Zustellung der in Artikel 46 KVG vorgesehenen Liste an die Gemeinden stattfinden, sondern erst wenn die beauftragte Geometerin oder der beauftragte Geometer und Kosten der Arbeiten bekannt sind.

Ferner sieht das Gesetz vor, dass diese Versammlung durch ein Rundschreiben, ersetzt werden kann, das von

der Gemeinde stammen muss. Diese Formel erleichtert den Verlauf des Verfahrens. Die in der Versammlung getroffenen Entscheide sind nur von konsultativer Natur.

Artikel 50

Absatz 1 übernimmt ohne Änderung die Grundsätze von Artikel 57 KVG. Ein neuer Absatz wird hinsichtlich der Verteilung der Kosten zwischen den betroffenen Gemeinwesen eingeführt; er übernimmt den Grundsatz von Artikel 76 Absatz 2 KVG.

Artikel 51

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 58 KVG.

Artikel 52

Diese Bestimmung inspiriert sich vom Grundsatz von Artikel 83 Absatz 2 KVG. Die Kosten für die von der Geometerin oder vom Geometer durchgeführte Kontrolle sind in denjenigen der Neuvermessung integriert. Stellt die Geometerin oder der Geometer fest, dass die Strassennamen und Gebäudenummerierung fehlen, informiert sie oder er die zuständigen Instanzen, damit sie die notwendigen Anpassungen vornehmen; die Strassennamen werden durch den Gemeinderat (Art. 25 Abs. 2 AVG) und die Gebäudenummerierung durch die KGV festgesetzt. Die Kosten dieser Anpassung gehen zu Lasten der Gemeinde.

Artikel 53

Die Absätze 1 und 2 übernehmen die Grundsätze von Artikel 59 Absatz 1 und 2 KVG. Absatz 3 entspricht dem Wortlaut von Artikel 78 Bst. a KVG.

Artikel 54

Die Absätze 1, 2 und 3 übernehmen den Artikel 60 Absatz 1, 2 und 3 KVG. Die in Absatz 3 vorgesehene Auflage («Auflage der Generalrevision der Grenzen») wird unter Berücksichtigung der in Artikel 28 Absatz 2 VAV benutzten Terminologie durch «Auflage der Vermessungswerkes» ersetzt. Der Grundsatz von Artikel 60 Absatz 4 KVG, wonach die Geometerin oder der Geometer ein Inventar der vorzunehmenden Grenzverbesserungen und Grenzbereinigungen erstellt, wird aufgehoben, da die Generalrevision der Grenzen abgeschafft wurde.

Artikel 55

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 61 KVG. Die Terminologie von Absatz 3 wurde wie für den vorangehenden Artikel dem Artikel 28 Absatz 2 VAV angepasst.

Artikel 56

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 62 KVG, unter Berücksichtigung der Aufgabe der Generalrevision der Grenzen und der Tatsache, dass die Vermittlungen der Geometerin oder des Geometers (s. Art. 24 KVG) vom neuen Gesetz nicht bestätigt werden.

Artikel 57

Der Grundsatz dieser Bestimmung entspricht demjenigen von Artikel 83 KVG. Im Gegensatz zu dieser letzten Regel, muss ein Übergangskataster erstellt werden, sowohl wenn die Neuvermessung der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches vorangeht, als auch wenn sie dieser folgt. In diesem letzten Fall wird Artikel 17 GBG wegen des Verweises auf den neuen Artikel 45a GBG angewandt. Im Gegensatz zur heutigen Regelung überlässt das Gesetz die Bestimmung von Form und Inhalt des Übergangskatasters dem Ausführungsreglement.

Artikel 58

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 84 KVG.

Artikel 59

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 85 KVG. Zu den betroffenen Dokumenten gehört auch der Inventarplan des öffentlichen Gebietes und der öffentlichen Durchgänge, der gemäss der heutigen Regelung mit der Auflage der Generalrevision der Grenzen aufgelegt wird (Art. 64 Abs. 2 KVG).

Artikel 60

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 86 KVG und weitet den Gegenstand der Auflage auf Gegenstände aus, die in Artikel 65 KVG aufgeführt sind.

Artikel 61

Die Auflagebestimmungen werden unter Berücksichtigung der Forderungen von Artikel 28 VAV festgesetzt. Absatz 4 verweist auf diese Bestimmung. Der Entwurf schlägt vor, auf eine zweimalige Bekanntmachung im Amtsblatt (s. Art. 66 Abs. 2 Bst. a KVG) zu verzichten und nur noch eine Bekanntmachung vorzusehen. Eine zweimalige Bekanntmachung wird vom Bundesrecht nicht vorgeschrieben; sie ist umso mehr nicht gerechtfertigt, als jeder Eigentümer persönlich benachrichtigt wird (Abs. 2 Bst. b). Zu beachten ist, dass Artikel 28 VAV die Mitteilung mit eingeschriebenen Brief vorsieht; die Begründung dieser Massnahme geht jedoch nicht klar hervor und entspricht nicht der gegenwärtigen Praxis. Für den Rest übernimmt Artikel 61 AVG die Grundsätze von Artikel 66 KVG.

Artikel 62

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 67 KVG.

Artikel 63

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 68 KVG. Der Regel von Artikel 68 Absatz 1 KVG betreffend die Unzulässigkeit der Einsprache wird nicht übernommen; diese Frage muss unter Berücksichtigung der allgemeinen Bestimmungen des Verwaltungsrechts gelöst werden.

Artikel 64

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 69 KVG. Der in Absatz 3 dieser Bestimmung aufgeführte Grundsatz

(Verweis auf Art. 68 Abs. 1) wird nicht übernommen (s. oben zu Art. 63). Auch der Grundsatz von Artikel 69 Absatz 4 KVG («Wer in seinen dinglichen Rechten an einem Grundstück beeinträchtigt ist, kann unabhängig von einer Einsprache oder Beschwerde Klage beim Zivilrichter erheben.») wird nicht direkt übernommen, da dieser Rechtsweg bereits in der neuen Abfassung von Artikel 63 AVG erwähnt wird.

Artikel 65

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 70 KVG und den Artikel 71 Absatz 4 KVG. Die Formulierung von Absatz 3 will neuerdings nicht ausschliessen, dass auch die Kantonsgeometerin oder der Kantonsgeometer als Sachverständige oder Sachverständiger beigezogen werden können.

Artikel 66

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 71 Absatz 2 und 3 KVG.

Artikel 67

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 72 und den Artikel 73 Absatz 1 KVG.

Artikel 68

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 71 Absatz 1 und den Artikel 73 Absatz 2 und 3 KVG.

Artikel 69

Diese Bestimmung übernimmt mit Anpassungen den Artikel 74 KVG.

Artikel 70

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 87 KVG. Die technische Genehmigung (Bst. a) ist diejenige von Artikel 30 in fine VAV. Normalerweise müsste der Übergabe der Dokumente an die Grundbuchverwalterin oder den Grundbuchverwalter (Bst. c) der Entscheid zur Anlegung des eidgenössischen Grundbuches folgen (Art. 14 Abs. 1 GBG). Die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter geht in Anwendung der Artikel 17 ff. GBG vor.

Artikel 71

Diese Bestimmung übernimmt im Wesentlichen den Artikel 88 KVG. Der durch diese Regel bedachte Normalfall ist derjenige, wo die Neuvermessung der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches vorangeht. Der gegenteilige Fall wird gegenwärtig durch das Gesetz nicht geregelt; im Besonderen wurden nach Annahme von Artikel 44a KVG die Modalitäten für die Inkraftsetzung von Neuvermessung, die nach Inkraftsetzung des eidgenössischen Grundbuches durchgeführt wurden, zu regeln. Diese Situation wird in Zukunft durch Artikel 45a GBG geregelt, der ergänzend ein Übergangskatasters und eine neue Auflage aber keine neuen Anerkennungen vorsieht.

Absatz 3 ist neu. Er zielt auf den Fall ab, in dem die Geometerarbeiten beendet sind, der Übergangskataster der

Grundbuchverwalterin oder dem Grundbuchverwalter übergeben wurde, die oder der jedoch mit den Arbeiten zur Anlegung des eidgenössischen Grundbuches nicht beginnen kann, weil ein Staatsratbeschluss in diesem Sinne noch aussteht, oder weil eine Arbeitsüberlastung sie oder ihn dazu zwingt, diese Arbeiten zu verschieben. Eine solche Situation verursacht grosse Kosten für die Nachführung der Dokumente, die gegenwärtig von den Eigentümern getragen werden müssen. Da ein solcher Verzug diesen nicht angelastet werden kann, ist es nur gerecht, dass der Staat diese durch den Verzug erzeugten Kosten trägt. Die vorgeschlagene Lösung sollte indirekt zu einer Beschleunigung der Verfahren zur Anlegung des eidgenössischen Grundbuches führen. Die Frist beginnt mit der technischen Genehmigung durch die Finanzdirektion zu laufen und nicht seit der Lieferung der Vermessungsdokumente durch die Geometerin oder den Geometer.

Artikel 72

Die Absätze 1 und 2 übernehmen den Artikel 89 KVG. Absatz 3 ist neu. Er berücksichtigt die Tatsache, dass der Staat die Kostenvorschüsse leistet, und erleichtert durch zu Beginn festgesetzte Anzahlungen die Finanzverwaltung der betroffenen Gemeinden. Eine gegenseitige Abmachung zwischen Staat und Gemeinde ist möglich.

Absatz 4 ist ebenfalls neu. Er zielt auf den Fall ab, in dem die finanzielle Beteiligung der Eigentümer gering ist und die Gemeinde es vorzieht, statt Eintreibungskosten zu verursachen lieber diesen Anteil zu übernehmen. Der Staat kann, ohne daran gebunden zu sein, dasselbe tun. Diese Lösung dient letztendlich den Interessen der Vermessung.

Artikel 73

Die Absätze 1 und 2 übernehmen den Artikel 90 KVG, dessen Anwendung zufrieden stellend ist. Absatz 3 betrifft die Neuvermessung infolge einer Güterzusammenlegung. In diesem Falle werden die Kosten in der Regel gemäss den von der Körperschaft beschlossenen Kriterien verteilt. Anders ist es nur, wenn die Abrechnung der Zusammenlegung zum Zeitpunkt der Beendigung der Neuvermessung bereits abgeschlossen ist.

Artikel 74

Artikel 91 Absatz 1 KVG sieht vor, dass die Abrechnung den Eigentümern nach dem Inkrafttreten des neuen Katasterplanes und des Liegenschaftsregisters zugestellt wird. Es wäre vorteilhaft, wenn die Rechnungsstellung früher stattfinden könnte, da zwischen dem Zeitpunkt, wo die Vermessungsarbeiten beendet sind, und dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Katasterplanes mehrere Monate, ja Jahre vergehen können. Es ist daher vorzuziehen, dass die Zustellung der Rechnung nach Anerkennung der Neuvermessung durch den Bund erfolgt, d.h. zu einem Zeitpunkt, in dem sich die Eigentümer noch an die durchgeführten Arbeiten erinnern. Erfolgt die Einziehung des Kostenanteils der Eigentümer durch eine Körperschaft, wird dieser die Abrechnung zugestellt. Die Rechnung berücksichtigt übrigens die Kosten für die Anlegung des Grundbuches, um so die Ausstellung mehrerer Rechnungen zu vermeiden, was für die Eigentümer nur schwer verständlich wäre. Die gesetzlichen Schuld-

ner sind die jeweiligen Eigentümer der betroffenen Liegenschaften (s. Art. 72 Abs. 1 Bst. c AVG).

Artikel 75

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 92 KVG. Sie wird durch eine neue Bestimmung (Abs. 4) ergänzt, die das Inkasso der Vermessungskosten erleichtern soll.

Artikel 76

Diese Bestimmung übernimmt den 93 KVG. Die Aufbewahrungsgeometerin oder der Aufbewahrungsgeometer muss denselben Anforderungen, wie sie in Artikel 32 AVG definiert sind, entsprechen, wie die amtliche Geometerin oder der amtliche Geometer. In diesem Sinne muss sie oder er patentierte Geometerin oder patentierter Geometer sein, den Wohnsitz und ein genügend ausgerüstetes Büro im Kanton haben und Inhaberin oder Inhaber des kantonalen Patentes sein, d.h. in der Lage sein, öffentliche Urkunden auszustellen. Der Entwurf verzichtet auf die Forderung eines Maximalalters. Es sei daran erinnert, dass diese Forderungen dem BGBM nicht widersprechen, da dieses auf diesem Gebiet keine Anwendung findet (s. oben 1.3.4).

Der Grundsatz von Absatz 2 entspricht demjenigen von Artikel 92 Absatz 2 KVG. Die Bezeichnung der beauftragten Geometerin oder des beauftragten Geometers als Aufbewahrungsgeometerin oder Aufbewahrungsgeometer erfolgt in der Regel von Amtes wegen, wenn diese oder dieser über ein genügend ausgerüstetes Büro im Kanton verfügt (und so den Anforderungen einer amtlichen Geometerin oder eines amtlichen Geometers genügt). In den anderen Fällen wird die Aufbewahrungsgeometerin oder der Aufbewahrungsgeometer durch das VGA bezeichnet. Dies verhindert z.B. Händel, die entstehen könnten, wenn die Bezeichnung der Aufbewahrungsgeometerin oder des Aufbewahrungsgeometers der beauftragten Geometerin oder dem beauftragten Geometer überlassen würde; es verhindert Situationen, in denen den Gemeinden eine Geometerin oder ein Geometer vorgeschrieben würde, der ihnen nicht behagt. Die beauftragte Geometerin oder der beauftragte Geometer oder, in diesem letzten Fall, die Aufbewahrungsgeometerin oder der Aufbewahrungsgeometer verfügen über die in Artikel 80 Absatz 2 AVG vorgesehene Exklusivität.

Da die Aufbewahrungsgeometer amtliche Geometer sein müssen und besondere Amtshandlungen ausführen müssen, ist es ebenfalls angebracht, unter Berücksichtigung der Spezialgesetzgebung über die Handhabung von Daten eine zuverlässige Veröffentlichung vorzusehen (Abs. 3; s. auch oben Art. 32 Abs. 3 AVG).

Artikel 77

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 95 KVG. Das Vermessungswerk ist Eigentum des Staates; es kann nicht den Gemeinden oder Einzelpersonen gehören.

Artikel 78

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 96 KVG. Buchstabe a dieser letzten Regel wird wegen der neuen Fassung von Artikel 76 Absatz 2 AVG nicht übernommen.

Der Entzug aus disziplinarischen Gründen (Art. 96 Abs. 1 Bst. c KVG) wird nicht übernommen, da eine solche Haftung nicht mehr vorgesehen ist. Im Zusammenhang mit Absatz 2 überlässt der Entwurf dem VGA und nicht mehr der Finanzdirektion die Kompetenz, vorläufige Massnahmen zu ergreifen. Diese Änderung gründet auf der Tatsache, dass die Aktivitäten des Aufbewahrungsgeometers zugunsten der Informatisierung der Vermessungsdaten abnehmen. Das VGA wird darauf achten müssen, dass die Änderungen in einer angemessenen Frist durchgeführt werden; die in Artikel 96 Absatz 2 KVG vorgesehene Frist von 3 Jahren wird nicht in das neue Gesetz übernommen.

Artikel 79

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 102 KVG.

Artikel 80

Was Absatz 2 betrifft, erhebt diese Bestimmung die in Artikel 82 ARKVG enthaltene Regel auf Gesetzesebene, indem sie sie auf die Fälle ausweitet, in denen die betroffenen Liegenschaften Gegenstand einer Erneuerung oder einer provisorischen Numerisierung sind. Diese Regel ist im Interesse der Eigentümer und der Qualität der Vermessungsarbeiten angebracht. Es geziemt sich jedoch, um an eine Monopolstellung gebundene Missbräuche zu verhindern, der betroffenen Aufbewahrungsgeometerin oder dem betroffenen Aufbewahrungsgeometer die Einhaltung eines gewissen Tarifs aufzuerlegen. Dieser ist der eidgenössische Tarif, auch «Tarif 33» genannt (s. oben 1.3.7.1).

Die durch Absatz 2 eingeführte Exklusivität gehört der beauftragten Geometerin oder dem beauftragten Geometer. Um jedoch die Ausstellung öffentlicher Urkunden zu garantieren, wenn diese oder dieser nicht amtliche Geometerin oder amtlicher Geometer ist (s. oben zu Art. 76), ist vorgesehen, dass diese Kompetenz der Aufbewahrungsgeometerin oder dem Aufbewahrungsgeometer gehört; diese Lösung vermeidet die Abgabe von zeitlich beschränkten Patenten.

Artikel 81

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 104 KVG. Die Kompetenz, Verbale zu erstellen (Abs. 1) obliegt den patentierten Geometern, ausgenommen davon sind z.B. das VGA und die anderen Vermessungsfachleute.

Artikel 82

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 106 KVG.

Artikel 83

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 107 KVG und passt in Artikel 16 VAV an (das Mutationsverbal darf erst nach dem «Anbringen der Grenzzeichen» erstellt werden und nicht schon nach der «Materialisierung der Grenzpunkte»).

Artikel 84

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 108 KVG. Die Formulierung der Bedingungen, unter denen eine Büro-

mutation durchgeführt werden kann, wurde jedoch geändert. Artikel 16 Absatz 2 Bst. b VAV erlaubt das Anbringen der Grenzzeichen nach Erstellung des Verbales, «wenn es aus einem wichtigen Grund nicht möglich oder zweckmässig ist, diese Arbeit vorher auszuführen». Artikel 84 AVG ist eine kantonale Anwendung dieses Grundsatzes. Er soll verhindern, dass Geometer, die ein Mandat zu Tiefpreisen übernommen haben, (trotz des Textes von Art. 16 Absatz 2 VAV) auf das Anbringen der Grenzzeichen zu verzichten, um die Kosten niedrig zu halten. Diese zusätzliche kantonale Forderung dient dem Interesse der Qualität des Vermessungswerkes und sollte in diesem Sinne mit dem Bundesrecht vereinbar sein. Die Fassung von Artikel 84 Absatz 4 wurde der Formulierung von Artikel 16 Absatz 3 VAV angepasst.

Artikel 85

Diese Bestimmung übernimmt im Wesentlichen den Artikel 109 KVG. Da ein Vermittlungsverfahren (auf das Art. 109 Abs. 4 KVG verweist) entfällt (s. oben zu Art. 19), muss vorgesehen werden, dass im Falle keiner Einigung zwischen den Eigentümern diese an die Zivilgerichtsbarkeit verwiesen werden (Abs. 5). Absatz 6, der die Löschung der Anmerkung in der Liegenschaftsbeschreibung verlangt, ist neu; er soll das Grundbuch von Lasten befreien, die keine Daseinsberechtigung mehr haben. Die Geometerin oder der Geometer muss diese Löschung verlangen.

Artikel 110 KVG sieht vor, dass die oder der mit der Erstellung eines Verbales beauftragte Geometerin oder Geometer diese Arbeit innert nützlicher Frist ausführen muss und dass das VGA auf Begehren hin einschreitet. Diese Bestimmung hat keine Daseinsberechtigung mehr, da die Eigentümer mit der Erstellung des Verbal die Geometerin oder den Geometer ihrer Wahl beauftragen können; das Prinzip der freien Marktwirtschaft sollte unter diesem Gesichtspunkt die Probleme lösen, die Artikel 110 KVG lösen sollte.

Artikel 86

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 111 KVG. Das VGA beauftragt auch weiterhin eine Geometerin oder einen Geometer mit der Erstellung von Gebäudeverbalen. Diese Verbale werden in der Regel erstellt, nachdem das VGA durch die KGV von der Erstellung, Änderung oder Abbruch von Gebäuden informiert wurde (Absatz 1 – s. oben 1.4 d). Es kommt jedoch vor, dass das VGA unabhängig von einer solchen Mitteilung von einem Bau oder Abbruch erfährt, der nicht auf die Pläne übertragen wurde. Dies wird sehr wahrscheinlich immer öfter der Fall sein, da durch Informatisierung der Daten der amtlichen Vermessung der Zugriff zu den Plänen einem immer grösseren Kreis von Benutzern möglich sein wird. Es ist daher notwendig, diesem Amt die Kompetenz zu erteilen, von sich aus die Erstellung eines Gebäudeverbals anordnen zu können. Ein neuer Absatz 4 wurde in diesem Sinne eingeführt.

Der Entwurf behält den patentierten Geometern die Kompetenz vor, Gebäudeverbale zu erstellen, obwohl Artikel 44 Absatz 2 VAV nicht verhindern würde, dass diese auch von anderen Vermessungsfachleuten erstellt würden.

Absatz 3 übernimmt den Artikel 111 Absatz 3 KVG; er verzichtet jedoch darauf, den Verwendungszweck der Gebäudeverbale anzugeben.

Artikel 87

Die Absätze 1 bis 4 übernehmen im Wesentlichen die Absätze 1 bis 4 von Artikel 112 KVG. Der Begriff «Gebühr» in dieser Bestimmung wird durch den Begriff «Kosten» ersetzt. Die juristische Natur der öffentlichen Abgabe wird nicht verändert. Das Prinzip der Kostendeckung ist anwendbar, daher müssen die Kosten für die Katasteraufnahme der Gebäude gedeckt werden. Das Prinzip des Ausgleichs wird ebenfalls beibehalten, so dass wie bisher das Äquivalenzprinzip nicht notwendigerweise angewandt werden wird.

Um den tatsächlichen, durch die Katasteraufnahme der Gebäude verursachten Kosten Rechnung zu tragen und trotzdem im Rahmen des Prinzips der Kostendeckung bleiben zu können, erlaubt der Entwurf, die geschuldeten Kosten von 2 auf maximal 3 ‰ zu erhöhen; der erhobene Höchstbetrag für ein Gebäudeverbal wird übrigens von 5000 auf 10 000 Franken erhöht (Absatz 3). Der Staatsrat wird über eine Erhöhung des Satzes entscheiden: im Moment sollte diese Erhöhung 0,2 ‰ betragen (der Satz wird auf 2,2 ‰ erhöht). Unter dem Blickwinkel des Übergangsrechts ist der Satz massgebend, der zum Zeitpunkt in Kraft war, als die Geometerin oder der Geometer vom VGA mit der Gebäudeaufnahme beauftragt wurde (s. Art. 111 AVG).

Artikel 112 Absatz 5 KVG, der die Kosten im Falle einer Gebäudeänderung regelt, wurde geändert; als Berechnungsgrundlage dient jetzt der Wert der Änderung. Absatz 6 übernimmt die bereits mit dem Gesetz vom 10 November 1999 zur Änderung des KVG eingeführte Ergänzung; nur der Begriff «amtlicher» Geometer wurde geändert, um den Definitionen des Entwurfs Rechnung zu tragen.

Artikel 88

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 113 KVG. Sie wird jedoch durch zwei Absätze ergänzt, die sich mit der Verjährung und Verwirkung der Rechnungsstellung (Absatz 3) und mit der Verjährung der Schuld (Absatz 4) befassen.

Es schien ungerecht, einer Eigentümerin oder einem Eigentümer die Kosten für die Katasteraufnahme eines Gebäudes zu übertragen, das schon vor langer Zeit gebaut oder abgeändert wurde. Eine Verwirkungsfrist (von 10 Jahren) wurde eingeführt; die Frist beginnt mit dem Tag des Ereignisses zu laufen, das die Katasteraufnahme nötig machte. Die Frage, wann ein Bau abgeschlossen ist, ist Interpretationssache; der Grundsatz von Artikel 839 Absatz 2 ZGB (gesetzliches Grundpfandrecht für Handwerker und Unternehmer) könnte übernommen werden. Eine Verjährungsfrist (von 5 Jahren) wurde ebenfalls eingeführt. Für die Schuld beginnt die Frist mit dem Inkrafttreten der Rechnung zu laufen.

Artikel 89

Artikel 22 VAV bestimmt, dass sämtliche Bestandteile der amtlichen Vermessung der Nachführungspflicht unterliegen. Dieser Grundsatz ist für die Kantone zwingend. In diesem Sinne hat die Bestimmung von Artikel 114 Absatz 1 KVG, wonach die Änderungen, die die Situationselemente oder Bodenbedeckungsarten betreffen, Gegenstand einer Nachführung der Daten der amtli-

chen Vermessung sein müssen, keine eigene Bedeutung und kann nicht übernommen werden.

Die bewusste Nachführung kann auf Auftrag hin (Abs. 1) oder, in gewissen Fällen, von Amtes wegen (Abs. 2) durchgeführt werden.

Der Grundsatz von Artikel 89 Absatz 1 AVG übernimmt denjenigen von Artikel 114 Absatz 2 KVG. Seine Annahme ist eine Folge der Bestimmungen von Artikel 23 VAV. Gemäss dieser Bestimmung sind die Bestandteile der amtlichen Vermessung, für deren Nachführung ein Meldewesen organisiert werden kann, innert nützlicher Frist nachzuführen (Abs. 1); die Kantone legen das Meldewesen und die Nachführungsfristen fest (Abs. 2). Die Nachführung dieser Daten kann im in Artikel 44 Absatz 2 VAV definierten Rahmen durch die patentierten Geometer oder die anderen Vermessungsfachleute durchgeführt werden; in diesem Sinne dürfen Letztere z.B. im Bereich der Informationsebene «Nomenklatur» keine Änderungen vornehmen. Die mit Artikel 23 VAV auferlegte Nachführungsfrist wird im Reglement festgesetzt werden.

Artikel 89 Absatz 2 AVG übernimmt den Artikel 115 KVG.

Artikel 90

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 116 KVG.

Artikel 91

Diese Bestimmung betrifft die periodische Nachführung, die durch Artikel 24 VAV geregelt ist. Sie wird vom Staatsrat angeordnet (s. Art. 117 Abs. 2 KVG) auf Grund des von der Finanzdirektion verabschiedeten Ausführungsprogramms (Art. 15 AVG). Die Absätze 2 und 3 übernehmen den Artikel 118 Absatz 1 und 2 KVG. Im Besondern wird die Idee, die Kosten für eine Nachführung dem Staat zu übertragen, beibehalten. Da die Gemeinde die einzige Schuldnerin der in Absatz 3 vorgesehenen Kosten ist, ist es nicht notwendig, ein besonderes Rechnungsverfahren vorzusehen, so dass man den Verweis auf die Artikel 91 und 92 in Artikel 118 Absatz 3 KVG nicht zu übernehmen braucht. In Wirklichkeit wird nach Abschluss der Arbeiten die Rechnung der Gemeinde zugestellt.

Artikel 92

Gemäss Artikel 119 KVG meldet die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter dem VGA jede eingetretene Änderung betreffend das Eigentum und jede Eintragung von Mutations- und Gebäudeverbalen. Die Änderungen betreffend das Eigentum werden mit Veräusserungsanzeigen mitgeteilt; das VGA benötigt diese Mitteilungen jedoch nicht, so dass diese für das VGA aufgegeben werden können. Die Mitteilung betreffend den Eintrag von Verbalen soll dem VGA die Kontrolle derselben ermöglichen (s. oben 1.3.7.3). Die Mitteilung muss alle geometrischen Verbale betreffen und nicht nur die Mutations- und Gebäudeverbale. Diese Kontrolle besteht in einer Bestätigung, gemäss welcher die technische Dokumentation der Mutation vollständig, abgelegt und gesichert ist und die Datenbank nachgeführt ist.

Stellt das VGA einen Fehler fest, muss es die Geometerin oder den Geometer darüber informieren. Hat dieser Fehler eine Auswirkung auf den (bereits durchgeführten)

Eintrag, z.B. bei den Flächenangaben, muss die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter ebenfalls darüber informiert werden. Diese oder dieser kann den Eintrag nicht rückgängig machen, aber sie oder er muss die betroffenen Personen (Eigentümer, ev. Pfandgläubiger und Inhaber von Dienstbarkeiten) drüber informieren, zu den Bedingungen und gemäss den Bestimmungen der Artikel 96 und 97 AVG.

Artikel 93

Ist das Grundbuch in informatisierter Form gehalten, werden die Vermessungsdokumente (Plan für das Grundbuch, Plan für die Gemeinde und bei der Aufbewahrungsgemeterin oder beim Aufbewahrungsgemeter hinterlegte technische Dokumente) fortlaufend nachgeführt. Es ist daher nicht notwendig, dafür ein besonderes Verfahren vorzusehen. In den anderen Fällen müssen die Grundsätze von Artikel 120 Absatz 1 KVG übernommen werden. Das VGA ordnet die Nachführung der Pläne für Grundbuch und für die Gemeinde an; diese wird jedoch nicht von Amtes wegen durch die Aufbewahrungsgemeterin oder den Aufbewahrungsgemeter ausgeführt. Hingegen ist sie oder er für die Nachführung der technischen Dokumente verantwortlich, was jedoch nicht ausdrücklich im Gesetz vorgesehen werden muss.

Artikel 120 Absatz 2 KVG, gemäss welchem das Ausführungsreglement die Einzelheiten der Nachführung des Liegenschaftskatasters und der Mitteilungen an die Gemeinden regelt, hat keine eigene Auswirkung mehr, da der durch das Informatiksystem DESCAs geführte Liegenschaftskataster die Angaben betreffend die Eigentümer nicht mehr beinhaltet; er kann demzufolge nicht übernommen werden.

Artikel 94

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 121 KVG. Es kommt vor, dass von Geometern erstellte Verbale nicht im Grundbuch eingetragen werden, z.B. weil Baupromotoren auf die Ausführung ihres Projektes verzichten und die Entfernung der Grenzzeichen nicht verwirklicht wurde, weil z.B. die Auftraggeber zahlungsunfähig geworden sind oder weil sie die Kosten für ein aufgegebenes Projekt nicht tragen wollen.

Artikel 95

Artikel 122 KVG sieht vor, dass die Geometerin oder der Geometer, wenn sie oder er einen Fehler in den Dokumenten feststellt, dafür sorgt, dass dieser behoben wird (Abs.1) – indem sie oder er die in Artikel 123 und 124 KVG festgesetzten Massnahmen trifft – und das Vermessungsamt in Kenntnis setzt (Abs. 2). Die Anwendung dieser Grundsätze könnte Schwierigkeiten bereiten, im Besonderen weil allzu eifrige Geometer Berichtigungen im Glauben durchführen könnten, dass sie gemäss Artikel 125 KVG auf alle Fälle bezahlt würden. Dieses System muss in dem Sinne geändert werden, dass die Geometerin oder der Geometer von Amtes wegen das VGA in Kenntnis setzt, und dass das VGA dafür sorgt, dass der Fehler behoben wird. Das VGA wird sich in erster Linie an die verantwortliche Geometerin oder den verantwortlichen Geometer wenden, wenn diese oder dieser bekannt ist. Da diese oder dieser die Konsequenzen ihrer oder seiner Haftung (Art. 98 Abs. 1 AVG) tragen muss, wird sie

oder er alle Massnahmen treffen, um den Fehler zu beheben. In den anderen Fällen wird das VGA eine andere Geometerin oder einen anderen Geometer mit der Ausführung der Arbeiten beauftragen; die Kosten werden im Prinzip vom Staat übernommen (Art. 98 Abs. 2 AVG).

Artikel 96

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 123 KVG. In Absatz 2 wurde in Anlehnung an Artikel 98 Absatz 4 GBV der Wortlaut geändert. Das eingesetzte System ist demjenigen von Artikel 977 ZGB auf dem Gebiet der Berichtigungen des Grundbuches ähnlich. Die Idee, dass das VGA eine Untersuchung veranlasst, wird aufgegeben. Artikel 123 Absatz 4 KVG («Der Geometer erstellt ein Berichtigungsverbal») wird nicht übernommen, da die Berichtigung die Grenze einer Liegenschaft betrifft, so dass auf jeden Fall ein Verbal erstellt werden muss (Art. 81 Abs. 1 AVG). Es ist daher nicht nötig, es nochmals im Gesetz festzuhalten.

Artikel 97

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 124 KVG. Ist das Grundbuch informatisiert, erfolgt die Mitteilung an die Grundbuchverwalterin oder an den Grundbuchverwalter (Abs. 2) auf elektronischem Wege, d.h. indem die richtigen Daten direkt in die Liegenschaftsbeschreibung eingegeben werden.

Artikel 98

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 125 KVG. In Absatz 1 führt sie eine objektive Haftung der Geometerin oder des Geometers ein, die oder der auch dann haftet, wenn sie oder er keinen Fehler verursacht hat.

Artikel 99

Der Titel des Kapitels (gegenwärtig: Unterhalt des Vermessungswerkes) wurde geändert, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass dieser Unterhalt sowohl die Nachführung (Art. 22 VAV) als auch den Unterhalt (Art. 31 VAV) der amtlichen Vermessung betrifft.

Die Artikel 129 bis 132 KVG enthalten auf dem Gebiet des Unterhalts der kommunalen Fixpunkte und Territorialgrenzzeichen verschiedene Pflichten, die der Aufbewahrungsgemeterin oder dem Aufbewahrungsgemeter obliegen. Was die kantonalen Fixpunkte und Territorialgrenzzeichen betrifft, so sieht Artikel 129 Absatz 2 KVG vor, dass das VGA diese wieder herstellt. In der Praxis wird das Verfahren zur Wiederherstellung der kommunalen Fixpunkte nicht angewandt, hauptsächlich aus finanziellen Gründen: die Gemeinden, die die Wiederherstellungskosten übernehmen müssen (Art. 130 Abs. 1 KVG) schätzen es nicht, wenn die von ihnen bezeichnete Aufbewahrungsgemeterin oder der von ihnen bezeichnete Aufbewahrungsgemeter auf ihre Kosten Fixpunkte wiederherstellt (s. oben zu Art. 17). Ferner ist wahrscheinlich, dass man in Zukunft die kommunalen Fixpunkte wegen des Gebrauchs des GPS-Systems nicht mehr benötigen wird. Aus diesen Gründen werden diese Bestimmungen nicht übernommen.

Die Artikel 133 bis 138 KVG, die einen Abschnitt bilden, der dem Unterhalt der Vermessungsdokumente gewidmet

ist (Verzeichnis, Räumlichkeiten und Möbel, Versicherung, Sorgfalt, Sicherheitsmassnahmen und Ersatz abgenützter Dokumente), sind materiell nicht so wichtig, dass sie auf Gesetzesstufe übernommen werden müssen. Sie können in das Ausführungsreglement aufgenommen werden.

Artikel 99 AVG übernimmt den Artikel 128 KVG. Betreffend die Fixpunkte wurde die Formulierung derjenigen von Artikel 86 TVAV angepasst.

Artikel 100

Diese Bestimmung, ebenfalls eine Anwendung von Artikel 86 TVAV, übernimmt den Artikel 126 Absatz 1 KVG. Gemäss Artikel 126 Absatz 2 KVG haben die Eigentümer einen Geometer mit der Wiederherstellung der Grenzzeichen, die entfernt, versetzt oder beschädigt wurden, zu beauftragen. Diese gesetzliche Pflicht wurde aufgegeben, da die Generalrevision der Grenzen im Rahmen einer neuen Parzellarvermessung nicht mehr systematisch durchgeführt wird.

Artikel 101

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 127 Absatz 1 KVG. Die Absätze 2 bis 4 von Artikel 127 KVG, die ein besonderes Verfahren für die Wiederherstellung der Grenzzeichen beinhalten, werden nicht übernommen, da eine Vermittlung des Geometers auf dem Gebiet der Vermessung nicht mehr vorgesehen ist (s. oben zu Art. 19). Diese Regeln können eventuell im Ausführungsreglement übernommen werden.

Artikel 102

Die Artikel 139 bis 143 KVG bilden einen Abschnitt, der der Katastererneuerung und der Zweitvermessung gewidmet ist. Diese Begriffe werden aufgegeben und durch die neue Terminologie des Bundes ersetzt. Man spricht in diesem Falle von Erneuerung. Gemäss Artikel 18 Absatz 2 VAV besteht diese in der Umarbeitung und Ergänzung der Bestandteile einer definitiv anerkannten amtlichen Vermessung, um sie den Anforderungen der VAV anzupassen.

Gemäss der gegenwärtigen Reglementierung kann eine Erneuerung vom Staat (s. Art. 140 KVG) und den Gemeinden (s. Art. 141 KVG) beschlossen werden. Die Grundsätze von Artikel 102 Absatz 2 AVG, die die Auflage und die Inkraftsetzung betreffen, wurden von denjenigen in Artikel 142 KVG inspiriert. Das zuständige Kriterium, um zu entscheiden, ob eine Auflage notwendig ist, ist zu wissen, ob die Rechte der Grundeigentümer betroffen sind.

Artikel 103

Diese Bestimmung übernimmt die Grundsätze von Artikel 140 KVG. Der Entscheid des Staatsrats, eine Erneuerung anzuordnen, wird auf Grund des von der Finanzdirektion verabschiedeten Ausführungsprogramms (Art. 15) getroffen. Das Prinzip, die Kosten in zwei Hälften zu teilen, wird beibehalten. Ein neuer Abschnitt 3 wird eingeführt, der die Rechnungsstellung in Form von Anzahlungen gestattet; dieses System ist von demjenigen inspiriert, das auf dem Gebiet der neuen Parzellarvermessung eingesetzt wurde (s. Art. 72 Abs. 3 AVG).

Artikel 104

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 141 KVG. In der Regel übernimmt der Staat den in Absatz 2 erwähnten Beitrag, da er die Koordination der Arbeiten innehat und hinsichtlich der Ausführung Bedingungen stellen kann.

Artikel 105

Die provisorische Numerisierung ist die Überführung einer provisorisch oder definitiv anerkannten amtlichen Vermessung alter Ordnung in eine automationsgerechte Form, wenn dabei Anforderungen an eine amtliche Vermessung neuer Ordnung nicht oder nur teilweise erfüllt werden (Art. 56 Abs. 2 VAV). Sie wird in den Übergangsbestimmungen der VAV und im Titel 8 der TVAV geregelt. Unter Berücksichtigung der Wichtigkeit, die sie für den Kanton Freiburg hat, rechtfertigt es sich, die diesbezüglichen Bestimmungen im Unterhalt zu integrieren.

Die provisorische Numerisierung wird im Kanton Freiburg in Gemeinden oder Teilen von Gemeinden, wo das eidgenössische Grundbuch bereits angelegt wurde, hauptsächlich auf der Grundlage eidgenössischer Vermessungen durchgeführt. Es handelt sich dabei um eine für die Informatisierung des Grundbuches notwendige Operation.

Wie in Absatz 1 erwähnt, kann die provisorische Numerisierung nur vom Staatsrat und nicht von den Gemeinden angeordnet werden. Der Entscheid des Staatsrats wird auf Grund des von der Finanzdirektion verabschiedeten Ausführungsprogramms getroffen (s. Art. 15AVG).

Artikel 106

Die VAV behandelt in den Artikel 34 ff. die Einsicht und die Abgabe der Daten der amtlichen Vermessung. Gemäss Artikel 33 VAV sind die Daten der amtlichen Vermessung öffentlich. Gemäss Artikel 24 Absatz 2 VAV können die Kantone die Einsicht und die Abgabe mit Auflagen und Bedingungen verbinden, soweit dies im öffentlichen Interesse ist. Unter diesem Gesichtspunkt ist Artikel 144 Absatz 1 KVG, der die Einsicht generell an bestimmte Bedingungen knüpft, mit dem Bundesrecht nicht vereinbar.

Im Wesentlichen wird diese Frage im Ausführungsreglement definiert werden. Es ist jedoch wichtig, im Gesetz festzuhalten (Abs. 2), dass für die Gemeinden der Gebrauch der Daten für ihre eigenen Zwecke von der Gebühr befreit ist. Die Regeln betreffend den direkten Zugriff mit Informatikhilfsmitteln (Abs. 2) wurden in Anwendung von Artikel 36 VAV festgesetzt; diejenigen, die die Gebühren betreffen (Abs. 3), in Anwendung von Artikel 38 VAV. Unter diesen Bedingungen erscheint es nicht angebracht zu sein, die Grundsätze der Artikel 144 bis 148 KVG zu übernehmen. Einige von ihnen können jedoch im Reglement übernommen werden.

Artikel 107

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 149 Absatz 1 und 2 KVG. Die Katastererstellung des öffentlichen Grundes wird unabhängig von einer Neuvermessung, die der Anlegung des eidgenössischen Grundbuches (s. Art. 57 des Ausführungsreglements vom 9. Dezember 1986 zum Gesetz über das Grundbuch) vorangeht, auf die Fälle

ausgeweitet, wo eine Erneuerung oder eine provisorische Numerisierung stattfindet. Der Grundsatz von Artikel 149 Absatz 3 KVG braucht nicht übernommen zu werden, da die darin enthaltene Frist von 10 Jahren bereits abgelaufen ist; der Liegenschaftskataster ist durch DESCA gegeben. Auch wenn die öffentlichen Gewässer nicht vollständig eingetragen sind, muss man keine systematischen Eintragungen vorsehen.

Artikel 108

Diese Bestimmung übernimmt den Artikel 150 KVG.

Artikel 109

Diese Regel, im heute gültigen Gesetz in Artikel 151 KVG festgehalten, muss angepasst werden, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass auf die Generalrevision der Grenzen verzichtet wird. Die Neuvermessungen, die gemäss altem Recht begonnen wurden, müssen gemäss den alten Regeln beendet werden; es sind zwei an der Zahl. Die vom Staatsrat angeordneten Neuvermessungen, für die die Generalrevision der Grenzen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Gesetzes noch nicht begonnen wurde, werden nach neuem Recht ausgeführt.

Andere Bestimmungen des Übergangsrechts des KVG, die namentlich die Aufbewahrungsgeometrie betreffen, brauchen nicht übernommen zu werden.

Artikel 110

Diese Regel, die die Abgabe der Patente nach neuem Recht betrifft, ist vom in Artikel 21 der Verordnung vom 4. Juni 2001 über die provisorische Regelung der Freizügigkeit der Anwälte eingeführten System inspiriert. Siehe ebenfalls oben zu Artikel 32.

Artikel 111

Diese Regel betrifft die Änderung des Tarifs der Kosten für die Katasteraufnahme der Gebäude. Das ausschlaggebende Datum ist das Datum des Mandats an den Geometer, das Gebäudeverbal zu erstellen. Es handelt sich also weder um das Datum des Bauabschlusses, noch der Erstellung des Verbales, noch der Eintragung der Änderungen im Grundbuch.

Artikel 112

Infolge der Totalrevision durch ein neues Gesetz muss das KVG aufgehoben werden.

Artikel 113 bis 119

Die in diesen Artikeln vorgesehenen Änderungen sind hauptsächlich an die Notwendigkeit gebunden, die Reglementierung betreffend die Geometer den Anforderungen der Verordnung über das eidgenössische Patent für Ingenieur-Geometer sowie des BGBM anzupassen und die neue Terminologie in die anderen Gesetzestexte zu integrieren.

Im Falle einer Gemeindefusion muss vorgesehen werden, dass der Name der neuen Gemeinde Gegenstand einer Stellungnahme einer spezialisierten Kommission ist; es ist klar, dass diese Aufgabe der Kommission für Nomen-

klatur zufällt (Art. 113 zur Änderung der Art. 7 und 138 des GG).

Die mit Artikel 117 gemachte Änderung revidiert eine aktuelle Terminologie und beseitigt eine Divergenz, indem sie betreffend die Zusammenstellung der Grundstückskommission für Nationalstrassen die deutsche Version mit der französischen Version in Übereinstimmung bringt.

Artikel 120

Der Staatsrat wird prüfen, ob das Inkrafttreten noch vor der Annahme des neuen Ausführungsreglementes erfolgen kann. Zudem ist eine Genehmigung des Bundes nötig (Bestimmungen mit Bezug zu Art. 52 Schlusstitel ZGB über die von den amtlichen Geometern ausgestellten öffentlichen Urkunden), weswegen die Norm vorsieht, dass es dem Staatsrat gestattet ist, nach Erhalt dieser Genehmigung die noch notwendigen Änderungen vorzunehmen.

ANHANG

GLOSSAR – DEFINITIONEN

| | |
|----------------------|---|
| Amtliche Vermessung: | Als amtliche Vermessungen gelten die zur Anlage und Führung des Grundbuches vom Bund, definitiv oder provisorisch, anerkannten Vermessung (Art. 1 Abs. 1 VAV). Bestandteile der amtlichen Vermessung: <ol style="list-style-type: none">1. die Fixpunkte und die Grenzzeichen*,2. das vom Bund oder vom Kanton vorgesehene Datenmodell*,3. der Plan für das Grundbuch* und die weiteren zum Zweck der Grundbuchführung erstellten Auszüge aus dem Grunddatensatz*,4. die technischen Dokumente*,5. die Bestandteile und Grundlagen der amtlichen Vermessung alter Ordnung. Die Durchführung der amtlichen Vermessung umfasst folgende Operationen: <ol style="list-style-type: none">1. die Vermarkung*,2. die Parzellarvermessung*,3. die Erneuerung*,4. die provisorische Numerisierung*, und5. die periodische Nachführung. |
| Aufnahme: | Es handelt sich um eine Vermessungsoperation auf dem Feld, um die Grenzkordinaten festzustellen. |
| Datenmodell: | Element der amtlichen Vermessung*. Ein (konzeptionelles) Datenmodell ist eine Beschreibung von Inhalt und Struktur von Daten, die einen applikationsspezifischen (d.h. einen themenabhängigen) |

| | | | |
|-------------------------|--|------------------------|--|
| | Ausschnitt der Realität charakterisieren, sowie von Regeln, die dafür gelten. | | |
| Digitalisierung: | Es ist die Erfassung von Punktkoordinaten von einem Papierplan (mit einer Lupe) oder mit der Computermaus (am Bildschirm) von einem vorgängig gescannten Plan (Umwandlung von analogen in digitale Daten). | Liegenschaftskataster: | Es ist ein technisches Dokument, das im Rahmen der Katastererstellung* erstellt wird. Es umfasst: <ol style="list-style-type: none"> 1. das beschriebene Register der Liegenschaften und der als Grundstücke aufgenommenen selbständigen und dauernden Rechte (Liegenschaftsregister*) und 2. die Nebenregister, namentlich das Flächenregister der Bodenbedeckungsarten und, zur Information, eine Kopie des Eigentümerregisters. |
| Ersterhebung: | Als Ersterhebung gilt die Erstellung der Bestandteile der amtlichen Vermessung in Gebieten ohne definitiv anerkannte Vermessung. | Liegenschaftsregister: | Wichtigster Teil des Liegenschaftskatasters* (Art. 24 Abs. 1 AVG). |
| Erneuerung: | Die Erneuerung soll die Bestandteile einer definitiv anerkannten amtlichen Vermessung (Katastervermessung) durch Numerisierung und Ergänzung fehlender Elemente an die Anforderungen des AVG anpassen. | Materialisierung: | Es handelt sich um das Anbringen der Fixpunkt- und Grenzzeichen. |
| Fixpunkte: | Fixpunkte sind Anschlusspunkte der amtlichen Vermessung, die durch Messungen und Ausgleichsverfahren im Bezugssystem der schweizerischen Landesvermessung bestimmt und im Feld durch Fixpunktzeichen* dauerhaft gekennzeichnet sind. | Nachführung: | Als Nachführung gilt die Anpassung der Bestandteile der amtlichen Vermessung an die veränderten rechtlichen und tatsächlichen Verhältnisse. |
| Fixpunktzeichen: | Sie sind die Materialisierung der Fixpunkte* (Art. 53 Abs. 1 und 2 TVAV). Man unterscheidet primäre und sekundäre Zeichen. | Numerisierung: | Es handelt sich um die Umwandlung von grafischen Plänen in informatisierte Pläne. Man unterscheidet: <ul style="list-style-type: none"> – Die Numerisierung im Rahmen einer Erneuerung*: Alle Elemente der Originalvermessung werden wieder verwendet. Sie werden ebenfalls kontrolliert und reaktualisiert. Die resultierenden Koordinaten sind genau. – Die Numerisierung durch Digitalisierung* im Rahmen einer provisorischen Numerisierung*: Die Koordinaten werden ab einem grafischen Plan erfasst. Die Genauigkeit hängt somit von den Originalplänen ab und kann zwischen 20 cm und mehreren Metern variieren. – Die Numerisierung durch Scanner, die eine numerische Fotokopie des Originalplans ist. Der Plan wird am Bildschirm in Form eines Punkterasters (Pixel) dargestellt. Er kann mehr oder weniger genau in das nationale Koordinatensystem eingepasst werden, jedoch ist es unmöglich, eine Fläche oder eine Linie auszuwählen. Ein gescannter Plan ist kein Produkt der amtlichen Vermessung. |
| Grenzfeststellung: | Element der Vermarkung*. Die Grenzfeststellung umfasst im Besonderen die Liegenschaftsgrenzen. Die Grenzen werden in der Regel an Ort und Stelle festgestellt. | | |
| Grenzzeichen: | Es sind die äusseren Zeichen für die Existenz von Grenzen (Steine oder Bolzen): Die Grenzzeichen sind so anzubringen, dass die Grenzen im Feld dauernd erkennbar oder mit einfachen Mitteln auffindbar bleiben. | | |
| Grundbuchvermessung: | Nach alter Ordnung durchgeführte Vermessung. | | |
| Katastererstellung: | Es ist die Erstellung des Planes und der technischen Dokumente für das Grundbuch. | | |
| Landinformationssystem: | Die informatische Organisation der Landinformationen (Organe, Verwaltungsverfahren und Datenbank), die ihren Fortbestand und ihre rationale Nutzung für thematisches Suchen, Analysen, Wiedergaben oder Auszüge gewährleistet. Die Informationen sind in der Regel in unabhängige Ebenen gegliedert, zwischen denen jedoch mittels ihrer raumbezogenen Daten (Lage) im Informatiksystem eine Verbindung hergestellt werden kann. | Parzellarvermessung: | Sie umfasst (Art. 3 Abs. 2 Bst. b AVG): <ol style="list-style-type: none"> 1. die Erstellung der Fixpunkte*, 2. die Feststellung und die Ersterhebung der Bestandteile des Grunddatensatzes*, die für die Erstellung des Planes für das Grundbuch* notwendig sind, 3. die Katastererstellung*. |

| | | | |
|------------------------------|--|-----------------|---|
| Plan für das Grundbuch: | Der Plan für das Grundbuch ist ein aus dem Grunddatensatz erstellter graphischer Auszug; er ist ein ergänzendes Dokument des Grundbuches. | Übersichtsplan: | Der Übersichtsplan ist eine kartographische Darstellung des Geländes, erstellt aufgrund von Vermessungen alter Ordnung; er wird vom Amt für Vermessung und Geomatik verwaltet. |
| Provisorische Numerisierung: | Es ist die Überführung einer amtlichen Vermessung alter Ordnung (Grundbuchvermessung) in eine vollnumerische Vermessung, jedoch ohne Aktualisierung. Sie beschränkt sich in erster Linie auf die Umsetzung des Katasterplanes in eine digitale vektorielle Form (Art. 89 Abs. 2 TVAV). | Unterhalt: | Der Unterhalt umfasst alle organisatorischen und technischen Massnahmen zum Zwecke der Datenverwaltung, der Aufbewahrung, der Archivierung und der Sicherung der Bestandteile zur Erhaltung des Wertes der amtlichen Vermessung (art. 80 TVAV). |
| Technische Dokumente: | Element der amtlichen Vermessung (art. 3 Abs. 1 Bst. d AVG). Sie umfassen namentlich die Handrisse, Skizzen, Aufnahmen, Koordinatenlisten, Berechnungen. | Vermarkung: | Element der amtlichen Vermessung*. Sie umfasst: <ul style="list-style-type: none"> 1. die Grenzfeststellung*, und 2. das Anbringen von Grenzzeichen*. |
| Übergangskataster: | Es handelt sich um den nach der Neuvermessung erstellten Kataster (Blätter der Liegenschaftsbeschreibungen); er wird dem Grundbuchverwalter für die Vorbereitung der Anerkennungen übergeben und dient als Grundlage für das eidgenössische Grundbuch. | Versicherung: | Es handelt sich um die Materialisierung*. Da beide Begriffe sinngemäss identisch sind, wurde der Begriff «Versicherung» aufgegeben. |

Projet du 16.04.2003

Entwurf vom 16.04.2003

Loi

du

sur la mensuration officielle (LMO)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 950 du code civil suisse;

Vu les articles 38 à 48 du Titre final du code civil suisse;

Vu l'ordonnance fédérale du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle (OMO);

Vu l'ordonnance technique du 10 juin 1994 sur la mensuration officielle (OTEMO);

Vu l'article 208 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg;

Vu le message du Conseil d'Etat du 16 avril 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Gesetz

vom

über die amtliche Vermessung (AVG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 950 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und die Artikel 38-48 des Schlusstitels;

gestützt auf die Verordnung des Bundesrates vom 18. November 1992 über die amtliche Vermessung (VAV);

gestützt auf die technische Verordnung vom 10. Juni 1994 über die amtliche Vermessung (TVAV);

gestützt auf Artikel 208 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 16. April 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER

But et organes

SECTION 1

But

Art. 1 Principe

¹ La présente loi a pour but d'assurer l'acquisition, la gestion, la mise à jour et la diffusion des données de la mensuration officielle sur l'ensemble du territoire cantonal.

² Elle définit les modalités de la mensuration officielle sur les points laissés par le droit fédéral à la compétence des cantons.

³ Dans ce domaine, elle régit notamment les activités:

- a) des géomètres brevetés, répondant aux conditions de l'article 9;
- b) des géomètres officiels, répondant aux conditions de l'article 32;
- c) des géomètres dépositaires, répondant aux conditions de l'article 76.

Art. 2 Définition

¹ La mensuration officielle désigne les mensurations exécutées en vue de l'établissement et de la tenue du registre foncier et reconnues, définitivement ou provisoirement, par la Confédération.

² Les données de la mensuration officielle doivent servir à la constitution et à l'exploitation de systèmes d'information du territoire et doivent pouvoir être utilisées à des fins tant publiques que privées.

Art. 3 Contenu

¹ La mensuration officielle comprend:

- a) les repères et signes de démarcation;
- b) les modèles de données prévus par la Confédération et le Conseil d'Etat;
- c) le plan du registre foncier et les autres extraits du catalogue des données établis en vue de la tenue du registre foncier;

1. TITEL

Allgemeine Bestimmungen

1. KAPITEL

Zweck und Organe

1. ABSCHNITT

Zweck

Art. 1 Grundsatz

¹ Dieses Gesetz hat zum Ziel, die Beschaffung, die Verwaltung, die Nachführung und die Abgabe der Daten der amtlichen Vermessung für das gesamte Kantonsgebiet zu gewährleisten.

² Es definiert die Modalitäten der amtlichen Vermessung, die von der Bundesgesetzgebung der Kompetenz der Kantone überlassen wurden.

³ Auf diesem Gebiet regelt es namentlich die Befugnisse:

- a) der patentierten Geometerinnen und Geometer nach Artikel 9;
- b) der amtlichen Geometerinnen und Geometer nach Artikel 32;
- c) der Aufbewahrungsgeometerinnen und -geometer nach Artikel 76.

Art. 2 Begriff

¹ Als amtliche Vermessungen gelten die zur Anlage und Führung des Grundbuches vom Bund provisorisch oder definitiv anerkannten Vermessungen.

² Die Daten der amtlichen Vermessung sollen als Grundlage für den Aufbau und den Betrieb von Landinformationssystemen dienen und für öffentliche und private Zwecke verwendet werden können.

Art. 3 Inhalt

¹ Bestandteile der amtlichen Vermessung bilden:

- a) die Fixpunkte und Grenzzeichen;
- b) die vom Bund und vom Staatsrat vorgesehenen Datenmodelle;
- c) der Plan für das Grundbuch und die weiteren zum Zweck der Grundbuchführung erstellten Auszüge aus dem Grunddatensatz;

- d) les documents techniques;
- e) les éléments et les documents des mensurations effectuées selon les anciennes dispositions fédérales et cantonales, en particulier le plan d'ensemble.

² L'exécution de la mensuration officielle comporte les opérations suivantes:

- a) l'abornement; celui-ci comprend
 1. la détermination des limites et
 2. la pose des signes de démarcation;
- b) la mensuration parcellaire; celle-ci comprend
 1. l'établissement de points fixes;
 2. le relevé des éléments du modèle des données;
 3. la cadastration, qui comprend l'établissement du plan et des documents techniques destinés au registre foncier, en particulier l'établissement du cadastre des biens-fonds;
- c) le renouvellement;
- d) la numérisation préalable et
- e) la mise à jour périodique.

SECTION 2

Organes cantonaux

Art. 4 Conseil d'Etat et Direction compétente

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance cantonale sur la mensuration officielle.

² Les tâches que la loi attribue à l'Etat en matière de mensuration officielle sont placées sous la responsabilité de la Direction compétente (ci-après: la Direction); celle-ci dispose à cet effet d'un Service spécialisé.

Art. 5 Service spécialisé

¹ Le Service spécialisé (ci-après: le Service) s'acquitte des tâches générales que la législation fédérale lui attribue directement. En particulier, il assure:

- a) l'établissement et la conservation des points fixes cantonaux de mensuration;
- b) l'établissement et la conservation du plan d'ensemble;

- d) die technischen Dokumente;
- e) die nach alter eidgenössischer oder kantonaler Ordnung ausgeführten Bestandteile und Grundlagen der amtlichen Vermessung, insbesondere der Übersichtsplan.

² Die Durchführung der amtlichen Vermessung umfasst folgende Operationen:

- a) die Vermarkung; diese besteht aus:
 1. der Grenzfeststellung, und
 2. dem Anbringen der Grenzzeichen;
- b) die Parzellarvermessung; diese besteht aus:
 1. der Erstellung der Fixpunkte,
 2. der Erhebung der Bestandteile des Datenmodells,
 3. der Katastererstellung; diese besteht aus der Erstellung des Plans und der technischen Dokumente, die für das Grundbuch bestimmt sind, insbesondere die Erstellung des Liegenschaftskatasters;
- c) die Erneuerung;
- d) die provisorische Numerisierung;
- e) die periodische Nachführung.

2. ABSCHNITT

Kantonale Organe

Art. 4 Staatsrat und zuständige Direktion

¹ Der Staatsrat übt die kantonale Oberaufsicht über die amtliche Vermessung aus.

² Die Aufgaben, die das Gesetz auf dem Gebiet der amtlichen Vermessung dem Staat überträgt, fallen unter die Verantwortung der zuständigen Direktion (Direktion). Diese verfügt zu diesem Zweck über ein spezialisiertes Amt.

Art. 5 Spezialisiertes Amt

¹ Das spezialisierte Amt (das Amt) führt die allgemeinen Aufgaben aus, die ihm von der Bundesgesetzgebung direkt übertragen werden. Im Besonderen sorgt es für:

- a) die Erstellung und den Unterhalt der kantonalen Vermessungsfixpunkte;
- b) die Erstellung und den Unterhalt des Übersichtsplanes;

- c) la planification, la coordination, la surveillance et la vérification de l'abornement, de la mensuration parcellaire, des renouvellements, des numérisations préalables et de la mise à jour périodique, dans le cadre des législations fédérale ou cantonale;
- d) la mise à jour et la valorisation des données de la mensuration officielle dans le cadre des systèmes d'information du territoire;
- e) l'exécution des autres tâches qui lui incombent en vertu des législations fédérale ou cantonale.

² Le Service prend les mesures nécessaires en matière de sécurité des données.

³ Le Service est dirigé par l'ingénieur-e géomètre cantonal-e (ci-après: géomètre cantonal-e), qui doit être ingénieur-e géomètre breveté-e.

Art. 6 Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire
a) Composition et fonctionnement

¹ Il est institué une Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire, rattachée administrativement à la Direction.

² La Commission est composée d'un président ou d'une présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente, qui sont juristes, et de six assesseur-e-s titulaires du brevet fédéral d'ingénieur-e géomètre, tous nommés individuellement pour une durée de cinq ans par le Conseil d'Etat. Les articles 7 et 9 de la loi d'organisation du Tribunal administratif s'appliquent par analogie aux membres de la Commission.

³ Le ou la secrétaire ainsi que les suppléants ou suppléantes sont juristes et sont également nommés par le Conseil d'Etat; ils ont voix consultative.

⁴ La Commission siège avec le ou la présidente et deux assesseur-e-s, dont au moins un ou une géomètre officiel-le.

⁵ La Commission statue en dernière instance cantonale.

Art. 7 b) Indépendance et surveillance

¹ La Commission est indépendante dans l'exercice de ses attributions.

- c) die Planung, Koordination, Überwachung und Verifikation der Vermarkung, der Parzellarvermessung, der Erneuerungen, der provisorischen Numerisierungen und der periodischen Nachführung im Rahmen der eidgenössischen oder kantonalen Gesetzgebung;
- d) die Nachführung und die Verwertung der Daten der amtlichen Vermessung im Rahmen der Landinformationssysteme,
- e) die Erfüllung weiterer Aufgaben, die ihm durch die eidgenössische oder kantonale Gesetzgebung übertragen werden.

² Das Amt trifft auf dem Gebiet des Datenschutzes die notwendigen Massnahmen.

³ Das Amt wird von der Ingenieur-Geometerin oder vom Ingenieur-Geometer des Kantons geleitet (die Kantonsgeometerin oder der Kantonsgeometer). Diese Person muss patentierte Ingenieur-Geometerin oder patentierter Ingenieur-Geometer sein.

Art. 6 Rekurskommission für neue Parzellarvermessung
a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Es wird eine kantonale Rekurskommission für die neue Parzellarvermessung eingesetzt, die administrativ der Direktion zugewiesen ist.

² Die Kommission setzt sich zusammen aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten und einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten, die Juristinnen oder Juristen sind, sowie sechs Beisitzerinnen und Beisitzern, die eidgenössisch patentierte Ingenieur-Geometerinnen oder Ingenieur-Geometer sind; die Mitglieder werden vom Staatsrat einzeln für fünf Jahre gewählt. Die Artikel 7 und 9 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts gelten sinngemäss für die Kommissionsmitglieder.

³ Die Sekretärin oder der Sekretär und deren Stellvertreterin oder Stellvertreter sind Juristinnen oder Juristen und werden ebenfalls vom Staatsrat gewählt. Sie haben beratende Stimme.

⁴ Die Kommission tagt mit der Präsidentin oder dem Präsidenten und zwei Beisitzerinnen und Beisitzern, von denen mindestens eine Person amtliche Geometerin oder amtlicher Geometer sein muss.

⁵ Die Kommission entscheidet als letzte kantonale Instanz.

Art. 7 b) Unabhängigkeit und Aufsicht

¹ Die Kommission ist in der Ausübung ihrer Befugnisse unabhängig.

² Elle est placée sous la surveillance du Tribunal administratif. Elle lui soumet chaque année un rapport sur son activité.

Art. 8 Commissions de nomenclature

¹ Pour chacune des deux langues officielles, il est institué une Commission de nomenclature, rattachée administrativement à la Direction.

² Chaque Commission est composée de trois membres et de deux membres suppléants, nommés individuellement par le Conseil d'Etat; elle s'organise elle-même.

³ Le Service coordonne les travaux des commissions.

SECTION 3

Autres organes

Art. 9 Géomètres brevetés
a) Condition

Ont qualité de géomètres brevetés les titulaires du brevet fédéral d'ingénieur-géomètre ou d'un titre jugé équivalent par la Confédération.

Art. 10 b) Fonctions

Sous réserve des compétences attribuées au Service et de l'article 13, la mensuration officielle doit être exécutée par les géomètres brevetés.

Art. 11 c) Responsabilité civile

La responsabilité civile des géomètres brevetés est régie par le droit fédéral; la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents n'est pas applicable.

Art. 12 d) Honoraires

Le Conseil d'Etat arrête les tarifs concernant la mise à jour annuelle des documents de la mensuration et la cadastration des bâtiments.

Art. 13 Autres spécialistes en mensuration

Les autres spécialistes en mensuration sont autorisés à exécuter les tâches qui leur sont attribuées par la présente loi.

² Sie steht unter der Aufsicht des Verwaltungsgerichts. Sie unterbreitet ihm alljährlich einen Bericht über ihre Tätigkeit.

Art. 8 Nomenklaturkommission

¹ Für jede der beiden Amtssprachen wird eine Nomenklaturkommission eingesetzt, die administrativ der Direktion zugewiesen ist.

² Jede Kommission besteht aus drei Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die einzeln vom Staatsrat gewählt werden. Sie konstituiert sich selbst.

³ Das Amt koordiniert die Arbeiten der Kommissionen.

3. ABSCHNITT

Weitere Organe

Art. 9 Patentierte Geometerin und patentierter Geometer
a) Bedingung

Patentierter Geometerin oder patentierter Geometer ist, wer ein eidgenössisches Patent für Ingenieur-Geometerinnen oder Ingenieur-Geometer oder einen gleichwertigen, vom Bund anerkannten Titel hat.

Art. 10 b) Aufgaben

Unter Vorbehalt der dem Amt erteilten Kompetenzen und des Artikels 13 muss die amtliche Vermessung von einer patentierten Geometerin oder einem patentierten Geometer ausgeführt werden.

Art. 11 c) Haftung

Die Haftung der patentierten Geometerinnen und Geometer ist durch das Bundesrecht geregelt. Das Gesetz über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger nicht anwendbar.

Art. 12 d) Honorare

¹ Der Staatsrat setzt die Tarife für die jährliche Nachführung der Dokumente und die Katastererstellung der Gebäude fest.

Art. 13 Weitere Vermessungsfachleute

Die übrigen Vermessungsfachleute erfüllen die ihnen durch dieses Gesetz übertragenen Aufgaben.

SECTION 4

Programmes

Art. 14 Programme général

¹ Le Conseil d'Etat adopte, à titre de ligne directrice, un programme général pour l'exécution des travaux de la mensuration officielle du canton; ce programme détermine le volume total et le financement des travaux, ainsi que le terme de l'exécution de ceux-ci.

² Le Conseil d'Etat tient compte de la stratégie de la Confédération dans ce domaine.

Art. 15 Programme d'exécution

La Direction arrête la liste des communes dont la nouvelle mensuration parcellaire, le renouvellement, la numérisation préalable ou la mise à jour périodique doivent être décidés.

Art. 16 Territoires en mouvement permanent

¹ Dans le cadre de l'établissement des programmes, l'Etat peut procéder d'office à la définition du périmètre des territoires en mouvement permanent dans les communes à mesurer.

² Cette définition a lieu selon la procédure prévue par la loi d'application du code civil.

³ Les frais liés à cette définition sont inclus dans les frais de la cadastration des communes concernées.

CHAPITRE 2

Dispositions communes à la nouvelle mensuration et à la conservation

SECTION 1

Points fixes de mensuration

Art. 17 Etablissement

¹ Les propriétaires sont tenus de tolérer l'établissement de points fixes de mensuration (art. 46 OTEMO) sur leurs fonds.

4. ABSCHNITT

Programme

Art. 14 Allgemeines Programm

¹ Der Staatsrat erlässt im Sinne einer Richtlinie ein allgemeines Programm für die Durchführung der amtlichen Vermessungen des Kantons. Dieses Programm legt den gesamten Umfang und die Finanzierung der Arbeiten sowie deren Ausführungsfrist fest.

² Der Staatsrat berücksichtigt dabei die Strategie des Bundes auf diesem Gebiet.

Art. 15 Ausführungsprogramme

Die Direktion erlässt die Liste der Gemeinden, für die die neue Parzellarvermessung, die Erneuerung, die provisorische Numerisierung oder die periodische Nachführung anzuordnen ist.

Art. 16 Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen

¹ Bei der Erstellung der Programme kann der Staat für die neu zu vermessen den Gemeinden den Perimeter der Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen von Amts wegen festlegen.

² Für diese Festlegung findet das im Einführungsgesetz zum Zivilgesetzbuch vorgesehene Verfahren Anwendung.

³ Die Kosten dieser Festlegung sind in den Gesamtkosten für die Katastererstellung der betroffenen Gemeinden inbegriffen.

2. KAPITEL

Gemeinsame Bestimmungen für die Neuvermessung und den Unterhalt

1. ABSCHNITT

Vermessungsfixpunkte

Art. 17 Erstellung

¹ Jede Person ist verpflichtet, die Erstellung von Vermessungsfixpunkten (Art. 46 TVAV) auf ihrem Grundstück zu dulden.

² Si les points fixes ne sont pas situés sur la limite, l'organe de la mensuration officielle prend en considération autant que possible les vœux des propriétaires quant à l'emplacement des points; en cas d'opposition, le Service statue sous réserve de recours au Tribunal administratif.

³ Une indemnité n'est due qu'en cas de restriction importante à la jouissance de l'immeuble; en cas de litige, l'indemnité est fixée selon la procédure d'expropriation.

Art. 18 Mention

¹ Les points fixes qui ne sont situés ni sur les limites ni sur les biens-fonds du domaine public sont mentionnés au registre foncier.

² L'organe chargé de l'établissement des points fixes en fait d'office la réquisition.

SECTION 2

Abornement

Art. 19 Limites à déterminer

¹ La détermination des limites a pour objet:

- a) les limites de territoire;
- b) les biens-fonds;
- c) les droits distincts et permanents, pour autant qu'ils puissent être différenciés par la surface;
- d) les autres servitudes, pour autant que leurs limites soient définies clairement sur le terrain.

² Les limites sont en principe déterminées sur place. Toutefois, elles peuvent être déterminées sur la base de plans, de photos aériennes ou de tout autre document approprié, dans les régions agricoles ou forestières en zone de montagne ou d'estivage selon le cadastre de la production agricole, ainsi que dans les régions improductives.

Art. 20 Pose des signes de démarcation

¹ La pose des signes de démarcation a pour objet:

- a) les limites de territoire;

² Liegen Fixpunkte nicht auf der Grundstücksgrenze, so wendet sich das Organ der amtlichen Vermessung an die Eigentümerinnen und Eigentümer, deren Wünsche in Bezug auf den Standort des Punktes soweit als möglich zu berücksichtigen sind. Kommt keine Einigung zustande, so entscheidet das Amt unter Vorbehalt der Beschwerde an das Verwaltungsgericht.

³ Eine Entschädigung wird nur geschuldet, wenn die Nutzung des Grundstücks erheblich eingeschränkt wird. Im Streitfall wird die Entschädigung im Enteignungsverfahren festgesetzt.

Art. 18 Anmerkung

¹ Fixpunkte, die sich weder auf einer Grenze noch auf einer zu den öffentlichen Sachen gehörenden Liegenschaft befinden, werden im Grundbuch ange-merkt.

² Das mit der Erstellung von Fixpunkten beauftragte Organ nimmt die Anmeldung von Amtes wegen vor.

2. ABSCHNITT

Vermarkung

Art. 19 Grenzfeststellung

¹ Gegenstand der Grenzfeststellung sind:

- a) die Hoheitsgrenzen;
- b) die Liegenschaften;
- c) die selbständigen und dauernden Rechte, sofern sie flächenmässig aus-ge-schieden werden können;
- d) die anderen Dienstbarkeiten, sofern diese lagemässig eindeutig definiert sind.

² Die Grenzen werden in der Regel an Ort und Stelle festgestellt. In Landwirtschafts- und Forstwirtschaftgebieten im Berg- und Sömmerungsgebiet gemäss landwirtschaftlichem Produktionskataster sowie in unproduktiven Gebieten können sie indessen auch gestützt auf Pläne, Luftbilder oder andere geeignete Grundlagen festgestellt werden.

Art. 20 Anbringen von Grenzzeichen

¹ Grenzzeichen werden angebracht für:

- a) die Hoheitsgrenzen;

- b) les biens-fonds;
- c) les droits distincts et permanents, pour autant qu'ils puissent être différenciés par la surface.

² Outre les cas visés à l'article 17 al. 1 OMO et sous réserve de la législation spéciale, on peut renoncer à poser des signes de démarcation:

- a) dans les régions où les biens-fonds et les droits distincts et permanents différenciés par la surface devraient faire l'objet d'un remaniement parcellaire;
- b) pour les biens-fonds, ainsi que les droits distincts et permanents différenciés par la surface, dont les signes de démarcation sont constamment menacés par l'exploitation agricole ou d'autres effets tels que des glissements de terrain;
- c) dans les régions agricoles et sylvicoles en zone de montagne et en zone d'estivage selon le cadastre de la production agricole ainsi que dans les régions improductives et
- d) dans les autres cas prévus par le règlement ou les instructions.

Art. 21 Limites communales
a) Principes de délimitation

¹ Les limites communales doivent coïncider avec les limites des biens-fonds.

² En règle générale, elles ne doivent ni traverser des bâtiments ni inutilement découper des entités économiques ou fonctionnelles en biens-fonds de peu d'importance.

Art. 22 b) Modifications pour des raisons cadastrales

¹ Lorsque, en application de l'article 21, des limites communales doivent être adaptées aux limites de biens-fonds, les modifications y relatives font l'objet d'une convention entre les communes concernées.

² La convention est passée par les conseils communaux et approuvée par la Direction, sur le préavis du Service et du Service chargé des communes.

³ A défaut de convention entre les communes, le Conseil d'Etat peut imposer ces modifications.

⁴ Les propriétaires ne peuvent s'opposer à ces modifications.

- b) die Liegenschaften;
- c) die selbständigen und dauernden Rechte, sofern sie flächenmässig ausgeschieden werden können;

² Zusätzlich zu den Fällen nach Artikel 17 Absatz 1 VAV kann, sofern die Spezialgesetzgebung nichts Abweichendes bestimmt, auf Grenzzeichen verzichtet werden:

- a) in Gebieten, in denen Liegenschaften sowie flächenmässig ausgeschiedene selbständige und dauernde Rechte zusammengelegt werden müssten;
- b) für Liegenschaften sowie flächenmässig ausgeschiedene selbständige und dauernde Rechte, auf denen die Grenzzeichen durch landwirtschaftliche Nutzung oder durch andere Einwirkungen wie Bodenverschiebungen dauernd gefährdet sind;
- c) in Landwirtschafts- und Forstwirtschaftsgebieten im Berg- und Sömmerungsgebiet gemäss landwirtschaftlichem Produktionskataster sowie in unproduktiven Gebieten;
- d) in den übrigen im Ausführungsreglement oder in Weisungen vorgesehenen Fällen.

Art. 21 Gemeindegrenzen
a) Grundsätze der Grenzfeststellung

¹ Die Gemeindegrenzen müssen mit Liegenschaftsgrenzen zusammenfallen.

² Sie dürfen in der Regel weder Gebäude durchqueren noch unnötigerweise wirtschaftliche oder funktionelle Einheiten in Liegenschaften von geringer Bedeutung aufteilen.

Art. 22 b) Änderung aus katastertechnischen Gründen

¹ Müssen Gemeindegrenzen in Anwendung von Artikel 21 den Grenzen der Liegenschaften angepasst werden, so werden die Änderungen in einer Vereinbarung zwischen den betroffenen Gemeinden festzuhalten.

² Die Vereinbarung wird von den Gemeinderäten abgeschlossen und auf Antrag des Amtes und des für die Gemeinden zuständigen Amtes von der Direktion genehmigt.

³ Kommt unter den Gemeinden keine Vereinbarung zustande, so kann der Staatsrat diese Änderung festlegen.

⁴ Die Eigentümerinnen und die Eigentümer können sich diesen Änderungen nicht widersetzen.

⁵ L'alinéa 2 s'applique lorsque la limite communale modifiée est en même temps limite cantonale.

⁶ Les communes concernées supportent les frais de géomètre pour l'établissement des plans de modification des limites communales; ces frais sont, sauf convention contraire, répartis à parts égales entre les communes concernées.

SECTION 3

Mensuration parcellaire

Art. 23 Plan du registre foncier

¹ Le plan du registre foncier contient, outre les éléments définis par les prescriptions fédérales, les limites des servitudes visées par l'article 19.

² Les autres éléments laissés par le droit fédéral à la compétence des cantons sont déterminés par le règlement d'exécution et les prescriptions techniques.

³ Le plan du registre foncier est un document complémentaire du registre foncier; une copie en est remise gratuitement au secrétariat communal.

⁴ Le règlement fixe les modalités de la représentation graphique du plan.

Art. 24 Cadastre des biens-fonds

a) Contenu

¹ Le cadastre des biens-fonds comprend:

- a) le registre descriptif des biens-fonds et des droits distincts et permanents immatriculés (ci-après: registre des biens-fonds),
- b) les registres annexes, soit notamment le registre des superficies des catégories du sol et, à titre informatif, le registre des propriétaires.

² Les éléments de ces registres laissés par le droit fédéral à la compétence des cantons sont déterminés par le règlement d'exécution et les prescriptions techniques.

³ Le règlement d'exécution peut prévoir que certains types d'indications de fait font l'objet d'une remarque à porter à l'état descriptif du registre foncier.

⁵ Absatz 2 wird angewendet, wenn die geänderte Gemeindegrenze gleichzeitig Kantonsgrenze ist.

⁶ Die Geometerkosten für die Erstellung der Pläne über die Änderung der Gemeindegrenzen gehen zu Lasten der betroffenen Gemeinden. Sofern nichts anderes vereinbart wurde, werden diese Kosten zu gleichen Teilen auf die betroffenen Gemeinden verteilt.

3. ABSCHNITT

Parzellarvermessung

Art. 23 Plan für das Grundbuch

¹ Der Plan für das Grundbuch enthält nebst den in den eidgenössischen Vorschriften umschriebenen Elementen die Dienstbarkeiten nach Artikel 19.

² Die übrigen Elemente, für deren Bezeichnung die Kantone zuständig sind, werden im Ausführungsreglement und in den technischen Vorschriften festgelegt.

³ Der Plan für das Grundbuch ist ein ergänzendes Dokument des Grundbuches; eine Kopie davon wird der Gemeindeschreiberei kostenlos übergeben.

⁴ Das Ausführungsreglement setzt die Modalitäten für die grafische Darstellung des Planes fest.

Art. 24 Liegenschaftskataster

a) Inhalt

¹ Der Liegenschaftskataster umfasst:

- a) das beschreibende Register der Liegenschaften und der aufgenommenen selbständigen und dauernden Rechte (Liegenschaftsregister);
- b) die Hilfsregister, namentlich das Flächenregister der Bodenkategorien und, zur Information, das Eigentümerregister.

² Die Elemente dieser Register, für deren Bezeichnung nach der Bundesgesetzgebung die Kantone zuständig sind, werden im Ausführungsreglement und in den technischen Vorschriften festgelegt.

³ Das Ausführungsreglement kann vorsehen, dass gewisse Arten von tatsächlichen Angaben Gegenstand einer Bemerkung sind, die in der Liegenschaftsbeschreibung aufgeführt werden muss.

Art. 25 b) Noms locaux et noms de rues

¹ Les noms locaux sont relevés par les géomètres et adoptés par le conseil communal.

² Les noms de rues sont adoptés par le conseil communal conformément à la législation sur les routes.

³ La Commission de nomenclature examine les noms locaux et de rues et en arrête l'orthographe.

⁴ Elle peut intervenir auprès des communes pour sauvegarder des noms ayant une valeur historique ou pour éviter des noms manifestement inadaptés.

⁵ Les règles établies par la Commission en matière d'orthographe des noms locaux sont soumises à l'approbation du Conseil d'Etat.

⁶ Les décisions de la Commission sont communiquées à la commune; celle-ci peut former une réclamation auprès de la Commission, laquelle statue sous réserve de recours au Conseil d'Etat. La décision du Conseil d'Etat est définitive.

⁷ Sont réservées les prescriptions fédérales concernant les noms des lieux, des communes et des gares.

Art. 26 Communes fusionnées

¹ A l'occasion des travaux de mensuration parcellaire, de renouvellement et de numérisation, les documents cadastraux des communes fusionnées sont adaptés à la nouvelle entité communale; les frais y relatifs sont intégrés dans les frais de l'entreprise.

² Dans les autres cas, l'adaptation a lieu sur demande de la commune concernée, aux frais de celle-ci.

SECTION 4

Système d'information du territoire

Art. 27

¹ Le système de l'Etat en matière d'information du territoire a pour but d'assurer la gestion rationnelle, la pérennité et l'utilisation optimale des données à référence spatiale, notamment par la coordination dans le domaine de la production et de l'utilisation de ces données, entre les services de l'administration, les communes et les particuliers.

Art. 25 b) Orts-, Flur- und Strassennamen

¹ Die Orts- und Flurnamen werden von der Geometerin oder vom Geometer erhoben und vom Gemeinderat festgelegt.

² Die Strassennamen werden vom Gemeinderat gemäss der Strassengesetzgebung festgelegt.

³ Die Nomenklaturkommission prüft die Orts- und Flurnamen sowie die Strassennamen und legt die Schreibweise fest.

⁴ Sie kann bei den Gemeinden einschreiten, um Namen mit historischem Charakter zu erhalten oder offensichtlich unpassende Namen zu vermeiden.

⁵ Die von der Kommission festgelegten Regeln über die Schreibweise der Orts- und Flurnamen werden dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitet.

⁶ Die Entscheide der Kommission werden der Gemeinde mitgeteilt; diese kann bei der Kommission Einsprache erheben. Die Kommission entscheidet unter Vorbehalt der Beschwerde an den Staatsrat. Der Entscheid des Staatsrates ist endgültig.

⁷ Vorbehalten bleiben die eidgenössischen Vorschriften über Orts-, Gemeinde- und Stationsnamen.

Art. 26 Gemeindezusammenschlüsse

¹ Bei Parzellarvermessungen, Erneuerungen und Numerisierungen werden die Katasterdokumente der zusammengeschlossenen Gemeinden der neuen Gemeinde angepasst; die daraus entstehenden Kosten werden in die Operatskosten integriert.

² In den übrigen Fällen wird die Anpassung auf Wunsch der betroffenen Gemeinde und auf ihre Kosten durchgeführt.

4. ABSCHNITT

Landinformationssystem

Art. 27

¹ Das kantonale Landinformationssystem soll die rationelle Verwaltung, den Fortbestand und die optimale Nutzung der raumbezogenen Daten gewährleisten, namentlich durch Koordination zwischen den Dienststellen der Verwaltung, den Gemeinden und den Privaten bei der Produktion und Benutzung dieser Daten.

² Le Conseil d'Etat règle l'organisation et les modalités de fonctionnement de ce système, en prenant en considération les compétences particulières que la législation fédérale et la présente loi attribuent au Service s'agissant des données de la mensuration officielle.

SECTION 5

Accès aux immeubles – Respect des signes de mensuration

Art. 28 Accès a) Principe

¹ Les personnes chargées de travaux de mensuration officielle peuvent, dans la mesure nécessaire à l'exécution de ces travaux, accéder aux biens-fonds, pénétrer dans les bâtiments, déplacer temporairement ou enlever des plantes ou d'autres objets.

² Les propriétaires ou les locataires sont avisés préalablement lorsque les travaux les gênent d'une manière notable, notamment lorsqu'il est nécessaire de pénétrer dans les bâtiments ou d'enlever des choses; le règlement d'exécution détermine les autres cas et les modalités de l'avis.

³ Au besoin et sur demande de l'organe compétent, le préfet requiert l'intervention de la force publique.

Art. 29 b) Indemnité

¹ Une indemnité n'est due que si l'exécution des travaux cause un dommage notable.

² L'indemnité est à la charge de la personne qui a commandé le travail.

³ A défaut d'entente, l'indemnité est fixée selon la procédure d'expropriation.

Art. 30 Respect des repères et des signes de démarcation

¹ Il est interdit d'enlever, de déplacer ou d'endommager sans droit les repères et les signes de démarcation.

² Les frais de rétablissement sont supportés par les propriétaires.

³ Sont réservés les articles 256 et 257 du code pénal.

² Der Staatsrat regelt die Organisation und die Betriebsmodalitäten dieses Systems; er berücksichtigt dabei die besonderen Befugnisse, die dem Amt für diese Daten der amtlichen Vermessung vom Bundesrecht und von diesem Gesetz übertragen werden.

5. ABSCHNITT

Zutritt zu den Liegenschaften – Schutz der Vermessungszeichen

Art. 28 Zutritt a) Grundsatz

¹ Die mit der amtlichen Vermessung beauftragten Personen können, sofern dies für die Ausführung dieser Arbeiten nötig ist, Liegenschaften und Gebäude betreten sowie Pflanzen oder andere Gegenstände vorübergehend versetzen oder entfernen.

² Die Eigentümerinnen und Eigentümer oder die Mieterinnen und Mieter werden zum Voraus benachrichtigt, wenn Arbeiten vorzunehmen sind, die sie erheblich stören, namentlich wenn Gebäude zu betreten oder Gegenstände zu entfernen sind. Das Ausführungsreglement legt die übrigen Fälle und die Art und Weise der Benachrichtigung fest.

³ Wenn nötig und auf Verlangen des zuständigen Organs ordnet die Oberamtsfrau oder der Oberamtmann den Einsatz der Polizei an.

Art. 29 b) Entschädigung

¹ Eine Entschädigung wird nur geschuldet, wenn durch die Ausführung der Arbeiten erheblicher Schaden verursacht wird.

² Die Entschädigung geht zu Lasten der Person, die die Arbeit verlangt hat.

³ Kommt keine Einigung zustande, so wird die Entschädigung im Enteignungsverfahren festgesetzt.

Art. 30 Schutz der Fixpunkte und Grenzzeichen

¹ Ohne Erlaubnis dürfen Fixpunkte und Grenzzeichen weder entfernt noch verrückt noch beschädigt werden.

² Die Kosten für die Wiederherstellung gehen zu Lasten der Eigentümerinnen und Eigentümer.

³ Vorbehalten bleiben die Artikel 256 und 257 des Schweizerischen Strafgesetzbuches.

SECTION 6

Fonds de la mensuration officielle

Art. 31

¹ Un fonds est constitué pour gérer les participations financières liées à la mensuration officielle et provenant de tiers.

² Ce fonds est alimenté par:

- a) les indemnités fédérales;
- b) la participation des propriétaires fonciers et des communes;
- c) toute autre somme consacrée à l'exécution de la mensuration officielle.

CHAPITRE 3

Actes authentiques

SECTION 1

Champ d'application

Art. 32 Principe

¹ Ont qualité de géomètres officiels les géomètres brevetés au sens de l'article 9, ayant un bureau suffisamment équipé dans le canton et titulaires d'une patente cantonale; pour obtenir une patente cantonale, les géomètres doivent:

- a) avoir l'exercice des droits civils;
- b) être de bonnes mœurs;
- c) ne pas avoir été condamnés pour des actes contraires à la dignité de la profession, à moins d'avoir été réhabilités;
- d) ne pas être en faillite ni être l'objet d'un acte de défaut de biens définitif;
- e) être assurés contre les conséquences de leur responsabilité civile pour un montant suffisant, arrêté par le Conseil d'Etat, et
- f) avoir leur domicile dans le canton.

6. ABSCHNITT

Fonds der amtlichen Vermessung

Art. 31

¹ Für die Verwaltung der Kostenbeteiligungen, die an die amtliche Vermessung gebunden sind, sowie der Kostenbeteiligungen Dritter wird ein Fonds geschaffen.

² Dieser Fonds wird geäufnet durch:

- a) die Abgeltungen des Bundes;
- b) die Beteiligungen der Grundeigentümerinnen und der Grundeigentümer und der Gemeinden;
- c) weitere Mittel, die für die Ausführung der amtlichen Vermessung bestimmt sind.

3. KAPITEL

Öffentliche Urkunden

1. ABSCHNITT

Anwendungsbereich

Art. 32 Grundsatz

¹ Amtliche Geometerin oder amtlicher Geometer ist, wer eidgenössisch patentierte Ingenieur-Geometerin oder Ingenieur-Geometer ist, ein genügend ausgerüstetes Büro im Kanton hat und Inhaberin oder Inhaber eines kantonalen Patentes ist. Ein kantonales Patent kann erlangen wer:

- a) im Besitz der bürgerlichen Rechte ist;
- b) sich über einen guten Leumund ausweisen kann.
- c) nicht wegen Handlungen, die die Berufswürde verletzen, verurteilt wurde, es sei denn, sie oder er sei rehabilitiert worden;
- d) nie in Konkurs geraten ist; es dürfen auch keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sein;
- e) gegen Haftungsansprüche mit einem genügenden, vom Staatsrat festgesetzten Betrag versichert ist;
- f) den Wohnsitz im Kanton hat.

² La patente cantonale est accordée par le Conseil d'Etat. Celui-ci la retire lorsque les conditions de son octroi ne sont plus remplies.

³ Les renonciations à la patente et les retraits de patente sont publiés dans la Feuille officielle; le Service tient à jour la liste des géomètres patentés et la publie dans l'Annuaire officiel de l'Etat. La législation sur la protection des données s'applique pour le surplus.

⁴ Les géomètres officiels peuvent recevoir des actes authentiques dans les cas prévus par l'article 33 ainsi que lorsqu'une loi le prévoit expressément; l'article 21 de la loi sur le notariat est applicable aux cas d'inhabilité.

Art. 33 En cas de régularisation de limites

¹ Un acte de transfert de propriété peut être reçu par les géomètres officiels lorsqu'il a pour objet une régularisation de limites de peu d'importance, qui a pour but:

- a) l'adaptation de la limite à l'état des lieux ou
- b) le redressement de la limite en vue de diminuer le nombre des bornes.

² La régularisation, qui doit être approuvée par le Service, peut comprendre l'échange de terrains non contigus.

³ Elle est de peu d'importance lorsque, pour chaque propriété concernée, la valeur totale des surfaces échangées ne dépasse pas 26 000 francs et qu'une soulte ou un prix de vente éventuels sont inférieurs à 13 000 francs; le Conseil d'Etat peut adapter ces montants en tenant compte de l'évolution du coût de la vie.

⁴ Les transferts sont exonérés des droits de mutation.

SECTION 2

Forme

Art. 34 En général

¹ L'acte authentique n'est valable que s'il est reçu par le ou la géomètre officiel-le agissant en personne.

² Il est reçu en la forme ordinaire; toutefois, il peut l'être en la forme simplifiée lorsqu'il est passé dans le cadre de la nouvelle mensuration parcellaire.

² Das kantonale Patent wird vom Staatsrat erteilt. Dieser entzieht es, wenn die Bedingungen für die Erteilung nicht mehr erfüllt sind.

³ Der Verzicht auf das Patent sowie der Entzug des Patents werden im Amtsblatt veröffentlicht. Das Amt führt die Liste der amtlichen Geometerinnen und Geometer nach und veröffentlicht diese im Staatskalender des Kantons Freiburg. Im Übrigen gilt die Gesetzgebung über den Datenschutz.

⁴ Die amtlichen Geometerinnen und Geometer können öffentliche Urkunden in den Fällen nach Artikel 33 sowie in den Fällen ausfertigen, die von einem Gesetz ausdrücklich vorgesehen sind. Als Ausschliessungsgründe gelten die Gründe nach Artikel 21 des Gesetzes über das Notariat.

Art. 33 Grenzbereinigungen

¹ Die amtlichen Geometerinnen und Geometer können eine Urkunde für eine Eigentumsübertragung ausfertigen, wenn damit eine Grenzbereinigung von geringer Bedeutung vorgenommen wird, um:

- a) die Grenze dem Zustand der örtlichen Verhältnisse anzupassen, oder
- b) die Grenze zur Verminderung der Anzahl der Grenzzeichen zu begradigen.

² Die Bereinigung bedarf der Genehmigung des Amtes; sie kann den Austausch von nicht anstossendem Land einbeziehen.

³ Von geringer Bedeutung ist die Bereinigung, wenn der Gesamtwert der ausgetauschten Flächen für jeden betroffenen Eigentümer 26 000 Franken nicht übersteigt und der Wertausgleich oder ein allfälliger Kaufpreis weniger als 13 000 Franken beträgt. Der Staatsrat kann diese Beträge der Entwicklung der Lebenshaltungskosten anpassen.

⁴ Die Eigentumsübertragungen sind von Handänderungsgebühren befreit.

2. ABSCHNITT

Form

Art. 34 Im Allgemeinen

¹ Die öffentliche Urkunde ist nur gültig, wenn sie von der amtlichen Geometerin oder vom amtlichen Geometer persönlich ausgefertigt wird.

² Sie wird in der ordentlichen Form ausgefertigt. Sie kann in vereinfachter Form ausgefertigt werden, wenn sie im Rahmen der neuen Parzellarvermessung erstellt wird.

Art. 35 Forme ordinaire

a) Eléments

¹ L'acte authentique reçu en la forme ordinaire consiste dans un verbal de mutation et une convention.

² Le verbal de mutation se compose:

- a) du plan et du tableau de mutation, établis en application de l'article 66 OTEMO;
- b) de l'état descriptif antérieur aux mutations intervenues et de l'état descriptif résultant de celles-ci;
- c) de l'état des servitudes, charges foncières, annotations et mentions ainsi que de propositions relatives au report de ces indications;
- d) d'éventuelles réquisitions relatives à la radiation ou à la modification de ces indications.

³ La convention précise la date, l'identité du ou de la géomètre officiel-le et des parties ou, lorsque celles-ci sont représentées, de leurs représentants, les immeubles concernés, l'objet de l'accord, le prix ou la soulte et le mode de paiement.

⁴ Dans le cas des groupements volontaires de parcelles, l'acte authentique comprend en outre, s'ils existent, les règlements fixant les modalités de procédure, les principes de taxation des terrains échangés et ceux de la répartition des frais.

⁵ Le verbal de mutation et la convention sont signés par les parties; le ou la géomètre officiel-le atteste que la convention a été passée par-devant sa personne et signe l'acte.

⁶ Dans les trente jours qui suivent la date à laquelle les conditions de l'inscription sont remplies, le ou la géomètre officiel-le requiert l'inscription de l'acte au registre foncier.

Art. 36 b) Consentements

¹ Lorsque des consentements au sens de l'article 964 du code civil sont nécessaires, le ou la géomètre officiel-le pourvoit à leur obtention.

² Toutefois, le Service chargé de la tenue du registre foncier requiert les consentements des titulaires de droits de gage et procède à une éventuelle répartition des gages.

Art. 35 Ordentliche Form

a) Bestandteile

¹ Die in der ordentlichen Form errichtete öffentliche Urkunde besteht aus einem Mutationsverbal und einer Vereinbarung.

² Das Mutationsverbal setzt sich zusammen aus:

- a) dem Mutationsplan und der Mutationstabelle, die in Anwendung von Artikel 66 TVAV erstellt wurden;
- b) der Liegenschaftsbeschreibung vor und nach einer Mutation;
- c) dem Bestand der Dienstbarkeiten, Grundlasten, Vormerkungen und Anmerkungen sowie den Vorschlägen für die Übertragung dieser Angaben;
- d) den allfälligen Begehren betreffend Löschung oder Änderung dieser Angaben.

³ In der Vereinbarung werden das Datum, die Bezeichnung der amtlichen Geometerin oder des amtlichen Geometers und der Parteien oder ihrer Vertreterinnen und Vertreter sowie die betreffenden Grundstücke, der Gegenstand der Vereinbarung, der Preis oder die Ausgleichszahlung und die Zahlungsart angegeben.

⁴ Bei der freiwilligen Parzellenumlegung sind der öffentlichen Urkunde zudem allfällige Reglemente über die Verfahrensweise, die Grundsätze für die Schätzung des ausgetauschten Landes und die Kostenverteilung beizulegen.

⁵ Das Mutationsverbal und die Vereinbarung werden von den Parteien unterzeichnet. Die amtlichen Geometerinnen und Geometer bescheinigen, dass die Vereinbarung in ihrer Anwesenheit abgeschlossen worden ist, und unterzeichnen die Urkunde.

⁶ Sind die Bedingungen für einen Eintrag erfüllt sind, so verlangt die amtliche Geometerin oder der amtliche Geometer innert 30 Tagen die Eintragung im Grundbuch.

Art. 36 b) Zustimmungen

¹ Die amtliche Geometerin oder der amtliche Geometer holt die notwendigen Zustimmungen nach Artikel 964 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches ein.

² Die Zustimmungen der Grundpfandgläubiger werden jedoch vom Grundbuch führenden Amt eingeholt, das auch allfällige Pfandverteilungen vornimmt.

Art. 37 Forme simplifiée
a) Eléments

¹ L'acte authentique reçu en la forme simplifiée consiste dans un plan des modifications et une convention.

² La convention précise la date, l'identité du ou de la géomètre officiel-le et des parties ou, lorsque celles-ci sont représentées, de leurs représentants, les immeubles concernés et l'objet de l'accord par simple référence au plan des modifications, le prix ou la soulte et le mode de paiement.

³ En cas de groupements volontaires de parcelles, l'acte comprend en outre l'ancien état et le nouvel état (état descriptif, état des servitudes, charges foncières, annotations et mentions) et, s'ils existent, des règlements fixant les modalités de procédure, les principes de taxation des terrains échangés et ceux de la répartition des frais.

⁴ Le plan des modifications et la convention sont signés par les parties; le ou la géomètre officiel-le atteste que la convention a été passée en sa présence et signe l'acte.

⁵ Une description détaillée des mutations intervenues et une mise à jour des documents cadastraux et du registre foncier ne sont effectuées que si les propriétaires le demandent et en supportent les frais.

Art. 38 b) Consentements

Le Service chargé de la tenue du registre foncier pourvoit à l'obtention des consentements nécessaires selon l'article 964 du code civil.

TITRE II

La nouvelle mensuration parcellaire

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 39 Cas
a) En général

¹ Une nouvelle mensuration parcellaire doit avoir lieu:

Art. 37 Vereinfachte Form
a) Bestandteile

¹ Die von den amtlichen Geometerinnen und Geometern in der vereinfachten Form errichteten öffentlichen Urkunden bestehen aus einem Grenzänderungsplan und einer Vereinbarung.

² In der Vereinbarung werden das Datum, die Bezeichnung der amtlichen Geometerin oder des amtlichen Geometers und der Parteien und ihrer Vertreterinnen und Vertreter sowie die betreffenden Grundstücke, der Gegenstand der Vereinbarung mit Verweis auf den Grenzänderungsplan, der Preis oder die Ausgleichszahlung und die Zahlungsart angegeben.

³ Bei freiwilligen Parzellenumlegungen sind auf der Urkunde zudem der alte und der neue Bestand (Liegenschaftsbeschreibung, Bestand der Dienstbarkeiten, Grundlasten, Vormerkungen und Anmerkungen) anzugeben sowie allfällige Reglemente über die Verfahrensweise, die Grundsätze für die Schätzung des ausgetauschten Landes und die Kostenverteilung beizulegen.

⁴ Der Grenzänderungsplan und die Vereinbarung werden von den Parteien unterzeichnet. Die amtlichen Geometerinnen und Geometer bescheinigen, dass die Vereinbarung in ihrer Anwesenheit abgeschlossen worden ist, und unterzeichnen die Urkunde.

⁵ Eine ausführliche Beschreibung der vorgenommenen Änderungen und die Nachführung der Katasterdokumente und des Grundbuches werden nur vorgenommen, wenn die Eigentümerinnen oder die Eigentümer dies verlangen und die Kosten tragen.

Art. 38 b) Zustimmungen

Das mit der Führung des Grundbuches beauftragte Amt holt die Zustimmungen im Sinne von Artikel 964 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches ein.

2. TITEL

Die neue Parzellarvermessung

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 39 Fälle
a) Im Allgemeinen

¹ Eine neue Parzellarvermessung muss ausgeführt werden, wenn:

- a) pour remplacer les plans et états descriptifs du cadastre cantonal, en vue de l'établissement du registre foncier fédéral; il s'agit du premier relevé, au sens de l'article 18 al. 1 OMO ou
- b) lorsqu'elle est nécessaire pour renouveler des mensurations effectuées selon les dispositions fédérales, notamment après un remaniement parcellaire.

² Elle a également lieu pour remplacer les plans et états descriptifs existants, lorsque le registre foncier fédéral a été introduit avant la nouvelle mensuration.

Art. 40 b) Cadastration sans mensuration

¹ Lorsque, conformément à la législation sur le registre foncier, le registre foncier fédéral est introduit sans nouvelle mensuration parcellaire, il est, sauf dans les cas visés à l'article 13 al. 2 let. d et e de la loi sur le registre foncier, d'abord procédé à l'établissement de nouveaux plans et états descriptifs.

² Les articles 57 à 69 sont applicables par analogie.

Art. 41 Subrogation

¹ L'acquéreur-e de droits réels sur un immeuble concerné par la nouvelle mensuration parcellaire est subrogé-e dans les droits et obligations de l'aliénateur ou de l'aliénatrice relatifs aux travaux de cette mensuration.

² L'acte notarié doit contenir l'attestation de l'acquéreur-e selon laquelle il ou elle a été informé-e de l'état des travaux, ainsi que des droits et obligations auxquels il ou elle est subrogé-e.

Art. 42 Avis aux géomètres

¹ Le Service chargé de la tenue du registre foncier avise les géomètres chargés de la mensuration de tout transfert de propriété.

² L'avis doit avoir lieu dans les dix jours qui suivent l'inscription.

- a) die Pläne und Liegenschaftsbeschreibungen des kantonalen Katasters im Hinblick auf die Anlegung eines eidgenössischen Grundbuches ersetzt werden müssen (Ersterhebung im Sinne von Artikel 18 Abs. 1 VAV);
- b) sie notwendig ist, um die gemäss Bundesweisungen ausgeführten Vermessungen, namentlich nach einer Güterzusammenlegung zu erneuern.

² Sie wird ebenfalls ausgeführt, um die bestehenden Pläne und Liegenschaftsbeschreibungen zu ersetzen, wenn das eidgenössische Grundbuch ohne vorgängige neue Parzellarvermessung eingeführt wurde.

Art. 40 b) Katastererstellung ohne Parzellarvermessung

¹ Wird gemäss der Gesetzgebung über das Grundbuch das eidgenössische Grundbuch ohne vorgängige neue Parzellarvermessung angelegt, so werden – ausser in den Fällen nach Artikel 13 Absatz 2 Bst. und e des Gesetzes über das Grundbuch – zuerst neue Pläne und Liegenschaftsbeschreibungen erstellt (neue Katastererstellung).

² Die Artikel 57–69 gelten sinngemäss.

Art. 41 Surrogation

¹ Die Erwerberin oder der Erwerber von dinglichen Rechten an einem Grundstück, das von der neuen Parzellarvermessung betroffen ist, tritt in die Rechte und Pflichten der Veräusserin oder des Veräusserers ein, die sich aus den Vermessungsarbeiten ergeben.

² Die öffentliche Urkunde muss die Bestätigung der Erwerberin oder des Erwerbers enthalten, dass sie oder er über den Stand der Arbeiten sowie über die sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten in Kenntnis gesetzt worden ist.

Art. 42 Mitteilung an die Geometerinnen und Geometer

¹ Das mit der Führung des Grundbuches beauftragte Amt teilt der oder dem mit der Vermessung beauftragten Geometerin oder Geometer jede Eigentumsübertragung mit.

² Die Mitteilung muss innert 10 Tagen nach der Eintragung gemacht werden.

CHAPITRE 2

Organisation

Art. 43 Décision d'exécution

Le Conseil d'Etat ordonne l'exécution des travaux de nouvelle mensuration parcellaire après avoir entendu la commune concernée.

Art. 44 Avis aux propriétaires

¹ La commune informe du début des travaux:

- a) les propriétaires des biens-fonds situés dans le périmètre et les titulaires des servitudes immatriculées;
- b) les propriétaires des biens-fonds limitrophes du périmètre.

² Le règlement d'exécution fixe les modalités relatives à la forme et au contenu de l'avis.

Art. 45 Obligations des propriétaires

¹ Les propriétaires ont l'obligation de rendre visibles, dans le délai imparti par les géomètres, les signes de démarcation existants.

² Sur demande des géomètres, les propriétaires sont tenus de collaborer à la délimitation.

Art. 46 Soumission et adjudication

¹ La soumission et l'adjudication des travaux de nouvelle mensuration ont lieu selon la législation sur les marchés publics.

² Elles sont effectuées par les soins du Service; toutefois, lorsque les travaux sont combinés avec un remaniement parcellaire, elles sont effectuées par le syndicat, en collaboration avec le Service.

Art. 47 Contrat

¹ Les travaux de nouvelle mensuration parcellaire font l'objet d'un contrat passé entre le ou la géomètre adjudicataire et l'Etat.

² L'Etat fait les avances de fonds nécessaires au financement des travaux.

2. KAPITEL

Organisation

Art. 43 Beschluss über die Durchführung

Der Staatsrat ordnet die Durchführung der neuen Parzellarvermessung nach Anhören der betroffenen Gemeinde an.

Art. 44 Mitteilung an die Eigentümerinnen und Eigentümer

¹ Die Gemeinde teilt den Beginn der Arbeiten mit:

- a) den Eigentümerinnen und Eigentümern der im Perimeter gelegenen Liegenschaften sowie den Inhaberinnen und Inhabern der als Grundstücke aufgenommenen Dienstbarkeitsrechte;
- b) den Eigentümerinnen und Eigentümern der Liegenschaften, die an den Perimeter angrenzen.

² Das Ausführungsreglement legt die Anforderungen an Form und Inhalt der Mitteilung im Einzelnen fest.

Art. 45 Pflichten der Eigentümerinnen und Eigentümer

¹ Die Eigentümerinnen und Eigentümer sind verpflichtet, die vorhandenen Grenzzeichen innert der von der Geometerin oder vom Geometer festgesetzten Frist sichtbar zu machen.

² Die Eigentümerinnen und Eigentümer sind auf Ersuchen der Geometerin oder des Geometers gehalten, bei der Grenzfeststellung mitzuwirken.

Art. 46 Ausschreibung und Vergabe

¹ Die Ausschreibung und die Vergabe der Vermessungsarbeiten werden gemäss der Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen durchgeführt.

² Sie werden vom Amt durchgeführt; sind die Arbeiten jedoch mit einer Güterzusammenlegung kombiniert, so werden sie von der betreffenden Körperschaft in Zusammenarbeit mit dem Amt durchgeführt.

Art. 47 Vertrag

¹ Zwischen den beauftragten Geometerinnen und Geometern und dem Staat wird ein Vertrag abgeschlossen.

² Der Staat leistet die notwendigen Kostenvorschüsse für die Finanzierung der Arbeiten.

Art. 48 Mention

Le Service requiert l'inscription de la mention «Nouvelle mensuration parcellaire en cours» sur le feuillet de chaque immeuble compris dans le périmètre.

Art. 49 Information des propriétaires

Dès que le ou la géomètre adjudicataire et le coût des travaux sont connus, les propriétaires des biens-fonds compris dans le périmètre et les titulaires des droits de servitudes immatriculées sont informés à l'occasion d'une assemblée d'information convoquée par la commune. La commune peut remplacer cette assemblée par une lettre circulaire.

CHAPITRE 3

Exécution des travaux

Art. 50 Plan-inventaire du domaine et des passages publics

¹ Les géomètres établissent un plan-inventaire du domaine et des passages publics, qui comprend:

- a) les lacs et les cours d'eau du domaine public;
- b) les routes, chemins et autres voies, qui sont du domaine public cantonal ou communal (y compris les chemins publics de dévestiture au sens de l'article 255 de la loi d'application du code civil);
- c) les passages établis sous forme de servitudes inscrites au registre foncier en faveur de l'Etat ou de la commune concernée;
- d) les sentiers publics, au sens de l'article 258 de la loi d'application du code civil.

² L'Etat et les communes concernées supportent entièrement les frais de géomètre pour l'établissement du plan-inventaire du domaine et des passages publics; les géomètres répartissent les frais proportionnellement au temps consacré.

Art. 48 Anmerkung

Das Amt ersucht um Eintragung der Anmerkung «Neue Parzellarvermessung in Bearbeitung» auf dem Grundbuchblatt jedes im Perimeter gelegenen Grundstückes.

Art. 49 Information an die Eigentümerinnen und Eigentümer

Sobald die beauftragte Geometerin oder der beauftragte Geometer und die Kosten der Arbeiten bekannt sind, werden die Eigentümerinnen und Eigentümer der im Perimeter gelegenen Liegenschaften und die Inhaberinnen und Inhaber der als Grundstücke aufgenommenen Baurechte anlässlich einer von der Gemeinde einberufenen Informationsversammlung informiert. Die Gemeinde kann diese Versammlung auch durch ein Rundschreiben ersetzen.

3. KAPITEL

Ausführung der Arbeiten

Art. 50 Inventarplan des öffentlichen Gebietes und der öffentlichen Durchgänge

¹ Die Geometerin oder der Geometer erstellt einen Inventarplan des öffentlichen Gebietes und der öffentlichen Durchgänge. Dieser enthält:

- a) die öffentlichen Seen und Wasserläufe;
- b) die Strassen, Wege und anderen Verkehrsverbindungen, die zu den öffentlichen Sachen des Staates und der Gemeinden gehören (inbegriffen die öffentlichen Flurwege nach Artikel 255 des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch);
- c) die Durchgangsrechte, die zugunsten des Staates oder der betreffenden Gemeinde als Dienstbarkeiten im Grundbuch eingetragen sind;
- d) die öffentlichen Fusswege nach Artikel 258 des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch.

² Die Geometerkosten für die Erstellung des Inventarplanes über das öffentliche Gebiet und die öffentlichen Durchgänge werden vom Staat und den betroffenen Gemeinden getragen. Die Geometerin oder der Geometer verteilt die Kosten im Verhältnis zum Zeitaufwand.

Art. 51 Mise au point

¹ Les géomètres soumettent à la Direction chargée de l'aménagement du territoire et à la commune concernée le projet de plan-inventaire, en les invitant à définir le statut juridique et la désignation du domaine et des passages publics, lorsque ces éléments ne ressortent pas clairement du plan cadastral en vigueur ou du registre foncier.

² Au besoin, l'Etat ou la commune procèdent dans les plus brefs délais aux enquêtes nécessaires, conformément à la législation spéciale.

³ L'Etat ou la commune concernée peuvent en outre régulariser le statut de certains tronçons afin de l'adapter à la situation ou à l'utilisation effectives.

Art. 52 Nomenclature

¹ Les géomètres contrôlent les noms locaux, les noms de rues et les numéros de bâtiments.

² Lorsque les noms de rues et les numéros de bâtiments font défaut, ils doivent être adoptés, aux frais de la commune.

Art. 53 Améliorations et régularisations des limites

a) Définitions

¹ Sont des améliorations et des régularisations de limites:

- a) les améliorations de limites prévues par la législation sur les améliorations foncières et la législation sur l'aménagement du territoire, y compris les groupements parcellaires;
- b) les régularisations de limites destinées à adapter celles-ci à l'état des lieux ou à réduire le nombre des bornes;
- c) les réunions de biens-fonds contigus, appartenant aux mêmes propriétaires.

² Les améliorations et régularisations s'étendent aussi au domaine et aux passages publics, ainsi qu'aux limites communales et cantonales.

³ Sauf convention contraire, les frais liés aux régularisations et améliorations de limites sont répartis à parts égales entre les propriétaires concernés.

Art. 51 Bereinigung

¹ Die Geometerinnen und Geometer unterbreiten den Entwurf des Inventarplanes der für die Raumplanung zuständigen Direktion und der betreffenden Gemeinde mit der Aufforderung, die rechtliche Stellung sowie die Bezeichnung des zu den öffentlichen Sachen gehörenden Gebiets und der öffentlichen Durchgänge zu bestimmen, wenn diese nicht klar aus den bestehenden Katasterplänen und dem Grundbuch hervorgehen.

² Wenn nötig führt der Staat oder die Gemeinde innert kürzester Frist die notwendigen Auflagen nach der Spezialgesetzgebung durch.

³ Der Staat oder die betreffende Gemeinde kann zudem die rechtliche Stellung gewisser Abschnitte regeln, um sie der tatsächlichen Lage oder dem tatsächlichen Gebrauch anzupassen.

Art. 52 Nomenklatur

¹ Die Geometerin oder der Geometer kontrolliert die Orts- und Flurnamen, die Strassennamen und die Gebäudenummerierungen.

² Fehlen die Strassennamen und die Gebäudenummerierung, müssen sie auf Kosten der Gemeinde festgelegt werden.

Art. 53 Verbesserung und Bereinigung von Grenzen

a) Begriff

¹ Grenzverbesserungen und -bereinigungen sind:

- a) die Grenzverbesserungen im Sinne der Gesetzgebung über die Bodenverbesserungen und über die Raumplanung, inbegriffen die Parzellenumlegungen;
- b) die Grenzbereinigungen zur Anpassung an die örtlichen Verhältnisse oder zur Verminderung der Anzahl der Grenzzeichen;
- c) die Vereinigung benachbarter Grundstücke, die derselben Eigentümerin oder demselben Eigentümer gehören.

² Die Verbesserungen und Bereinigungen erstrecken sich ebenfalls auf das zu den öffentlichen Sachen gehörende Gebiet und die öffentlichen Durchgänge sowie auf die Gemeinde- und Kantons Grenzen.

³ Wenn nicht anderes vereinbart wird, werden die Kosten für die Verbesserung und Bereinigung von Grenzen zu gleichen Teilen von den betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümern getragen.

Art. 54 b) Modalités d'exécution

¹ Les géomètres invitent les propriétaires qui veulent procéder à des améliorations ou des régularisations de limites à s'annoncer au début des travaux.

² Lorsque, à l'évidence, des limites devraient faire l'objet d'une régularisation au sens de l'article 33, les géomètres la proposent aux propriétaires intéressés.

³ Les géomètres procèdent d'office aux régularisations qui sont de minime importance et d'ordre technique, sous réserve de l'enquête sur les travaux de mensuration.

Art. 55 c) Réunions de biens-fonds

¹ Dans la mesure du possible, les biens-fonds contigus appartenant aux mêmes propriétaires sont réunis, conformément à la procédure ci-après.

² Les géomètres ne déterminent pas les limites séparant ces fonds, à moins que ceux-ci constituent manifestement des entités économiques différentes.

³ A l'occasion de la mise à l'enquête des travaux de mensuration, l'attention des propriétaires est attirée sur la possibilité de s'opposer à la réunion de ces biens-fonds; toutefois, si leur maintien ne se justifie manifestement pas, les propriétaires supportent seuls les frais de leur mensuration.

⁴ Si, lors de la reconnaissance du cadastre transitoire, il n'est pas possible d'obtenir le consentement des bénéficiaires de droits affectant différemment les biens-fonds dont la limite commune n'a pas été déterminée, notamment des bénéficiaires de droits de gage ou de servitudes, les géomètres déterminent la limite antérieure.

Art. 56 Contrôle et rétablissement des points-limites

¹ Les géomètres contrôlent la position des points-limites existants et les rétablissent d'office lorsqu'ils sont faux.

² Sur demande des propriétaires et aux frais des requérants, ils rétablissent les points-limites manquants; lorsqu'ils ne peuvent obtenir l'accord des parties, ils fixent, en vue de l'enquête, le point qui leur semble le plus plausible vu les éléments techniques en leur possession.

Art. 54 b) Ausführung im Einzelnen

¹ Die Geometerinnen und Geometer fordern die Eigentümerinnen oder Eigentümer, die Grenzverbesserungen oder -bereinigungen vornehmen wollen, auf, dies zu Beginn der Arbeiten anzumelden.

² Sind offensichtlich Grenzbereinigungen im Sinne von Artikel 33 vorzunehmen, so schlägt die Geometerin oder der Geometer dies den betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümern vor.

³ Die Geometerinnen und Geometer nehmen unerhebliche und rein technische Bereinigungen von Amtes wegen vor; diese werden zusammen mit dem ganzen Vermessungswerk öffentlich aufgelegt.

Art. 55 c) Vereinigung von Grundstücken

¹ Angrenzende Grundstücke, die derselben Eigentümerin oder demselben Eigentümer gehören, werden wenn möglich vereinigt; dabei ist das folgende Verfahren anzuwenden.

² Die Geometerinnen und Geometer heben die gemeinsamen Grenzen dieser Grundstücke auf, es sei denn, es handle sich offensichtlich um verschiedene Bewirtschaftungseinheiten.

³ Bei der Auflage des Vermessungswerkes werden die Eigentümerinnen und Eigentümer darauf aufmerksam gemacht, dass sie sich der Grundstücksvereinigung widersetzen können. Ist jedoch die Beibehaltung der alten Grundstücke offensichtlich ungerechtfertigt, so hat die Eigentümerin oder der Eigentümer die Kosten für ihre Vermessung allein zu tragen.

⁴ Für unterschiedlich belastete Grundstücke, deren gemeinsame Grenze aufgehoben worden ist, setzen die Geometerinnen und Geometer die ursprüngliche Grenze wieder fest, wenn es bei der Anerkennung des Übergangskatasters nicht möglich ist, die Zustimmung der Inhaberinnen oder Inhaber von Rechten, insbesondere der Grundpfandgläubigerinnen und -gläubiger oder der Dienstbarkeitsberechtigten, zu erhalten.

Art. 56 Kontrolle und Wiederherstellung der Grenzpunkte

¹ Die Geometerinnen und Geometer kontrollieren die Lage der bestehenden Grenzpunkte und stellen sie von Amtes wegen wieder her, wenn sie falsch sind.

² Auf Verlangen der Eigentümerinnen und Eigentümer und auf Kosten der Antrag stellenden Person stellen sie die fehlenden Grenzpunkte wieder her. Können sie die Zustimmung der Parteien nicht erhalten, so bestimmen sie im Hinblick auf die Auflage den Punkt, der ihnen in Anbetracht der technischen Elemente in ihrem Besitz am wahrscheinlichsten erscheint.

³ Lorsqu'une participation fédérale est versée, l'Etat prend en charge un montant égal à cette participation.

Art. 57 Cadastre transitoire
a) Principe

Les géomètres chargés de la nouvelle mensuration parcellaire établissent un cadastre transitoire; la forme et le contenu de celui-ci sont définis par le règlement.

Art. 58 b) Servitudes

¹ Lorsqu'ils constatent que les objets portés au nouveau plan cadastral ne coïncident pas avec l'assiette d'une servitude qui vraisemblablement s'y rapporte, les géomètres font figurer au cadastre transitoire une proposition de modification de l'assiette de cette servitude.

² Si les circonstances le justifient, notamment si des servitudes ont été reportées sur des parcelles sur lesquelles elles ne s'exercent pas, les géomètres peuvent faire d'autres propositions quant à la constitution, la modification ou la radiation de servitudes.

CHAPITRE 4

Procédure

Art. 59 Mise à l'enquête
a) Documents

¹ D'entente avec la commune, les géomètres mettent à l'enquête:

- a) le nouveau plan du registre foncier et le registre des biens-fonds;
- b) le cadastre transitoire;
- c) le plan-inventaire du domaine et des passages publics;
- d) les éventuels verbaux de modification des biens-fonds limitrophes.

² Le règlement d'exécution fixe les autres documents qui sont disponibles lors de l'enquête.

³ Richtet der Bund einen Beitrag aus, so leistet der Kanton einen gleich hohen Beitrag.

Art. 57 Übergangskataster
a) Grundsatz

Die mit der neuen Parzellarvermessung beauftragten Geometerinnen und Geometer erstellen einen Übergangskataster; Form und Inhalt richten sich nach dem Ausführungsreglement.

Art. 58 b) Dienstbarkeiten

¹ Stellen die Geometerinnen und Geometer fest, dass die auf dem neuen Plan dargestellten Objekte nicht mit dem Ausübungsort einer Dienstbarkeit, die sich wahrscheinlich auf diese Objekte bezieht, übereinstimmen, so schlagen sie die Änderung des Ausübungsortes dieser Dienstbarkeit vor.

² Rechtfertigen es die Umstände, insbesondere wenn Dienstbarkeiten auf Parzellen übertragen wurden, wo sie nicht ausgeübt werden, so können die Geometerinnen und Geometer Vorschläge zur Errichtung, Änderung und Löschung von Dienstbarkeiten machen.

4. KAPITEL

Verfahren

Art. 59 Auflage
a) Dokumente

¹ Im Einvernehmen mit der Gemeinde legt die Geometerin oder der Geometer auf:

- a) den neuen Plan für das Grundbuch und das Liegenschaftsregister;
- b) den Übergangskataster;
- c) den Inventarplan des zu den öffentlichen Sachen gehörenden Gebietes und der öffentlichen Durchgänge;
- d) allfällige Modifikationsverbale der an den Perimeter angrenzenden Liegenschaften.

² Das Ausführungsreglement bestimmt, welche zusätzlichen Dokumente bei der Auflage zur Verfügung stehen müssen.

Art. 60 b) Objet

L'enquête a pour objet:

- a) la conformité du plan-inventaire du domaine et des passages publics avec le cadastre en vigueur et avec les décisions prises conformément à la législation spéciale;
- b) la régularité des limites inchangées;
- c) la conformité des limites modifiées avec les conventions passées;
- d) les limites du domaine public des eaux;
- e) les modifications de minime importance et les réunions de biens-fonds effectuées d'office par les géomètres;
- f) la matérialisation, lorsqu'elle a lieu.

Art. 61 c) Publications

¹ Le dossier est déposé pendant trente jours dans un local de l'administration communale.

² La publication se fait:

- a) par insertion dans la Feuille officielle, avant le début de l'enquête;
- b) par avis personnel adressé, au plus tard dans la semaine précédant l'enquête, aux propriétaires des biens-fonds compris dans le périmètre de la nouvelle mensuration ou limitrophes de celui-ci, ainsi qu'aux titulaires de servitudes immatriculées, constituées sur ces biens-fonds.

³ Les personnes dont l'adresse ne peut être obtenue ni auprès de l'administration communale, ni auprès du Service chargé de la tenue du registre foncier ou du Service chargé de l'administration des impôts directs sont réputées avisées par la publication faite dans la Feuille officielle.

⁴ La forme et le contenu de l'avis sont définis par l'article 28 OMO.

Art. 62 Réclamations

a) Forme

¹ Toute personne qui justifie d'un intérêt digne de protection peut former une réclamation.

² Les réclamations sont adressées pendant la durée de l'enquête à la commune, à l'intention du ou de la géomètre; elles doivent être motivées.

Art. 60 b) Gegenstand

Die Auflage hat zum Gegenstand:

- a) die Übereinstimmung des Inventarplans des zu den öffentlichen Sachen gehörenden Gebiets und der öffentlichen Durchgänge mit dem noch gültigen Kataster und den gemäss Spezialgesetzgebung getroffenen Entscheidungen;
- b) die Übereinstimmung der unveränderten Grenzen;
- c) die Übereinstimmung der geänderten Grenzen mit den Vereinbarungen;
- d) die Grenzen der öffentlichen Gewässer;
- e) die von der Geometerin oder vom Geometer von Amtes wegen vorgenommenen unerheblichen Änderungen und die Grundstücksvereinigungen;
- f) die Materialisierung, sofern sie erstellt wurde.

Art. 61 c) Veröffentlichung

¹ Die Auflageakten werden während 30 Tagen in einem Raum der Gemeindeverwaltung aufgelegt.

² Die Veröffentlichung erfolgt durch:

- a) Bekanntmachung im Amtsblatt vor der Auflage;
- b) persönliche Mitteilung spätestens in der Woche vor der Auflage an die Eigentümerinnen und Eigentümer der im Perimeter gelegenen oder an diesen angrenzenden Liegenschaften sowie an die Inhaberinnen und Inhaber der als Grundstücke aufgenommenen Dienstbarkeiten, die auf diesen Liegenschaften errichtet sind.

³ Für Personen, deren Adresse weder von der Gemeindeverwaltung, noch vom Grundbuch führenden Amt noch von dem mit der Verwaltung der direkten Steuern beauftragten Amt ermittelt werden kann, gilt die Veröffentlichung im Amtsblatt als Mitteilung.

⁴ Die Form und der Inhalt der Mitteilung richten sich nach Artikel 28 VAV.

Art. 62 Einsprachen

a) Form

¹ Jede Person, die ein schützenswertes Interesse glaubhaft darlegt, kann Einsprache erheben.

² Die Einsprachen müssen während der Auflage an die Gemeinde zuhanden der Geometerin oder des Geometers gerichtet werden. Sie müssen begründet sein.

Art. 63 b) Liquidation

¹ Les géomètres cherchent avec la personne qui réclame, et, au besoin, moyennant le consentement de tierces personnes intéressées, à liquider la réclamation par un arrangement.

² Si aucune entente n'intervient, les géomètres rendent une décision motivée et la notifient aux intéressés, avec accusé de réception, en indiquant la voie de droit prévue à l'article 64 et la possibilité d'ouvrir action devant la juridiction civile.

Art. 64 Recours
a) Principes

¹ La décision sur réclamation peut être portée, dans le délai de trente jours à compter de sa notification, devant la Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire.

² Le recours doit être motivé et contenir des conclusions.

Art. 65 b) Instruction

¹ Une copie du recours est communiquée au ou à la géomètre; lorsque le recours n'est pas manifestement irrecevable ou mal fondé, il est également communiqué aux personnes dont les intérêts sont opposés à ceux de la personne qui recourt.

² Un délai leur est imparti pour formuler leurs observations.

³ La Commission peut faire appel à des experts.

Art. 66 c) Citation et défaut

¹ Sous réserve des cas où le recours est manifestement irrecevable ou à l'évidence mal fondé, la personne qui recourt, le ou la géomètre, les intéressés qui ont été appelés à présenter leurs observations et éventuellement les témoins sont cités, par pli recommandé, au moins dix jours avant la séance de la Commission.

² La Commission procède même en l'absence de la personne qui recourt ou des tierces personnes intéressées.

Art. 67 d) Contestation ou non d'un droit réel

¹ Lorsque le recours implique la contestation d'un droit réel, la Commission tente de concilier les parties.

² A défaut d'entente, elle renvoie les parties devant la juridiction civile.

Art. 63 b) Erledigung

¹ Die Geometerinnen und Geometer versuchen mit der einsprechenden Person und nötigenfalls mit Zustimmung Dritter eine Einigung zu erzielen.

² Kommt keine Einigung zustande, so fällen die Geometerinnen und Geometer einen Entscheid und teilen diesen samt der Begründung den Betroffenen gegen Empfangsschein mit; sie weisen auf die Rechtsmittel nach Artikel 64 und auf die Möglichkeit einer Klage bei einem Zivilgericht hin.

Art. 64 Beschwerde
a) Grundsatz

¹ Der Einspracheentscheid kann innert 30 Tagen nach der Mitteilung bei der Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen mit Beschwerde angefochten werden.

² Die Beschwerde muss begründet sein und Rechtsbegehren enthalten.

Art. 65 b) Instruktion

¹ Eine Kopie der Beschwerde wird der Geometerin oder dem Geometer zugestellt. Ist die Beschwerde nicht offensichtlich unzulässig oder unbegründet, so wird sie ebenfalls den Personen zugestellt, deren Interessen denjenigen des Beschwerdeführers entgegenstehen.

² Es wird ihnen eine Frist zur Stellungnahme gesetzt.

³ Die Kommission kann Sachverständige beiziehen.

Art. 66 c) Vorladung und Nichterscheinen

¹ Unter Vorbehalt der Fälle, in denen die Beschwerde offensichtlich unzulässig oder unbegründet ist, werden die Beschwerdeführerin oder der Beschwerdeführer, die Geometerin oder der Geometer, die Betroffenen, die zur Stellungnahme aufgefordert worden sind, und allfällige Zeugen mindestens 10 Tage vor der Verhandlung mit eingeschriebenem Brief vorgeladen.

² Die Kommission verhandelt auch in Abwesenheit der Beschwerdeführerinnen und -führer oder interessierter Drittpersonen.

Art. 67 d) Bestreitung oder Nichtbestreitung eines dinglichen Rechtes

¹ Wird mit der Beschwerde ein dingliches Recht bestritten, so versucht die Kommission, eine Versöhnung unter den Parteien herbeizuführen.

² Kommt keine Einigung zustande, so verweist sie die Parteien an die Zivilgerichtsbarkeit.

³ Si, en cas de conciliation, les parties ne peuvent s'entendre sur les frais et dépens, elles peuvent charger la Commission de statuer; la décision est sans recours.

⁴ Lorsque le recours n'implique pas la contestation d'un droit réel et qu'un arrangement n'est pas trouvé, la Commission rend une décision.

Art. 68 e) Décision

¹ La Commission peut, par une décision sommairement motivée, écarter un recours qui est manifestement irrecevable ou rejeter un recours à l'évidence mal fondé.

² La décision est notifiée avec accusé de réception à la personne qui recourt, au ou à la géomètre et aux intéressés qui ont été appelés à présenter leurs observations. L'article 22 de la loi d'organisation du Tribunal administratif s'applique par analogie.

³ La Commission met à la charge du recourant ou de la recourante qui succombe un émolument et tout ou partie des frais de procédure.

Art. 69 Effets de l'enquête

¹ Lorsque les réclamations et recours sont liquidés, l'abornement devient définitif.

² Les propriétaires jouissent alors des immeubles dans leurs nouvelles limites.

³ Les nouvelles limites, y compris les limites communales, entrent en vigueur lors de la mise en vigueur du nouveau plan du registre foncier.

Art. 70 Approbation technique et dépôt au Service chargé de la tenue du registre foncier

Lorsque les réclamations sont liquidées et les documents vérifiés, le Service:

- a) soumet ces documents à la Direction pour approbation technique,
- b) requiert la reconnaissance fédérale de la nouvelle mensuration parcellaire et

³ Können sich die Parteien im Falle einer Versöhnung nicht über die Kosten und Auslagen verständigen, so können sie die Kommission ersuchen, darüber zu entscheiden. Der Entscheid kann nicht weitergezogen werden.

⁴ Hat die Beschwerde nicht die Bestreitung eines dinglichen Rechtes zum Gegenstand und kommt keine Einigung zustande, so fällt die Kommission einen Entscheid.

Art. 68 e) Entscheid

¹ Die Kommission kann mit einem summarisch begründeten Entscheid auf eine Beschwerde nicht eintreten oder eine Beschwerde abweisen, wenn sie offensichtlich unzulässig oder unbegründet ist.

² Der Entscheid wird gegen Empfangsbestätigung der Beschwerdeführerin oder dem Beschwerdeführer, der Geometerin oder dem Geometer und den Betroffenen, die zur Stellungnahme aufgefordert worden sind, mitgeteilt. Der Artikel 22 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts gilt sinngemäss.

³ Die Kommission auferlegt der unterlegenen Beschwerdeführerin oder dem unterlegenen Beschwerdeführer eine Gebühr und alle oder einen Teil der Verfahrenskosten.

Art. 69 Wirkungen der Auflage

¹ Sind die Einsprachen und Beschwerden erledigt, so wird die Vermarkung endgültig.

² Die Eigentümerinnen und Eigentümer nutzen von diesem Zeitpunkt an ihre Grundstücke entsprechend den neuen Grenzen.

³ Die neuen Grenzen, inbegriffen die Gemeindegrenzen, treten gleichzeitig mit dem neuen Plan für das Grundbuch in Kraft.

Art. 70 Technische Genehmigung und Hinterlegung beim Grundbuch führenden Amt

Sind die Einsprachen erledigt und die Dokumente geprüft, so:

- a) unterbreitet das Amt diese Dokumente der Direktion zur technischen Genehmigung;
- b) holt das Amt die eidgenössische Anerkennung der neuen Parzellarvermessung ein;

- c) transmet au Service chargé de la tenue du registre foncier le cadastre transitoire et les documents annexes, en vue de la reconnaissance des droits prévue par la législation sur le registre foncier.

Art. 71 Mise en vigueur

¹ Le Conseil d'Etat met en vigueur par voie d'arrêté la nouvelle mensuration parcellaire en même temps que le registre foncier fédéral ou, dans les cas où celui-ci est déjà introduit, en même temps que l'adaptation des documents du registre foncier à la nouvelle mensuration.

² La décision est publiée dans la Feuille officielle.

³ Les frais du géomètre liés à la mise à jour des anciens documents, pour la période s'écoulant entre la fin de la deuxième année dès l'approbation technique par la Direction et la mise en vigueur de la nouvelle mensuration parcellaire, sont supportés par l'Etat.

CHAPITRE 5

Frais

Art. 72 Répartition entre le canton, la commune et les propriétaires

¹ L'Etat et la commune supportent leurs propres frais administratifs.

² Les autres frais sont, après déduction d'une éventuelle participation fédérale, supportés:

- a) pour un tiers par l'Etat;
- b) pour un tiers par la commune;
- c) pour un tiers par les propriétaires actuels des biens-fonds privés compris dans le périmètre et les titulaires de servitudes immatriculées.

³ La participation communale est, sauf convention contraire, facturée en quatre acomptes annuels, dont le premier l'année qui suit la conclusion du contrat de mensuration.

⁴ Lorsque, en raison de situations particulières, la commune décide de prendre à sa charge une partie des participations des propriétaires, l'Etat peut également payer un montant équivalent.

- c) übergibt das Amt dem Grundbuch führenden Amt den Übergangskataster und die dazugehörenden Dokumente, damit die Rechte gemäss der Gesetzgebung über das Grundbuch anerkannt werden.

Art. 71 Inkrafttreten

¹ Der Staatsrat setzt die neue Parzellarvermessung gleichzeitig mit dem eidgenössischen Grundbuch oder, wo dieses bereits eingeführt wurde, gleichzeitig mit der Anpassung der Grundbuchdokumente an die Neuvermessung mit einem Beschluss in Kraft.

² Der Beschluss wird im Amtsblatt veröffentlicht.

³ Die Geometerkosten für die Nachführung der alten Dokumente in der Zeit zwischen dem Ende des zweiten Jahres nach der technischen Genehmigung und dem Inkraftsetzen der neuen Parzellarvermessung werden vom Staat getragen.

5. KAPITEL

Kosten

Art. 72 Verteilung zwischen dem Kanton, der Gemeinde und den Eigentümerinnen und Eigentümern

¹ Der Staat und die Gemeinde tragen ihre eigenen Verwaltungskosten.

² Die übrigen Kosten werden nach Abzug einer allfälligen Kostenbeteiligung des Bundes getragen:

- a) zu einem Drittel vom Kanton;
- b) zu einem Drittel von der Gemeinde;
- c) zu einem Drittel von den jeweiligen Eigentümerinnen und Eigentümern der privaten Liegenschaften, die innerhalb des Perimeters gelegen sind, und von den Inhaberinnen und Inhabern der als Grundstücke aufgenommenen Dienstbarkeitsrechte.

³ Sofern nicht anderes vereinbart wurde, wird der Gemeindeanteil in vier jährlichen Raten fakturiert, wobei die erste Rate im Jahr nach Abschluss des Vermessungsvertrages fällig ist.

⁴ Beschliesst die Gemeinde aufgrund von besonderen Umständen einen Teil des Eigentümeranteils zu übernehmen, so kann der Staat einen gleich grossen Betrag bezahlen.

Art. 73 Répartition entre les propriétaires

¹ Les frais supportés par les propriétaires sont répartis en fonction du nombre de propriétaires, de parcelles, de surfaces et de bâtiments, selon des proportions fixées dans le règlement d'exécution. Il est tenu compte des zones de participation financière de la Confédération par l'application d'un coefficient de pondération.

² Le Conseil d'Etat détermine toutefois un montant forfaitaire minimal, qui ne doit pas dépasser 50 francs.

³ En cas de mensuration liée à un remaniement parcellaire, les frais supportés par les propriétaires sont en principe inclus dans ceux du remaniement et répartis selon les critères décidés par le syndicat.

Art. 74 Perception

a) Facturation et voies de droit

¹ Lorsque la nouvelle mensuration est approuvée par la Confédération, le Service adresse aux propriétaires un bordereau de leurs parts aux frais; en cas de mensuration liée à un remaniement parcellaire, le bordereau est adressé directement au syndicat.

² Ce bordereau tient compte des frais prévisibles de géomètre liés à l'introduction du registre foncier fédéral visés par l'article 37 let. d de la loi sur le registre foncier.

³ Le débiteur ou la débitrice peut, dans les trente jours dès la notification du bordereau, former une réclamation écrite auprès de la Direction, qui statue sous réserve de recours au Tribunal administratif.

Art. 75 b) Effets

¹ Les bordereaux entrés en force valent titres exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

² Les frais sont payables dans les trente jours; passé ce délai, il est dû un intérêt moratoire dont le taux correspond à celui qui est fixé en application de l'article 207 al. 3 de la loi sur les impôts cantonaux directs. Au surplus, les frais de perception sont à la charge du débiteur ou de la débitrice.

³ Les créances sont garanties par une hypothèque légale, valable sans inscription et primant tous les gages immobiliers inscrits.

Art. 73 Verteilung auf die Eigentümerinnen und Eigentümern

¹ Die von den Eigentümerinnen und Eigentümern zu tragenden Kosten werden im Verhältnis zur Anzahl der Eigentümer, der Grundstücke, der Flächen und der Gebäude gemäss dem im Ausführungsreglement festgesetzten Verhältnis verteilt. Die Kostenbeitragszonen des Bundes werden durch die Anwendung von Gewichtungsfaktoren berücksichtigt.

² Der Staatsrat bestimmt jedoch einen pauschalen Mindestbetrag, der 50 Franken nicht übersteigen darf.

³ Im Falle einer Parzellarvermessung infolge einer Güterzusammenlegung sind die von den Eigentümerinnen und Eigentümern zu tragenden Kosten in der Regel in denjenigen der Zusammenlegung inbegriffen und werden gemäss den von der Körperschaft beschlossenen Kriterien verteilt.

Art. 74 Bezug

a) Rechnungstellung und Rechtsmittel

¹ Nach Anerkennung der neuen Parzellarvermessung durch den Bund stellt das Amt den Eigentümerinnen und Eigentümern eine Abrechnung ihres Kostenanteils zu. Im Falle einer Parzellarvermessung infolge einer Güterzusammenlegung wird die Abrechnung direkt der Körperschaft zugestellt.

² Die Abrechnung berücksichtigt die vorhersehbaren, in Artikel 37 Bst. d des Gesetzes über das Grundbuch genannten Kosten für die Einführung des eidgenössischen Grundbuches.

³ Die Schuldnerin oder der Schuldner kann innert 30 Tagen seit der Eröffnung der Abrechnung bei der Direktion schriftlich Einsprache erheben; die Direktion entscheidet unter Vorbehalt der Beschwerde an das Verwaltungsgericht.

Art. 75 b) Wirkungen

¹ Die rechtskräftigen Abrechnungen sind vollstreckbaren Urteilen im Sinne von Artikel 80 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs gleichgestellt.

² Die Rechnung ist innert 30 Tagen zu bezahlen. Nach Ablauf dieser Frist wird ein Verzugszins geschuldet, dessen Satz dem Satz nach Artikel 207 Abs. 3 des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern entspricht. Die Inkassokosten gehen ebenfalls zu Lasten der Schuldnerin oder des Schuldners.

³ Die Forderungen sind durch ein gesetzliches Grundpfandrecht sichergestellt. Es besteht ohne Eintrag und geht allen eingetragenen Grundpfandrechten vor.

⁴ La réclamation et le recours suspendent l'exigibilité de la créance mais non le cours de l'intérêt moratoire; la décision peut être revue, même au détriment de la personne qui recourt.

TITRE III

Conservation

CHAPITRE PREMIER

Désignation et attributions des géomètres dépositaires

Art. 76 Principe

¹ Chaque commune désigne, après avoir consulté le Service, un ou une géomètre officiel-le auprès de qui les documents de la mensuration parcellaire sont déposés (géomètre dépositaire); exceptionnellement, la désignation peut concerner une partie de commune.

² Toutefois, les géomètres attributaires d'un remaniement parcellaire ou d'une nouvelle mensuration parcellaire sont automatiquement désignés géomètres dépositaires des communes ou parties de communes situées dans le périmètre de ces entreprises pour la durée des travaux, pour autant qu'ils soient géomètres officiels; à ce défaut, le Service désigne les géomètres dépositaires compétents, pour la durée des travaux.

³ Le Service tient à jour la liste des géomètres dépositaires et la publie dans l'Annuaire officiel de l'Etat. La législation sur la protection des données s'applique pour le surplus.

Art. 77 Convention

¹ Les rapports entre les géomètres dépositaires et l'Etat, propriétaire de l'œuvre cadastrale, sont réglés par convention de droit public entre le ou la géomètre dépositaire, le Service et la commune.

² La convention est renouvelable et peut être assortie de conditions.

⁴ Die Einsprache und die Beschwerde schieben die Fälligkeit der Forderung, jedoch nicht den Lauf des Verzugszinses auf; der Entscheid kann auch zu Ungunsten der Beschwerdeführerin oder des Beschwerdeführers geändert werden.

3. TITEL

Unterhalt

1. KAPITEL

Bezeichnung und Befugnisse der Aufbewahrungsgeometerinnen und -geometer

Art. 76 Grundsatz

¹ Jede Gemeinde bezeichnet nach Anhören des Amtes eine amtliche Geometerin oder einen amtlichen Geometer, der oder die die Dokumente der Parzellarvermessung aufbewahren (Aufbewahrungsgeometerin oder Aufbewahrungsgeometer); ausnahmsweise kann eine Aufbewahrungsgeometerin oder ein Aufbewahrungsgeometer für einen Teil einer Gemeinde bezeichnet werden.

² Die Geometerinnen und Geometer, denen eine Güterzusammenlegung oder eine neuen Parzellarvermessung übertragen wurde, sind automatisch für die Dauer der Arbeiten Aufbewahrungsgeometerinnen oder -geometer derjenigen Gemeinden oder Teilen davon, die im Perimeter dieser Unternehmen gelegen sind, sofern sie amtliche Geometerinnen oder Geometer sind; andernfalls bezeichnet das Amt für die Dauer der Arbeiten die Aufbewahrungsgeometerin oder den Aufbewahrungsgeometer.

³ Das Amt führt die Liste der Aufbewahrungsgeometerinnen und Aufbewahrungsgeometer nach und veröffentlicht diese im Staatskalender. Im Übrigen gilt die Gesetzgebung über den Datenschutz.

Art. 77 Vereinbarung

¹ Die Beziehungen zwischen der Aufbewahrungsgeometerin oder dem Aufbewahrungsgeometer und dem Staat als Eigentümer des Vermessungswerkes werden durch eine öffentlich-rechtliche Vereinbarung zwischen der Aufbewahrungsgeometerin oder dem Aufbewahrungsgeometer, dem Amt und der Gemeinde geregelt.

² Die Vereinbarung ist erneuerbar und kann mit Auflagen verbunden werden.

Art. 78 Modifications

¹ L'attribution du dépôt des documents est modifiée dans les cas suivants:

- a) lorsqu'un ou une géomètre dépositaire ne remplit plus les conditions de l'article 76;
- b) lorsque le dépôt des documents d'une commune doit être retiré au ou à la géomètre dépositaire en application de l'article 79 al. 1;
- c) lorsqu'un ou une géomètre renonce à être dépositaire des documents d'une commune;
- d) lorsque la commune concernée le décide, après consultation du Service.

² Le Service prend des mesures provisoires, qui ne préjugent pas la modification définitive de l'attribution.

Art. 79 Equipement et transfert des documents

¹ Les géomètres dépositaires complètent, s'il y a lieu, l'équipement de leur bureau dans l'année qui suit leur désignation, sous peine de retrait du dépôt des documents d'une ou de plusieurs communes.

² Le transfert des documents de la mensuration parcellaire a lieu par l'intermédiaire du Service, qui peut au besoin exiger du ou de la géomètre cédant-e la mise au point des documents; les modalités du transfert sont définies dans le règlement d'exécution.

³ Les frais du Service et les frais de transfert des documents sont à la charge de la partie qui occasionne le transfert.

Art. 80 Attributions

¹ Les géomètres dépositaires assument le dépôt des documents de la mensuration officielle et exécutent les tâches qui leur sont dévolues par la présente loi.

Art. 78 Änderungen

¹ Die Zuteilung der Aufbewahrung der Dokumente wird neu geregelt, wenn:

- a) eine Aufbewahrungsgeometerin oder ein Aufbewahrungsgeometer die Bedingungen nach Artikel 76 nicht mehr erfüllt;
- b) die Aufbewahrung der Dokumente einer Gemeinde einer Aufbewahrungsgeometerin oder einem Aufbewahrungsgeometer aus disziplinarischen Gründen oder im Falle der Verletzung von Artikel 79 Abs. 1 entzogen werden muss;
- c) eine Geometerin oder Geometer darauf verzichtet, die Dokumente einer Gemeinde aufzubewahren;
- d) die betroffene Gemeinde dies nach Anhören des Amtes beschliesst.

² Das Amt ergreift provisorische Massnahmen, ohne damit den Entscheid über die endgültige Änderung der Zuteilung vorwegzunehmen.

Art. 79 Büroeinrichtung und Übergabe der Dokumente

¹ Die Aufbewahrungsgeometerinnen und -geometer ergänzen wenn nötig innerhalb eines Jahres nach ihrer Bezeichnung die Einrichtung ihres Büros; andernfalls wird ihnen die Aufbewahrung der Dokumente einer oder mehrerer Gemeinden entzogen.

² Die Übergabe der Dokumente für die Parzellarvermessung geschieht durch das Amt, das nötigenfalls von der abtretenden Geometerin oder vom abtretenden Geometer die Vervollständigung der Dokumente verlangen kann. Das Ausführungsreglement regelt die Einzelheiten der Übergabe.

³ Die Kosten des Amtes und die Kosten für die Übergabe der Dokumente werden von derjenigen Partei getragen, die die Übergabe verursacht hat.

Art. 80 Aufgaben

¹ Die Aufbewahrungsgeometerinnen und -geometer übernehmen die Aufbewahrung der Dokumente der amtlichen Vermessung und führen die Aufgaben aus, die ihnen von diesem Gesetz übertragen werden.

² Pour les immeubles compris dans une entreprise de remaniement ou de nouvelle mensuration parcellaire, de renouvellement ou de numérisation préalable, les géomètres tributaires de ces entreprises sont seuls habilités à procéder aux opérations liées à la conservation, dès la conclusion du contrat portant sur ces travaux et jusqu'à l'approbation technique de ceux-ci. Lorsqu'ils ne sont pas géomètres officiels, la compétence pour instrumenter des actes authentiques appartient au ou à la géomètre dépositaire. Les travaux de conservation sont effectués selon le tarif fédéral.

CHAPITRE 2

Modifications et mise à jour

SECTION 1

Limites de biens-fonds ou de servitudes

Art. 81 Verbal de mutation a) Principe

¹ Les modifications de limites de biens-fonds ou de servitudes figurant sur le plan du registre foncier ne peuvent être opérées que sur la base d'un verbal de mutation établi par un ou une géomètre breveté-e.

² Le verbal est établi conformément à l'article 35 al. 2.

³ Les géomètres attestent qu'ils ont établi le verbal conformément à la volonté des propriétaires concernés; ces derniers reconnaissent le verbal en le signant.

Art. 82 b) Radiation ou modification de droits

¹ S'il ressort clairement de la situation des lieux ou du plan que des servitudes ne s'exercent ou ne peuvent s'exercer sur les biens-fonds modifiés ou créés, les géomètres proposent aux propriétaires de ces biens-fonds de requérir leur radiation, au sens des articles 743 et 744 du code civil.

² Les réquisitions sont opérées sur le verbal; les géomètres attestent sur celui-ci que les conditions de fait posées par les articles précités sont réalisées.

² Für die Liegenschaften innerhalb einer Güterzusammenlegung, einer neuen Parzellarvermessung, einer Erneuerung oder einer provisorischen Numerisierung ist vom Abschluss des Vertrages über diese Arbeiten an bis zu ihrer technischen Genehmigung ausschliesslich die beauftragte Geometerin oder der beauftragte Geometer ermächtigt, die Nachführungsarbeiten auszuführen. Ist sie oder er nicht amtliche Geometerin oder amtlicher Geometer, so ist die Aufbewahrungsgeometerin oder der Aufbewahrungsgeometer für die Ausstellung öffentlicher Urkunden zuständig. Die Unterhaltsarbeiten werden gemäss eidgenössischem Tarif durchgeführt.

2. KAPITEL

Änderung und Nachführung

1. ABSCHNITT

Grenzen von Liegenschaften oder Dienstbarkeiten

Art. 81 Mutationsverbal a) Grundsatz

¹ Grenzen von Liegenschaften oder Dienstbarkeiten, die im Plan des Grundbuches dargestellt sind, können nur aufgrund eines Mutationsverbals geändert werden, das von einer patentierten Geometerin oder einem patentierten Geometer erstellt wurde.

² Das Verbal wird nach Artikel 35 Abs. 2 erstellt.

³ Die Geometerinnen und Geometer bescheinigen, dass sie das Verbal nach dem Willen der betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer erstellt haben. Diese anerkennen das Verbal mit ihrer Unterschrift.

Art. 82 b) Löschung oder Änderung von Rechten

¹ Geht aus den örtlichen Verhältnissen oder aus dem Plan eindeutig hervor, dass Dienstbarkeiten auf den geänderten oder neu gebildeten Liegenschaften nicht ausgeübt werden oder nicht mehr ausgeübt werden können, so schlagen die Geometerinnen und Geometer den Eigentümerinnen oder den Eigentümern dieser Liegenschaften vor, die Löschung nach den Artikeln 743 und 744 des Zivilgesetzbuches zu verlangen.

² Die Begehren werden auf dem Verbal aufgeführt. Die Geometerin oder der Geometer bescheinigt auf dem Verbal, dass die gemäss den erwähnten Artikeln erforderlichen Bedingungen erfüllt sind.

³ Le verbal peut contenir d'autres réquisitions relatives à la radiation ou à la modification des droits; dans ce cas, les consentements nécessaires, au sens de l'article 964 du code civil, sont portés sur le verbal ou joints à celui-ci.

Art. 83 c) Matérialisation

Sauf dans les cas prévus par le droit fédéral, le verbal de mutation doit être établi après la pose des signes de démarcation.

Art. 84 Cas particuliers
a) Mutation de bureau

¹ Les géomètres ne peuvent établir un verbal sans abornement ni levé préalables que:

- a) si les lieux ne sont pas accessibles pour effectuer ces opérations et s'il n'est pas possible d'enlever les obstacles sans causer des dégâts importants, ou
- b) si des morcellements importants sont effectués en relation avec un plan d'aménagement de détail dont la réalisation est imminente.

² Les géomètres indiquent sur le verbal que l'abornement et le levé interviendront ultérieurement et que les propriétaires ont connaissance de cette situation et s'engagent à en informer un ou une acquéreur-e subséquent-e.

³ Les géomètres peuvent lier la réquisition d'inscription du verbal au registre foncier à la condition que le versement des frais de matérialisation et de levé ultérieurs soit garanti de façon suffisante.

⁴ Dès que les circonstances le permettent, les géomètres procèdent d'office à la pose des signes de démarcation.

Art. 85 b) Mutation de projet

¹ Lorsque l'emplacement exact d'une limite doit correspondre aux limites d'une construction projetée, les géomètres peuvent établir le verbal sur la base du projet.

² Ils indiquent ce fait sur le verbal et requièrent le Service chargé de la tenue du registre foncier d'opérer une remarque y relative à l'état descriptif du registre foncier.

³ Das Verbal kann weitere Begehren um Löschung oder Änderung von Rechten enthalten. In diesem Fall werden die erforderlichen Zustimmungen gemäss Artikel 964 des Zivilgesetzbuches auf dem Verbal angebracht oder diesem beigefügt.

Art. 83 Materialisierung

Mit Ausnahme der im Bundesrecht vorgesehenen Fälle wird das Mutationsverbal erstellt, nachdem die Grenzzeichen angebracht wurden.

Art. 84 Besondere Fälle
a) Büromutation

¹ Die Geometerin oder der Geometer kann ein Verbal ohne vorgängige Vermarkung und Einmessung nur erstellen, wenn:

- a) die Örtlichkeiten nicht zugänglich sind, um diese Arbeiten vorzunehmen, und es nicht möglich ist, die Hindernisse zu entfernen, ohne grossen Schaden zu verursachen, oder
- b) umfangreiche Parzellierungen im Zusammenhang mit einem Detailbebauungsplan vorgenommen werden, dessen Verwirklichung unmittelbar bevorsteht.

² Die Geometerinnen und Geometer vermerken auf dem Verbal, dass die Vermarkung und die Einmessung später vorgenommen werden, die Eigentümerinnen und Eigentümer dies wissen und sich verpflichten, spätere Erwerberinnen und Erwerber darüber in Kenntnis zu setzen.

³ Die Geometerinnen und Geometer können die Anmeldung des Verbals beim Grundbuch von der Bedingung abhängig machen, dass die Bezahlung der Kosten für die Materialisierung und die spätere Einmessung gesichert ist.

⁴ Sobald die Umstände es erlauben, bringt die Geometerin oder der Geometer die Grenzzeichen von Amtes wegen an.

Art. 85 b) Projektmutation

¹ Die Geometerinnen und Geometer können das Verbal anhand eines Projektes erstellen, wenn die genaue Lage einer Grenze mit den Grenzen des geplanten Baus übereinstimmen muss.

² Sie vermerken dies auf dem Verbal und beantragen das Grundbuch führende Amt, eine diesbezügliche Bemerkung in der Liegenschaftsbeschreibung des Grundbuches anzubringen.

³ L'implantation de la construction est effectuée sous le contrôle des géomètres.

⁴ Si la limite fixée sur le verbal s'écarte de la construction dont elle dépend, les géomètres convoquent d'office les propriétaires concernés en vue de l'adaptation de la limite.

⁵ Si un accord peut être trouvé, les géomètres dressent un verbal; sinon, ils renvoient les parties devant la juridiction civile.

⁶ Les géomètres requièrent d'office la radiation de la remarque lorsque l'emplacement de la limite correspond aux limites de la construction et, à ce défaut, en cas d'accord des propriétaires concernés sur la modification de la limite. L'article 84 al. 3 et 4 est applicable.

SECTION 2

Bâtiments

Art. 86 Verbal de bâtiment

¹ A l'occasion des estimations, l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments avise le Service de toute construction, modification ou démolition d'un bâtiment assuré.

² Le Service charge le ou la géomètre breveté-e désigné-e par le ou la propriétaire de la cadastration ou de la radiation du bâtiment; à défaut d'une telle désignation ou dans les cas prévus à l'article 80, il charge le ou la géomètre dépositaire de ces travaux.

³ Les géomètres établissent un verbal de bâtiment.

⁴ Lorsque le Service a connaissance de constructions, de modifications ou de démolitions qui n'ont pas été cadastrées, il peut ordonner l'établissement d'un verbal de bâtiment et requiert, le cas échéant, l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments de lui fournir les informations visées à l'article 87 al. 4 et 5.

Art. 87 Frais

¹ Le Conseil d'Etat arrête un tarif des frais de la cadastration des bâtiments.

² Ces frais sont calculés sur la base de la valeur du bâtiment; pour les valeurs situées dans une même tranche de 100 000 francs, le montant est fixe.

³ Die Bauabsteckung wird unter der Kontrolle der Geometerinnen und Geometers vorgenommen.

⁴ Weicht die im Verbal festgelegte Grenze vom Bau ab, so laden die Geometerinnen und Geometer die betroffenen Eigentümerinnen oder Eigentümer zwecks Anpassung der Grenze vor.

⁵ Kommt eine Einigung zustande, so erstellen die Geometerinnen und Geometer ein Verbal. Andernfalls verweisen sie die Parteien an ein Zivilgericht.

⁶ Die Geometerinnen und Geometer verlangen von Amts wegen die Löschung der Bemerkung, wenn die Lage der Grenze mit den Grenzen des Baus übereinstimmt und wenn eine Einigung der betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer über die Grenzänderung zustande kam. Artikel 84 Abs. 3 und 4 ist anwendbar.

2. ABSCHNITT

Gebäude

Art. 86 Gebäudeverbal

¹ Anlässlich der Gebäudeschätzungen teilt die Kantonale Gebäudeversicherung dem Amt jede Erstellung, jede Änderung und jeden Abbruch versicherter Gebäude mit.

² Das Amt beauftragt die patentierten Geometerinnen und Geometer, die von den Eigentümerinnen und Eigentümern bezeichnet wurden, den Kataster zu erstellen oder das Gebäude zu löschen. Fehlt eine solche Bezeichnung oder trifft ein Fall nach Artikel 80 zu, so beauftragt es die Aufbewahrungsgeometerin oder den Aufbewahrungsgeometer mit diesen Arbeiten.

³ Die Geometerinnen und Geometer erstellen ein Gebäudeverbal.

⁴ Hat das Amt Kenntnis von einem Bau, einer Änderung oder von einem Abbruch, die nicht katastriert wurden, so kann es die Erstellung eines Gebäudeverbals anordnen und gegebenenfalls bei der Kantonalen Gebäudeversicherung die Informationen nach Artikel 87 Abs. 4 und 5 anfordern.

Art. 87 Kosten

¹ Der Staatsrat erlässt einen Tarif über die Kosten für die Katastererstellung der Gebäude.

² Diese Kosten berechnen sich nach dem Wert des Gebäudes. Für die Werte innerhalb einer Tranche von je 100 000 Franken ist der Betrag gleich.

³ Le montant des frais ne doit pas dépasser 3 ‰ de la valeur maximale de la tranche; il ne peut être supérieur à 10 000 francs.

⁴ L'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments communique au Service la tranche de valeur considérée.

⁵ En cas de modification d'un bâtiment, les frais sont calculés sur la valeur de la modification.

⁶ Dans tous les cas, les frais sont majorés par l'application, sur leur montant, d'un taux identique au taux ordinaire de la taxe sur la valeur ajoutée. Est déterminant le taux ordinaire en vigueur au moment de l'opération de cadastration effectuée par le ou la géomètre breveté-e.

Art. 88 Perception

¹ Le Service adresse un bordereau des frais aux propriétaires actuels des bâtiments.

² Les articles 74 et 75 sont applicables par analogie.

³ Le droit d'établir un bordereau des frais se prescrit par cinq ans à compter de la date d'établissement du verbal de bâtiment; il s'éteint en tous les cas dix ans à compter de la fin de la construction ou de la modification du bâtiment.

⁴ La créance des frais de cadastration se prescrit par cinq ans à compter de son entrée en force.

SECTION 3

Autres éléments de la mensuration

Art. 89 Changements

¹ Les géomètres brevetés ou, dans la mesure autorisée par le droit fédéral, les autres spécialistes en mensuration sont chargés de procéder à la cadastration des autres éléments de la mensuration officielle:

- a) par les services et établissements de l'Etat, les communes, les établissements de droit public ou les entreprises concessionnaires, en cas de changements résultant de travaux publics qu'ils ont entrepris sur leurs fonds ou sur fonds d'autrui, et
- b) par la commune, en cas de changements résultant de travaux privés soumis à autorisation et de modifications dans la nomenclature.

³ Auf keinen Fall darf dieser Betrag 3 ‰ des Höchstwertes der jeweiligen Tranche überschreiten. Er beträgt höchstens 10 000 Franken.

⁴ Die Kantonale Gebäudeversicherung teilt dem Amt die Tranche des berücksichtigten Wertes mit.

⁵ Im Fall einer Gebäudeänderung werden die Kosten aufgrund des Wertes der Änderung berechnet.

⁶ In jedem Fall werden die Kosten um einen Betrag erhöht, der dem ordentlichen Satz der Mehrwertsteuer entspricht. Massgebend ist der geltende ordentliche Mehrwertsteuersatz zum Zeitpunkt, in dem die patentierte Geometerin oder der patentierte Geometer die Katastererstellung vornimmt.

Art. 88 Bezug

¹ Das Amt stellt die Kostenrechnung den Gebäudeeigentümerinnen und -eigentümern zu.

² Die Artikel 74 und 75 sind sinngemäss anwendbar.

³ Das Recht, eine Kostenrechnung aufzustellen, verjährt 5 Jahre nach der Erstellung des Gebäudeverbals; es verjährt auf alle Fälle 10 Jahre nach Beendigung der Bau- oder Umbauarbeiten.

⁴ Die Forderung für die Kosten der Katasteraufnahme verjährt 5 Jahre, nachdem sie rechtskräftig wurde.

3. ABSCHNITT

Weitere Vermessungselemente

Art. 89 Änderungen

¹ Die folgenden Organe beauftragen patentierte Geometerinnen und Geometer oder, im Rahmen des Bundesrechts, andere Vermessungsfachleute mit der Katastererstellung weiterer Elemente der amtlichen Vermessung:

- a) die Dienststellen und Anstalten des Staates, die Gemeinden, die öffentlich-rechtlichen Anstalten und konzessionierten Unternehmen, sofern es sich um Änderungen infolge öffentlicher Arbeiten handelt, die sie auf ihrem Grund oder auf demjenigen Dritter ausgeführt haben, und
- b) der Gemeinden, wenn es sich um Änderungen infolge privater Arbeiten handelt, für die eine Bewilligung erforderlich ist, sowie bei Änderungen der Nomenklatur.

² Les géomètres brevetés procèdent d'office à la cadastration des changements lorsqu'ils établissent un verbal de mutation ou de bâtiment et qu'ils constatent sur les immeubles touchés par le verbal des changements aux environs de l'objet de la mutation.

Art. 90 Frais

¹ Les frais de cadastration des changements sont supportés par les personnes qui les ont requis et, en cas de cadastration d'office, sauf convention contraire, par les propriétaires concernés.

² Dans le cas de changements résultant de travaux privés soumis à autorisation, la commune peut se faire rembourser les frais de cadastration auprès des propriétaires concernés.

Art. 91 Mise à jour périodique

¹ Le Conseil d'Etat ordonne l'exécution des travaux de mise à jour périodique.

² Les frais de la mise à jour périodique sont, après déduction d'une éventuelle participation fédérale, à la charge de l'Etat.

³ Toutefois, les frais liés à la cadastration d'éléments qui auraient dû être cadastrés en vertu de changements résultant de travaux privés soumis à autorisation sont mis à la charge de la commune.

SECTION 4

Mise à jour des documents

Art. 92 Avis au Service

Le Service chargé de la tenue du registre foncier informe le Service de toute inscription d'un verbal.

Art. 93 Modalités de la mise à jour

Sauf dans les cas où la mise à jour a lieu en continu, le Service ordonne la mise à jour, au moins une fois par an, des plans du registre foncier et de la commune.

Art. 94 Verbaux de mutation non inscrits

¹ Tout verbal de mutation qui n'a pas été inscrit au registre foncier dans les trois ans qui suivent son établissement est caduc.

² Die patentierten Geometerinnen und Geometer nehmen die Katastererstellung der Änderungen von Amtes wegen vor, wenn sie ein Mutations- oder Gebäudeverbal erstellen und auf den vom Verbal betroffenen Grundstücken Änderungen in der Umgebung des Objekts feststellen, das Gegenstand der Mutation ist.

Art. 90 Kosten

¹ Die Kosten für die Katastererstellung der Änderungen werden von derjenigen Person getragen, die sie verlangt hat; werden Katasterstellungen von Amtes wegen vorgenommen, so werden die Kosten, sofern nichts anderes vereinbart wurde, von den betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümern getragen.

² Bei Änderungen infolge privater Arbeiten, für die eine Bewilligung erforderlich ist, kann sich die Gemeinde die Kosten für die Katastererstellung von der Person, die die Bewilligung einholen musste, zurückerstatten lassen.

Art. 91 Periodische Nachführung

¹ Der Staatsrat ordnet die Ausführung der periodischen Nachführung an.

² Die Kosten der periodischen Nachführung gehen nach Abzug eines allfälligen Bundesbeitrags zu Lasten des Staates.

³ Die Kosten für die Katastererstellung der Elemente, die auf Grund von Änderungen infolge privater, der Bewilligung unterstehender Arbeiten hätten aufgenommen werden sollen, werden jedoch der Gemeinde auferlegt.

4. ABSCHNITT

Nachführung der Dokumente

Art. 92 Mitteilung des Grundbuch führenden Amtes

Das Grundbuch führende Amt meldet dem Amt jede Eintragung eines Verbals.

Art. 93 Nachführungsbestimmung

Sofern nicht eine laufende Nachführung gemacht wird, ordnet das Amt mindestens einmal pro Jahr die Nachführung der Pläne für das Grundbuch und der Gemeindepläne an.

Art. 94 Nicht eingetragene Mutationsverbale

¹ Jedes Mutationsverbal fällt dahin, wenn es nicht innert 3 Jahren nach seiner Erstellung im Grundbuch eingetragen wird.

² Les géomètres procèdent alors à l'arrachage des bornes et à l'annulation des modifications dans les documents de la mensuration.

³ Les frais sont à la charge de la personne qui a commandé le verbal.

⁴ Pour de justes motifs, le Service peut prolonger ce délai de trois ans au maximum.

SECTION 5

Rectifications

Art. 95 Principe

¹ Lorsque les géomètres brevetés constatent une erreur dans les documents de la mensuration officielle, ils en informent le Service.

² Le Service veille à ce que l'erreur soit corrigée.

Art. 96 Limites

¹ Lorsque la rectification porte sur la limite d'un bien-fonds ou d'une servitude et qu'elle implique une modification du plan du registre foncier, elle ne peut être effectuée qu'avec le consentement des intéressés.

² A défaut de consentement, le Service est autorisé à provoquer l'ouverture d'une action civile en rectification.

³ Le président ou la présidente du Tribunal d'arrondissement est compétent-e; le recours en appel au Tribunal cantonal est ouvert.

Art. 97 Autres éléments

¹ Lorsque la rectification porte sur d'autres éléments de la mensuration officielle, elle est opérée d'office.

² Lorsque la rectification modifie l'état descriptif, le Service chargé de la tenue du registre foncier en est informé.

³ Lorsque la rectification porte sur la surface ou sur le numéro d'un immeuble, les propriétaires concernés en sont également informés.

² Die Geometerin oder der Geometer hat in diesem Fall die Grenzzeichen wieder zu entfernen und Änderungen in den Vermessungsdokumenten zu annullieren.

³ Die Kosten trägt diejenige Person, die das Verbal bestellt hat.

⁴ In begründeten Fällen kann das Amt die Frist um höchstens 3 Jahre verlängern.

5. ABSCHNITT

Berichtigungen

Art. 95 Grundsatz

¹ Stellen die patentierten Geometerinnen und Geometer einen Fehler in den Dokumenten der amtlichen Vermessung fest, so setzen sie das Amt davon in Kenntnis.

² Das Amt sorgt dafür, dass der Fehler behoben wird.

Art. 96 Grenzen

¹ Bezieht sich die Berichtigung auf die Grenze einer Liegenschaft oder einer Dienstbarkeit und hat sie eine Änderung des Planes für das Grundbuch zur Folge, so kann die Berichtigung nur mit Zustimmung der Betroffenen vorgenommen werden.

² Fehlt die Zustimmung, so ist das Amt befugt, einen richterlichen Entscheid herbeizuführen, mit dem die Berichtigung angeordnet wird.

³ Zuständige Richterin oder zuständiger Richter ist die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichtes. Die Berufung an das Kantonsgericht bleibt vorbehalten.

Art. 97 Andere Elemente

¹ Betrifft die Berichtigung andere Elemente der amtlichen Vermessung, so wird sie von Amtes wegen durchgeführt.

² Ändert die Berichtigung die Liegenschaftsbeschreibung, so wird das Grundbuch führende Amt davon in Kenntnis gesetzt.

³ Bezieht sich die Berichtigung auf die Fläche oder die Nummer eines Grundstücks, so werden auch die betroffenen Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer informiert.

Art. 98 Frais

¹ Lorsque l'auteur-e de l'erreur procède à la rectification, il ou elle en supporte seul-e les frais.

² Dans les autres cas, les frais de rectification sont supportés par l'Etat, sous réserve de recours contre l'auteur-e.

CHAPITRE 3

Conservation de la mensuration officielle

SECTION 1

Repères

Art. 99

¹ Les propriétaires des biens-fonds veillent à l'état des repères des points fixes établis sur leurs immeubles; il en est de même de l'Etat, des communes, des établissements de droit public et des entreprises concessionnaires, lorsqu'ils exécutent des travaux sur fonds d'autrui.

² Ils informent immédiatement un ou une géomètre breveté-e lorsque:

- a) ils effectuent des travaux d'exploitation ou de construction qui menacent ces points ou ces repères ou
- b) ils constatent que ces repères ont été enlevés, déplacés ou endommagés.

SECTION 2

Signes de démarcation

Art. 100 Principe

Les propriétaires doivent maintenir en bon état les signes de démarcation de leurs immeubles; il en est de même de l'Etat, des communes, des établissements de droit public et des entreprises concessionnaires lorsqu'ils exécutent des travaux sur fonds d'autrui.

Art. 98 Kosten

¹ Führt die Urheberin oder der Urheber eines Fehlers die Berichtigung durch, trägt sie oder er allein die Kosten.

² In den übrigen Fällen trägt der Staat die Kosten der Berichtigung. Vorbehalten bleibt das Rückgriffsrecht gegen die Urheberin oder den Urheber.

3. KAPITEL

Unterhalt der amtlichen Vermessung

1. ABSCHNITT

Fixpunkte

Art. 99

¹ Die Eigentümerinnen und Eigentümer der Liegenschaften müssen auf die auf ihrem Grundstück gesetzten Fixpunkte Acht geben. Das Gleiche gilt für den Staat, die Gemeinden, die öffentlich-rechtlichen Anstalten und die konzessionierten Unternehmen, wenn sie auf fremdem Grund Arbeiten ausführen.

² Sie informieren unverzüglich eine patentierte Geometerin oder einen patentierten Geometer, wenn sie:

- a) Bewirtschaftungs- oder Bauarbeiten ausführen, die diese Punkte gefährden, oder
- b) feststellen, dass diese Punkte entfernt, versetzt oder beschädigt worden sind.

2. ABSCHNITT

Grenzzeichen

Art. 100 Grundsatz

Die Eigentümerinnen und Eigentümer müssen die Grenzzeichen ihrer Grundstücke in gutem Zustand erhalten. Das Gleiche gilt für den Staat, die Gemeinden, die öffentlich-rechtlichen Anstalten und konzessionierten Unternehmen, wenn sie Arbeiten auf fremdem Grund ausführen.

Art. 101 Rétablissement

Les géomètres procèdent au rétablissement des signes de démarcation lorsqu'ils en sont requis ou, d'office, lorsque cela s'impose en cas d'établissement d'un verbal de mutation.

SECTION 3

Renouvellement

Art. 102 Principes

¹ Un renouvellement, au sens de l'article 18 al. 2 OMO et des articles 37 et suivants OTEMO, peut être décidé par l'Etat ou par les communes.

² Lorsque les droits des propriétaires fonciers sont touchés, les dispositions du titre deuxième relatives à l'enquête et la mise en vigueur sont applicables par analogie; dans les autres cas, l'approbation est accordée par le Service.

Art. 103 Renouvellement décidé par l'Etat

¹ Lorsque les données de la mensuration parcellaire ne répondent plus aux exigences fédérales ou cantonales, le Conseil d'Etat peut ordonner l'exécution d'un renouvellement.

² Les frais d'un renouvellement sont supportés, après déduction d'une éventuelle participation fédérale, pour moitié par l'Etat, pour moitié par la commune concernée.

³ La participation communale est, sauf convention contraire, facturée en quatre acomptes annuels, dont le premier l'année qui suit la conclusion du contrat de renouvellement.

Art. 104 Renouvellement décidé par les communes

¹ Les communes peuvent, avec l'accord du Conseil d'Etat, décider l'exécution d'un renouvellement si elles se chargent des frais qui ne sont pas couverts par une éventuelle participation fédérale.

² Le Conseil d'Etat peut toutefois leur accorder un subside qui n'excédera pas le quart des frais, déduction faite d'une éventuelle participation fédérale.

Art. 101 Wiederherstellung

Die Geometerinnen und Geometer stellen die Grenzzeichen wieder her, wenn sie damit beauftragt werden; sie tun dies von Amts wegen, wenn sich dies für die Erstellung eines Mutationsverbales als nötig erweist.

3. ABSCHNITT

Erneuerung

Art. 102 Grundsatz

¹ Eine Erneuerung im Sinne von Artikel 18 Abs. 2 VAV und der Artikel 37 ff. TVAV kann vom Staatsrat oder von den Gemeinden angeordnet werden.

² Sind die Rechte der Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer betroffen, so gelten für die Auflage und das Inkrafttreten die Bestimmungen des 2. Titels sinngemäss; in den übrigen Fällen wird die Genehmigung vom Amt erteilt.

Art. 103 Vom Kanton beschlossene Erneuerung

¹ Genügen die Daten der Parzellarvermessung den Anforderungen des Bundes oder des Kantons nicht mehr, so kann der Staatsrat die Erneuerung anordnen.

² Nach Abzug eines allfälligen Bundesbeitrags werden die Kosten einer Erneuerung je zur Hälfte vom Staat und von der betreffenden Gemeinde getragen.

³ Sofern nichts anderes vereinbart wurde, wird der Beitrag der Gemeinde in vier jährlichen Raten fakturiert, wobei die erste Rate im Jahr nach dem Abschluss des Vertrages für die Erneuerung fällig ist.

Art. 104 Von den Gemeinden beschlossene Erneuerungen

¹ Mit der Zustimmung des Staatsrates können die Gemeinden eine Erneuerung beschliessen, wenn sie die vom Bund nicht gedeckten Kosten übernehmen.

² Der Staatsrat kann ihnen einen Beitrag gewähren, der jedoch nach Abzug eines allfälligen Bundesbeitrags einen Viertel der Kosten nicht übersteigen darf.

SECTION 4

Numérisation préalable

Art. 105

¹ La numérisation préalable au sens de l'article 56 al. 2 OMO et des articles 89 et suivants OTEMO est décidée par le Conseil d'Etat.

² Les frais d'une numérisation préalable sont supportés, après déduction d'une éventuelle participation fédérale, pour un quart par l'Etat et pour trois quarts par la commune concernée.

³ Les articles 103 al. 3 et 104 al. 2 sont applicables.

CHAPITRE 4

Publicité des documents – Diffusion d'extraits et de restitutions de la mensuration officielle

Art. 106

¹ Seuls le Service et les géomètres officiels sont autorisés à diffuser des extraits et restitutions de la mensuration officielle.

² Le règlement définit l'accès direct par ordinateur aux données de la mensuration officielle; l'utilisation de ces données par les communes, pour leurs propres besoins, est dispensée d'émolument.

³ Le règlement fixe également le montant de l'émolument ainsi que les modalités de paiement; il peut préciser l'usage prévu pour lequel l'émolument est payé.

⁴ Le règlement arrête également les dispositions de droit cantonal réservées par l'ordonnance fédérale sur la reproduction des données de la mensuration officielle.

4. ABSCHNITT

Provisorische Numerisierung

Art. 105

¹ Die provisorische Numerisierung im Sinne von Artikel 56 Abs. 2 VAV und der Artikel 89 ff. TVAV wird vom Staatsrat angeordnet.

² Nach Abzug eines allfälligen Bundesbeitrags werden die Kosten einer provisorischen Numerisierung zu einem Viertel vom Staat und zu drei Vierteln von der betreffenden Gemeinde getragen.

³ Die Artikel 103 Abs. 3 und 104 Abs. 2 sind anwendbar.

4. KAPITEL

Öffentlichkeit der Dokumente – Abgabe von Auszügen und Auswertungen der amtlichen Vermessung

Art. 106

¹ Nur das Amt und die amtlichen Geometerinnen und Geometer dürfen Auszüge und Auswertungen der amtlichen Vermessung abgeben.

² Das Reglement definiert den direkten Zugriff mit Computer zu den Daten der amtlichen Vermessung. Benützen Gemeinden diese Daten für ihre eigenen Zwecke, so bezahlen sie keine Gebühren.

³ Das Reglement setzt ferner die Höhe der Gebühren und die Zahlungsmodalitäten fest; es kann die Höhe der Gebühren vom Verwendungszweck abhängig machen.

⁴ Das Reglement enthält ebenfalls die gemäss der Bundesverordnung über die Reproduktion von Daten der amtlichen Vermessung erforderlichen kantonalen Ausführungsbestimmungen.

TITRE IV

Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER

Dispositions transitoires

Art. 107 Mensurations fédérales en vigueur

¹ Dans les communes où une mensuration parcellaire a été exécutée après l'entrée en vigueur du code civil et approuvée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cadastration du domaine public est effectuée selon le programme prévu par la législation sur le registre foncier ainsi qu'à l'occasion de renouvellements ou de numérisations préalables.

² Lorsque des droits distincts et permanents immatriculés avant la mise en vigueur de la présente loi ne figurent pas sur le plan cadastral, ils ne sont portés sur celui-ci que sur demande et aux frais des bénéficiaires de ces droits.

Art. 108 Mensurations cantonales

¹ Dans les communes où il n'existe que le cadastre cantonal établi avant l'entrée en vigueur du code civil, le plan déposé au Service chargé de la tenue du registre foncier est considéré provisoirement comme plan du registre foncier.

² Les titres premier et troisième ainsi que l'article 107 al. 2 sont applicables par analogie.

Art. 109 Nouvelles mensurations parcellaires en cours d'exécution

Les nouvelles mensurations pour lesquelles une révision générale des limites a eu lieu ou est en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi continuent d'être réalisées selon les anciennes dispositions.

Art. 110 Renouvellement de la patente

¹ Les titulaires d'une patente délivrée aux conditions de l'ancien droit qui désirent bénéficier d'une patente prévue par la présente loi doivent en faire la requête dans le délai de deux mois dès la date d'entrée en vigueur de celle-ci, en prouvant qu'ils remplissent toutes les conditions nécessaires à son octroi.

² L'émolument perçu est fixé forfaitairement à 100 francs.

4. TITEL

Übergangs- und Schlussbestimmungen

1. KAPITEL

Übergangsbestimmungen

Art. 107 Rechtskräftige eidgenössische Vermessungen

¹ In den Gemeinden, in denen eine Parzellarvermessung nach dem Inkrafttreten des Zivilgesetzbuches ausgeführt und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes genehmigt wurde, werden die Katastererstellung, die Erneuerungen und die provisorischen Numerisierungen des zu den öffentlichen Sachen gehörenden Grundes nach dem in der Grundbuchgesetzgebung vorgesehenen Programm vorgenommen.

² Sind die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes als Grundstücke aufgenommenen selbständigen und dauernden Rechte im Katasterplan nicht aufgenommen, so werden sie nur auf Verlangen und auf Kosten der Berechtigten aufgenommen.

Art. 108 Kantonale Vermessungen

¹ Besteht in einer Gemeinde nur der kantonale Kataster, der vor dem Inkrafttreten des Zivilgesetzbuches erstellt wurde, so gilt der Plan, der auf dem Grundbuch führenden Amt hinterlegt ist, provisorisch als Katasterplan.

² Der 1. und der 3. Titel sowie der Artikel 107 Abs. 2 gelten sinngemäss.

Art. 109 In Ausführung begriffene neue Parzellarvermessungen

Die neuen Parzellarvermessungen, für die eine Generalrevision der Grenzen gemacht wurde oder zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes gemacht wird, werden nach der alten Gesetzgebung ausgeführt.

Art. 110 Erneuerung des Patents

¹ Wer ein Geometerpatent nach altem recht erlangt hat und ein Patent nach neuem Recht erlangen möchte, muss innerhalb von 2 Monaten nach Inkrafttreten dieses Gesetzes einen entsprechenden Antrag stellen. Dabei muss nachgewiesen werden, dass alle Bedingungen für die Erteilung erfüllt sind.

² Die erhobene Gebühr beträgt pauschal 100 Franken festgesetzt.

Art. 111 Frais de cadastration des bâtiments

Le tarif applicable des frais de cadastration des bâtiments est le tarif en vigueur au moment où les travaux sont ordonnés par le Service.

CHAPITRE 2

Dispositions finales

Art. 112 Abrogation

La loi du 2 février 1988 sur la mensuration cadastrale (RSF 214.6.1) est abrogée.

Art. 113 Modifications

a) Loi sur les communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 4

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 7 al. 2, 2^e phr. (nouvelle)

² (...). La Commission de nomenclature émet un préavis.

Art. 10 al. 1 let. k

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 138, 2^e phr. (nouvelle)

(...). Ce nom [celui de la commune] est examiné par la Commission de nomenclature, qui le préavise à l'attention du Service des communes.

Art. 114 b) Loi d'application du code civil suisse

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 111 Kosten für die Katasteraufnahme der Gebäude

Für die Kosten der Katasteraufnahme der Gebäude gilt der Tarif, der zum Zeitpunkt der Anordnung der Arbeiten durch das Amt in Kraft ist.

2. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 112 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 2. Februar 1988 über die Katastervermessung (SGF 214.6.1) ist aufgehoben.

Art. 113 Änderung bisherigen Rechts

a) Gesetz über die Gemeinden

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 4

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 7 Abs. 2, 2. Satz (neu)

² (...). Die Kommission für Nomenklatur gibt eine Stellungnahme ab.

Art. 10 Abs. 1 Bst. k

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 138, 2. Satz (neu)

(...). Dieser Name [derjenige der Gemeinde] wird von der Kommission für Nomenklatur geprüft, die darüber zuhanden des Amtes für Gemeinden eine Stellungnahme abgibt.

Art. 114 b) Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 204^{bis} al. 3

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 208

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 115 c) Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions

La loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.1) est modifiée comme il suit:

Art. 118 al. 1

Remplacer «géomètre officiel» *par* «géomètre breveté».

Art. 130 al. 1

Remplacer «géomètre» *par* «géomètre breveté».

Art. 135 al. 3 et 4

³ *Remplacer* «géomètre officiel» *par* «géomètre breveté».

⁴ Le géomètre ne peut recevoir des actes authentiques relatifs aux transferts de propriété dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle que s'il a la qualité de géomètre officiel au sens de cette même législation; avant de faire la réquisition d'inscription, le géomètre soumet ces actes à l'approbation de la Direction.

Art. 136 al. 2

² A défaut d'entente, le conseil communal charge une commission de classification de trois membres, ainsi qu'un géomètre breveté, d'établir le plan de rectification qui est soumis aux propriétaires. Le géomètre ne peut recevoir des actes authentiques relatifs aux transferts de propriété dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle que s'il a la qualité de géomètre officiel au sens de cette même législation.

Art. 204^{bis} Abs. 3

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 208

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 115 c) Raumplanungs- und Baugesetz

Das Raumplanungs- und Baugesetz vom 9. Mai 1983 (SGF 710.1) wird wie folgt geändert:

Art. 118 Abs. 1

Den Ausdruck «einen offiziellen Geometer» *durch* «einen patentierten Geometer» *ersetzen*.

Art. 130 Abs. 1

Den Ausdruck «der Geometer» *durch* «der patentierte Geometer» *ersetzen*.

Art. 135 Abs. 3 und 4

³ *Den Ausdruck* «einen offiziellen Geometer» *durch* «einen patentierten Geometer» *ersetzen*.

⁴ Die öffentlichen Urkunden über die Eigentumsübertragung können vom Geometer in den von der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgesehenen Formen nur ausgefertigt werden, wenn er amtlicher Geometer im Sinne dieser Gesetzgebung ist. Der Geometer unterbreitet diese Urkunden vor der Anmeldung zur Eintragung der Direktion zur Genehmigung.

Art. 136 Abs. 2

² Kommt keine Einigung zustande, so beauftragt der Gemeinderat eine Schätzungskommission von drei Mitgliedern und einem patentierten Geometer mit der Ausarbeitung eines Bereinigungsplanes, der den Eigentümern unterbreitet wird. Der Geometer kann die öffentlichen Urkunden über die Eigentumsübertragung in den von der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgesehenen Formen nur ausfertigen, wenn er amtlicher Geometer im Sinne dieser Gesetzgebung ist.

Art. 192 al. 2

Remplacer «géomètre officiel» *par* «géomètre breveté».

Art. 116 d) Loi sur les routes

La loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1) est modifiée comme il suit:

Art. 41^{bis} al. 1, phr. intr.

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 117 e) Loi d'application de la loi fédérale sur les routes nationales

La loi du 14 février 1961 d'application de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (RSF 741.8) est modifiée comme il suit:

Art. 6

Remplacer «Commissariat général» *par* «Service du cadastre et de la géomatique».

Art. 118 f) Loi sur l'aménagement des eaux

La loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 39^{bis} al. 1

Remplacer «législation sur la mensuration cadastrale» *par* «législation sur la mensuration officielle».

Art. 119 g) Loi sur les améliorations foncières

La loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1) est modifiée comme il suit:

Art. 51, 1^{re} phr.

Remplacer «le géomètre» *par* «un géomètre breveté».

Art. 192 Abs. 2

Den Ausdruck «eines offiziellen Geometers» *durch* «eines patentierten Geometers» *ersetzen*.

Art. 116 d) Strassengesetz

Das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1) wird wie folgt geändert:

Art. 41^{bis} Abs. 1, Einführungssatz

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 117 e) Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Nationalstrassen

Das Ausführungsgesetz vom 14. Februar 1961 zum Bundesgesetz vom 8. März 1960 über die Nationalstrassen (SGF 741.8) wird wie folgt geändert:

Art. 6

Den Ausdruck «das Amt für Vermessung und Geomatik» *nach* «das kantonale Meliorationsamt» *einfügen*.

Art. 118 f) Gesetz über den Wasserbau

Das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 39^{bis} Abs. 1

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» *durch* «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» *ersetzen*.

Art. 119 g) Gesetz über die Bodenverbesserung

Das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserung (SGF 917.1) wird wie folgt geändert:

Art. 51, 1. Satz

Den Ausdruck «der Geometer» *durch* «der patentierte Geometer» *ersetzen*.

Art. 84 al. 1 et 2

¹ Remplacer «ingénieur géomètre officiel» par «géomètre breveté».

² Remplacer «géomètre officiel» par «géomètre».

Art. 135 al. 1, 1^{re} phr.

Remplacer «ingénieur géomètre officiel» par «géomètre breveté».

Art. 148 (ne concerne que le texte français)

Remplacer «ingénieur géomètre officiel» par «géomètre officiel».

Art. 149

Remplacer «ingénieur géomètre officiel» par «géomètre officiel» et «législation sur la mensuration cadastrale» par «législation sur la mensuration officielle».

Art. 155 al. 2, 2^e phr. (ne concerne que le texte français)

Remplacer «l'ingénieur géomètre officiel» par «un géomètre breveté».

Art. 120 Entrée en vigueur

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Il est autorisé à apporter à la présente loi les modifications nécessaires exigées, le cas échéant, par l'autorité fédérale pour l'approbation.

Approbation

Les articles 32 à 38 de la présente loi ont été approuvés par l'autorité fédérale compétente le ...

Art. 84 Abs. 1 und 2

¹ Den Ausdruck «einen amtlichen Geometer» durch «einen patentierten Geometer» ersetzen.

² Den Ausdruck «Der amtliche Geometer» durch «Der Geometer» ersetzen.

Art. 135 Abs. 1, 1. Satz

Den Ausdruck «einem amtlichen Geometer» durch «einem patentierten Geometer» ersetzen.

Art. 148

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 149

Den Ausdruck «Gesetzgebung über die Katastervermessung» durch «Gesetzgebung über die amtliche Vermessung» ersetzen.

Art. 155 Abs. 2

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 120 Inkrafttreten

¹ Der Staatsrat bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes.

² Er kann die für die Genehmigung der Bundesbehörden gegebenenfalls erforderlichen Änderungen vornehmen.

Genehmigung

Die Artikel 32-38 dieses Gesetzes wurden von der zuständigen Bundesbehörde am ... genehmigt.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER: Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER: But et organes

SECTION 1 *But*

Art. 1 Principe

Art. 2 Définition

Art. 3 Contenu

SECTION 2 *Organes cantonaux*

Art. 4 Conseil d'Etat et Direction compétente

Art. 5 Service spécialisé

Art. 6 Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire
a) Composition et fonctionnement

Art. 7 b) Indépendance et surveillance

Art. 8 Commissions de nomenclature

SECTION 3 *Autres organes*

Art. 9 Géomètres brevetés
a) Condition

Art. 10 b) Fonctions

Art. 11 c) Responsabilité civile

INHALTSVERZEICHNIS

1. TITEL: Allgemeine Bestimmungen

1. KAPITEL: Zweck und Organe

1. ABSCHNITT *Zweck*

Art. 1 Grundsatz

Art. 2 Begriff

Art. 3 Inhalt

2. ABSCHNITT *Kantonale Organe*

Art. 4 Staatsrat und zuständige Direktion

Art. 5 Spezialisiertes Amt

Art. 6 Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen
a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. 7 b) Unabhängigkeit und Aufsicht

Art. 8 Kommissionen für Nomenklatur

3. ABSCHNITT *Andere Organe*

Art. 9 Patentierte Geometerin und patentierter Geometer
a) Bedingung

Art. 10 b) Aufgaben

Art. 11 c) Haftung

Art. 12 d) Honoraires

Art. 13 Autres spécialistes en mensuration

SECTION 4 Programmes

Art. 14 Programme général

Art. 15 Programme d'exécution

Art. 16 Territoires en mouvement permanent

CHAPITRE 2: Dispositions communes à la nouvelle mensuration et à la conservation

SECTION 1 Points fixes de mensuration

Art. 17 Etablissement

Art. 18 Mention

SECTION 2 Abornement

Art. 19 Limites à déterminer

Art. 20 Pose des signes de démarcation

Art. 21 Limites communales
a) Principes de délimitation

Art. 22 b) Modifications pour des raisons cadastrales

SECTION 3 Mensuration parcellaire

Art. 23 Plan du registre foncier

Art. 12 d) Honorare

Art. 13 Andere Vermessungsfachleute

4. ABSCHNITT Programme

Art. 14 Allgemeines Programm

Art. 15 Ausführungsprogramm

Art. 16 Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen

2. KAPITEL: Gemeinsame Bestimmungen für die Neuvermessung und den Unterhalt

1. ABSCHNITT Vermessungsfixpunkte

Art. 17 Erstellung

Art. 18 Anmerkung

2. ABSCHNITT Vermarkung

Art. 19 Grenzfeststellung

Art. 20 Anbringen von Grenzzeichen

Art. 21 Gemeindegrenzen
a) Grundsätze zur Grenzfeststellung

Art. 22 b) Änderung aus katastertechnischen Gründen

3. ABSCHNITT Parzellarvermessung

Art. 23 Plan für das Grundbuch

Art. 24 Cadastre des biens-fonds
a) Contenu

Art. 25 b) Noms locaux et noms de rues

Art. 26 Communes fusionnées

SECTION 4 Système d'information du territoire

Art. 27

SECTION 5 Accès aux immeubles – Respect des signes de mensuration

Art. 28 Accès
a) Principe

Art. 29 b) Indemnité

Art. 30 Respect des repères et signes de démarcation

SECTION 6 Fonds de la mensuration officielle

Art. 31

CHAPITRE 3: Actes authentiques

SECTION 1 Champ d'application

Art. 32 Principe

Art. 33 En cas de régularisation de limites

SECTION 2 Forme

Art. 34 En général

Art. 24 Liegenschaftskataster
a) Inhalt

Art. 25 b) Orts-, Flur- und Strassennamen

Art. 26 Gemeindzusammenschlüsse

4. ABSCHNITT Landinformationssystem

Art. 27

5. ABSCHNITT Zutritt zu den Liegenschaften – Schutz der Vermessungszeichen

Art. 28 Zutritt
a) Grundsatz

Art. 29 b) Entschädigung

Art. 30 Schutz der Fixpunkte und Grenzzeichen

6. ABSCHNITT Fonds der amtlichen Vermessung

Art. 31

3. KAPITEL: Öffentliche Urkunden

1. ABSCHNITT Anwendungsbereich

Art. 32 Grundsatz

Art. 33 Grenzbereinigung

2. ABSCHNITT Form

Art. 34 Im Allgemeinen

Art. 35 Forme ordinaire
a) Eléments

Art. 36 b) Consentements

Art. 37 Forme simplifiée
a) Eléments

Art. 38 b) Consentements

TITRE II: La nouvelle mensuration parcellaire

CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

Art. 39 Cas
a) En général

Art. 40 b) Cadastration sans mensuration

Art. 41 Subrogation

Art. 42 Avis aux géomètres

CHAPITRE 2: Organisation

Art. 43 Décision d'exécution

Art. 44 Avis aux propriétaires

Art. 45 Obligations des propriétaires

Art. 46 Soumission et adjudication

Art. 47 Contrat

Art. 48 Mention

Art. 49 Information des propriétaires

Art. 35 Ordentliche Form
a) Bestandteile

Art. 36 b) Zustimmungen

Art. 37 Vereinfachte Form
a) Bestandteile

Art. 38 **b) Zustimmungen**

2. TITEL: Die neue Parzellarvermessung

1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen

Art. 39 Fälle
a) Im Allgemeinen

Art. 40 b) Katastererstellung ohne Parzellarvermessung

Art. 41 Surrogation

Art. 42 Mitteilung an die Geometerinnen und Geometer

2. KAPITEL: Organisation

Art. 43 Beschluss über die Durchführung

Art. 44 Mitteilung an die Eigentümerinnen und Eigentümer

Art. 45 Pflichten der Eigentümerinnen und Eigentümer

Art. 46 Ausschreibung und Vergabe

Art. 47 Vertrag

Art. 48 Anmerkung

Art. 49 Information an die Eigentümerinnen und Eigentümer

CHAPITRE 3: Exécution des travaux

- Art. 50** Plan-inventaire du domaine et des passages publics
- Art. 51** Mise au point
- Art. 52** Nomenclature
- Art. 53** Améliorations et régularisations des limites
a) Définitions
- Art. 54** b) Modalités d'exécution
- Art. 55** c) Réunions de biens-fonds
- Art. 56** Contrôle et rétablissement des points-limites
- Art. 57** Cadastre transitoire
a) Principe
- Art. 58** b) Servitudes

CHAPITRE 4: Procédure

- Art. 59** Mise à l'enquête
a) Documents
- Art. 60** b) Objet
- Art. 61** c) Publications
- Art. 62** Réclamations
a) Forme
- Art. 63** b) Liquidation
- Art. 64** Recours
a) Principes

3. KAPITEL: Ausführung der Arbeiten

- Art. 50** Inventarplan des öffentlichen Gebietes und der öffentlichen Durchgänge
- Art. 51** Bereinigung
- Art. 52** Nomenklatur
- Art. 53** Verbesserung und Bereinigung von Grenzen
a) Begriff
- Art. 54** b) Ausführung im Einzelnen
- Art. 55** c) Vereinigung von Grundstücken
- Art. 56** Kontrolle und Wiederherstellung der Grenzpunkte
- Art. 57** Übergangskataster
a) Grundsatz
- Art. 58** b) Dienstbarkeiten

4. KAPITEL: Verfahren

- Art. 59** Auflage
a) Dokumente
- Art. 60** b) Gegenstand
- Art. 61** c) Veröffentlichung
- Art. 62** Einsprachen
a) Form
- Art. 63** b) Erledigung
- Art. 64** Beschwerde
a) Grundsatz

- Art. 65** b) Instruction
- Art. 66** c) Citation et défaut
- Art. 67** d) Contestation ou non d'un droit réel
- Art. 68** e) Décision
- Art. 69** Effets de l'enquête
- Art. 70** Approbation technique et dépôt au Service chargé de la tenue du registre foncier
- Art. 71** Mise en vigueur

CHAPITRE 5: Frais

- Art. 72** Répartition entre le canton, la commune et les propriétaires
- Art. 73** Répartition entre les propriétaires
- Art. 74** Perception
a) Facturation et voies de droit
- Art. 75** b) Effets

TITRE III: Conservation

CHAPITRE PREMIER:

Désignation et attributions des géomètres dépositaires

- Art. 76** Principe
- Art. 77** Convention
- Art. 78** Modifications

- Art. 65** b) Instruktion
- Art. 66** c) Vorladung und Nichterscheinen
- Art. 67** d) Bestreitung oder Nichtbestreitung eines dinglichen Rechtes
- Art. 68** e) Entscheid
- Art. 69** Wirkungen der Auflage
- Art. 70** Technische Genehmigung und Hinterlegung beim Grundbuch führenden Amt
- Art. 71** Inkrafttreten

5. KAPITEL: Kosten

- Art. 72** Verteilung zwischen dem Kanton, der Gemeinde und den Eigentümerinnen und Eigentümer
- Art. 73** Verteilung auf die Eigentümerinnen und Eigentümer
- Art. 74** Bezug
a) Rechnungstellung und Rechtsmittel
- Art. 75** b) Wirkungen

3. TITEL: Unterhalt

1. KAPITEL: Bezeichnung und Befugnisse der Aufbewahrungsgeometerinnen und -geometer

- Art. 76** Grundsatz
- Art. 77** Vereinbarung
- Art. 78** Änderungen

Art. 79 Equipement et transfert des documents

Art. 80 Attributions

CHAPITRE 2: Modifications et mise à jour

SECTION 1 Limites de biens-fonds ou de servitudes

Art. 81 Verbal de mutation
a) Principe

Art. 82 b) Radiation ou modification de droits

Art. 83 c) Matérialisation

Art. 84 Cas particuliers
a) Mutation de bureau

Art. 85 b) Mutation de projet

SECTION 2 Bâtiments

Art. 86 Verbal de bâtiment

Art. 87 Frais

Art. 88 Perception

SECTION 3 Autres éléments de la mensuration

Art. 89 Changements

Art. 90 Frais

Art. 91 Mise à jour périodique

Art. 79 Büroeinrichtung und Übergabe der Dokumente

Art. 80 Befugnisse

2. KAPITEL: Änderung und Nachführung

1. ABSCHNITT Grenzen von Liegenschaften oder Dienstbarkeiten

Art. 81 Mutationsverbal
a) Grundsatz

Art. 82 b) Löschung oder Änderung von Rechten

Art. 83 c) Materialisierung

Art. 84 Besondere Fälle
a) Büromutation

Art. 85 b) Projektmutation

2. ABSCHNITT Gebäude

Art. 86 Gebäudeverbal

Art. 87 Kosten

Art. 88 Bezug

3. ABSCHNITT Weitere Vermessungselemente

Art. 89 Änderungen

Art. 90 Kosten

Art. 91 Periodische Nachführung

SECTION 4 Mise à jour des documents

Art. 92 Avis au Service

Art. 93 Modalités de la mise à jour

Art. 94 Verbaux de mutation non inscrits

SECTION 5 Rectifications

Art. 95 Principe

Art. 96 Limites

Art. 97 Autres éléments

Art. 98 Frais

CHAPITRE 3: Conservation de la mensuration officielle

SECTION 1 Repères

Art. 99

SECTION 2 Signes de démarcation

Art. 100 Principe

Art. 101 Rétablissement

SECTION 3 Renouvellement

Art. 102 Principes

Art. 103 Renouvellement décidé par l'Etat

Art. 104 Renouvellement décidé par les communes

4. ABSCHNITT Nachführung der Dokumente

Art. 92 Mitteilung an das Amt

Art. 93 Nachführungsbestimmungen

Art. 94 Nicht eingetragene Mutationsverbale

5. ABSCHNITT Berichtigungen

Art. 95 Grundsatz

Art. 96 Grenzen

Art. 97 Andere Elemente

Art. 98 Kosten

3. KAPITEL: Unterhalt der amtlichen Vermessung

1. ABSCHNITT Fixpunkte

Art. 99

2. ABSCHNITT Grenzzeichen

Art. 100 Grundsatz

Art. 101 Wiederherstellung

3. ABSCHNITT Erneuerung

Art. 102 Grundsatz

Art. 103 Vom Kanton beschlossene Erneuerung

Art. 104 Von den Gemeinden beschlossene Erneuerungen

SECTION 4 Numérisation préalable

Art. 105

CHAPITRE 4: Publicité des documents – Diffusion d’extraits et de restitutions de la mensuration officielle

Art. 106

TITRE IV: Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER: Dispositions transitoires

Art. 107 Mensurations fédérales en vigueur

Art. 108 Mensurations cantonales

Art. 109 Nouvelles mensurations parcellaires en cours d’exécution

Art. 110 Renouvellement de la patente

Art. 111 Frais de cadastration des bâtiments

CHAPITRE 2: Dispositions finales

Art. 112 Abrogation

Art. 113 Modifications
a) Loi sur les communes

Art. 114 b) Loi d’application du code civil suisse

Art. 115 c) Loi sur l’aménagement du territoire et les constructions

Art. 116 d) Loi sur les routes

Art. 117 e) Loi d’application de la loi fédérale sur les routes nationales

4. ABSCHNITT Provisorische Numerisierung

Art. 105

4. KAPITEL: Öffentlichkeit der Dokumente – Abgabe von Auszügen und Auswertungen der amtlichen Vermessung

Art. 106

4. TITEL: Übergangs- und Schlussbestimmungen

1. KAPITEL: Übergangsbestimmungen

Art. 107 Rechtskräftige eidgenössische Vermessungen

Art. 108 Kantonale Vermessungen

Art. 109 In Ausführung begriffene neue Parzellarvermessungen

Art. 110 Erneuerung des Patentes

Art. 111 Kosten für die Katasteraufnahme der Gebäude

2. KAPITEL: Schlussbestimmungen

Art. 112 Aufhebung bisherigen Rechts

Art. 113 Änderung bisherigen Rechts
a) Gesetz über die Gemeinden

Art. 114 b) Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Art. 115 c) Raumplanungs- und Baugesetz

Art. 116 d) Strassengesetz

Art. 117 e) Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Nationalstrassen

Art. 118 f) Loi sur l'aménagement des eaux

Art. 119 g) Loi sur les améliorations foncières

Art. 120 Entrée en vigueur

Art. 118 f) Gesetz über den Wasserbau

Art. 119 g) Gesetz über die Bodenverbesserung

Art. 120 Inkrafttreten